

La marche sur Venise des « chemises vertes » d'Umberto Bossi

ENCADRÉ de la garde de « chemises vertes », le chef de la Ligue du Nord, Umberto Bossi, devait, dimanche 15 septembre, sur le Campo Santo Spirito à Venise, proclamer « l'indépendance de la Padanie ». Les Italiens se demandent encore s'il faut prendre au sérieux cette proclamation de sécession du nord de l'Italie (précisément la région de la plaine du Pô), par un homme dont la liste a recueilli 10 % des suffrages aux dernières élections législatives. Samedi, la marche sur Venise convoquée par M. Bossi n'avait entraîné que quelques centaines de sympathisants. Unanimes, les autorités politiques du pays ont dénoncé la dérive d'Umberto Bossi, mais ont choisi de se montrer tolérantes tant que le patron de la Ligue en resterait au stade des discours.

Lire pages 4 et 10
et notre éditorial page 11

La cible irakienne

Les Etats-Unis continuent de préparer une riposte « vigoureuse » contre l'Irak. p. 2

La Bosnie aux urnes

Les élections vont sceller samedi la division ethnique du pays. p. 4

Le rebond du PCF

Grâce notamment à son secrétaire national Robert Hue, le Parti communiste français retrouve le crédit dont il jouissait dans les années 70. p. 7 et 22

« Placements »

L'assurance-vie, le placement préféré des Français en 1995, risque d'être menacée par la création de fonds de pension. p. 14 à 17

Des clichés rapides

La photographie numérique essaye de séduire le grand public par son instantanéité. p. 19

Les pick-up du dimanche

Rustiques et généreuses, ces voitures-camionnettes peuvent accueillir motos et planches de surf sur leur plateau arrière. p. 20

Henri Emmanuelli au « Grand Jury »

L'ancien premier secrétaire du Parti socialiste est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde » dimanche 15 septembre à 18 h 30.

Allemagne, 3 DM; Autriche-Guyane, 9 F; Belgique, 25 ATS; Espagne, 165 Ptas; France, 7 F; Grèce, 200 Dr; Italie, 1.400 L; Japon, 1.000 Y; Royaume-Uni, 5 £; Suisse, 2,30 F; Thaïlande, 10 Baht; Turquie, 1.000 Liras; USA, 1 \$; Venezuela, 200 Bs.

M 0146-915-7.00 F



Jacques Chirac appelle à « rejeter ceux qui répandent des doctrines d'exclusion »

A Marseille, la manifestation du Front national a rassemblé près de 2000 personnes

SANS CITER Jean-Marie Le Pen, mais dans une claire allusion à la nouvelle polémique que vient de provoquer en France le chef du Front national, Jacques Chirac a appelé, vendredi 13 septembre, à « rejeter ceux qui répandent des doctrines d'exclusion ». Le président de la République s'exprimait devant des lycéens français et polonais qui venaient de l'accompagner dans sa visite de l'ancien camp d'extermination d'Auschwitz.

« A quelques lieues d'ici, Auschwitz témoigne de la souffrance, de la mémoire et de l'espérance de l'humanité, avait auparavant déclaré M. Chirac à Cracovie, l'espérance que jamais, plus jamais, nulle part, ne s'accomplisse une telle horreur. L'espérance que l'emporte, un jour, partout, l'esprit de tolérance et de paix ».

Samedi matin vers onze heures, sur le Vieux Port de Marseille, environ deux mille personnes étaient rassemblées pour participer, à l'appel du Front national, à une manifestation contre « l'immigration et l'insécurité » après le



meurtre du jeune Nicolas. Placé sous la surveillance de plusieurs centaines de policiers, de CRS et de gardes mobiles, le cortège, auquel participaient, outre Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret, les maires (FN) de Marignane et de Toulon, Daniel Simonpieri et Jean-Marie Le Chevalier, entendait se rendre à la préfecture. Affirmant

n'avoir pas cherché à mobiliser au niveau national, Bruno Mégret, député national du FN, a déclaré samedi matin que si « tous les immigrés ne sont pas des délinquants, le meurtrier (de Nicolas) est un étranger : si les lois du FN étaient appliquées, il aurait déjà été expulsé et il n'aurait pas commis ce crime ». Sur deux banderoles en tête de la manifestation, on pouvait lire : « Nicolas assassiné, plus jamais ça ! » et « Protégez nos enfants ».

Le jeune Khatib est en réalité de nationalité française. Agé de quinze ans, il a été mis en examen, vendredi, pour homicide volontaire et placé en détention au quartier des mineurs de la prison de Lagnes. Il aurait reconnu devant le doyen des juges d'instruction du tribunal de Marseille, Chantal Gaudino, avoir porté à l'adolescent un coup de couteau au cœur. Bénéficiant de l'excuse de minorité, il risque quinze ans d'emprisonnement. Les obsèques de Nicolas devaient avoir lieu samedi après-midi.

Lire page 26

Thomson Multimédia prépare d'importantes restructurations

THOMSON MULTIMÉDIA, la filiale d'électronique grand public (téléviseurs, magnétoscopes, etc.) du groupe français Thomson SA, prépare de nouvelles restructurations. Alain Prestat, son PDG, a obtenu 1,2 milliard de francs pour financer la rationalisation des sites que le groupe possède sur plusieurs continents. Selon diverses sources, environ 5 000 emplois, sur un total de 49 500, pourraient être supprimés aux Etats-Unis, en Allemagne et dans le Sud-Est asiatique, mais pas en France.

Lundi 16 septembre, Lagardère Groupe et son allié sud-coréen Daewoo Electronics, d'une part, Alcatel-Alsthom, d'autre part, devraient avoir déposé au ministère des finances leur offre respective pour la privatisation de Thomson SA. Le gouvernement devrait rendre public son choix début octobre.

Lire page 12

A Las Vegas, la fin de Tupac Shakur, apôtre du « Gangsta Rap »

WASHINGTON
de notre correspondant

Il est mort comme il avait vécu et il vivait comme il chantait : violemment. Tupac Shakur, l'un des rappers les plus célèbres d'Amérique, a succombé vendredi 13 septembre après avoir été blessé par balles six jours plus tôt, à Las Vegas, alors qu'il sortait du match de boxe opposant Mike Tyson à Bruce Seldon. Il avait vingt-cinq ans.

Apôtre du « Gangsta Rap » tant décrié par l'Amérique des valeurs familiales, acteur dans plusieurs films, Tupac Shakur faisait, dans les millions de disques qu'il avait vendus - son dernier album solo, *All Eyes on Me* (« Tous les regards sur moi »), vient de dépasser les cinq millions d'exemplaires - l'apologie de la violence, chantait la haine du fil et le mépris de la femme. Un univers que ce fils d'une militante des Black Panthers, né à Harlem, connaissait bien.

En 1993, il avait été arrêté puis remis en liberté dans une affaire de tirs d'armes à feu contre des policiers. En novembre 1994, il avait été atteint de cinq balles, mais seulement légèrement blessé au cours d'un braquage devant un studio d'enregistrement de Manhattan... « Cinq balles et ils n'ont pas pu me tuer », chantait-il dans son dernier album. En 1995, arrêté pour agression sexuelle sur une jeune fan, il purgea huit mois d'une condamnation à une peine de prison de quatre ans et demi. Il s'était marié en prison et avait pris ses distances, dans un entretien accordé à *Vibe Magazine*, avec « La vie de voyou », cette « *Thug Life* » dont il s'était tâtoué le torse : « De l'ignorance pure », avait-il dit.

Le monde du rap a déjà perdu l'an dernier l'une de ses jeunes stars, Eazy-E, qui, depuis son lit de mort, suppliait les jeunes de prendre conscience des risques du sida. Au même mo-

ment, deux autres grands rappers, Dr. Dre et Snoop Doggy Dogg, avaient des démêlés avec la justice. Et, pas plus qu'eux, Tupac Shakur n'était invincible.

Samedi soir, lorsqu'une Cadillac blanche, longeant la longue avenue illuminée de Las Vegas, est arrivée à la hauteur de la BMW noire que conduisait le PDG de sa fructueuse maison de disques, Death Row Records (dont le logo représente un homme assis sur une chaise électrique, un sac sur la tête), et lorsque les coups de feu sont partis de la Cadillac, Tupac Shakur est tombé presque banalement, comme tombent tous les jours de jeunes Noirs dans les ghettos urbains. Cela s'appelle le « drive-by shooting », les coups de feu en passant. La police, qui regrette le manque total de coopération des nombreux témoins dans l'enquête, ne dispose d'aucune piste.

Sylvie Kauffmann

Mini-déflation, maxi-déficits

FAUT-IL absolument écarter l'hypothèse que la France soit entrée en déflation, comme l'observent, chacun avec des arguments et des arrière-pensées spécifiques, des responsables politiques et syndicaux aussi divers que l'ancien ministre des finances, Alain Madelin, le secrétaire général de Force ouvrière, Marc Blondel, ou encore le socialiste Pierre Moscovici ? Il y a, en tout cas, fort à parier que le dernier indice des

prix, publié vendredi 13 septembre par l'Insee, envenime un débat déjà passionnément.

Cette statistique fait, en effet, apparaître que, de nouveau, les prix à la consommation ont baissé en France. Au cours du mois d'août, le recul a été compris entre 0,2 % et 0,3 %, ce qui ramène l'inflation à 1,6 % ou 1,7 % en rythme annuel, contre 2,3 % le mois précédent.

S'agit-il d'un accident saisonnier

ou d'une preuve de plus que les tendances récessives se précisent ? Les détracteurs de la thèse de la déflation ne manquent évidemment pas d'arguments pour souligner que la première hypothèse est la bonne. La preuve, c'est que l'une des causes de cette mauvaise statistique provient d'une baisse spectaculaire des prix de l'alimentation (-1,2 % en août), qui intervient pour près de 20 % dans le calcul de l'indice glo-

bal des prix à la consommation. Or ces prix de l'alimentation, et notamment ceux des produits frais (-9,7 %), sont traditionnellement en chute libre en août, compte tenu de l'abondance de l'offre. D'ailleurs, hors produits frais, les prix alimentaires progressent de 0,2 %.

Pour étayer cette thèse, on observera que, si l'inflation en rythme annuel atteint un niveau très bas à la fin du mois d'août, c'est aussi pour une raison accidentelle : la hausse de la TVA intervenue au 1^{er} août 1995 ne pesant plus sur l'inflation des douze derniers mois, l'indice des prix accuse mécaniquement une dé-croissance.

Il n'empêche ! Même si, à l'évidence, la France n'est pas entrée dans une phase de « baisse générale des prix, des revenus et de la production », ce qui est la définition précise de la déflation (Le Monde daté 8-9 septembre), on ne peut s'empêcher de faire ce constat : avec le recul d'août, la France est entrée, depuis trois mois, dans une phase de baisse de ses prix, puisque ceux-ci avaient déjà diminué de 0,2 % en juillet et de 0,1 % en juin. Et, comme aime à le souligner le président de l'Observatoire français de conjoncture économique (OFCE), Jean-Paul Fitoussi, une telle statistique d'inflation, accusant une baisse au cours de trois mois consécutifs, est sans précédent depuis la grande crise économique des années 30.

Laurent Mauduit

Lire la suite page 11

TV : la grande mutation

COMMENT se retrouver dans l'imbroglio de chaînes télévisées, hertzienne, câblées ou diffusées par satellite ? Que choisir comme équipement ? Quels services offrent les différents opérateurs ? Quelles nouvelles chaînes apparaîtront bientôt sur les écrans ? Pour quel prix ? Notre cahier « Télévision-radio-multimédia » dessine l'état des lieux et explique ce qui attend les téléspectateurs à la veille de la grande mutation qui va transformer le paysage télévisuel et multiplier le nombre des programmes.

Lire notre cahier
« Télévision, radio, multimédia »

Arts primitifs : la polémique



JACQUES FRIEDMANN

LE PRÉSIDENT de la commission dite des « arts premiers » vient de remettre son rapport. Sur fond de guérilla, Jacques Friedmann préconise la création, au palais du Trocadéro, d'un nouveau musée. Il devrait permettre une meilleure présentation des collections artistiques venues d'Afrique, d'Océanie ou d'Amérique qui sont aujourd'hui au Musée des arts d'Afrique et d'Océanie (MAAO) à la porte Dorée et au Musée de l'Homme au Trocadéro. Une partie de la communauté scientifique parle de « démantèlement ».

Lire page 22

International	2	Aujourd'hui	19
France	6	Agenda	21
Société	8	Abonnements	21
Horizons	10	Météorologie	21
Environnement	12	Mots croisés	21
Placements/marchés	14	Culture	22
Canal	16	Radio-Télévision	25

PROCHE-ORIENT Les Etats-Unis ont décidé de continuer leurs préparatifs militaires en vue d'une riposte « vigoureuse » après les tirs de missiles irakiens contre les avions

américains et occidentaux qui patrouillent dans les zones d'exclusion aérienne au nord et au sud du pays, et ce malgré la décision de Bagdad

de suspendre ces tirs. ● LA DÉCISION IRAKÉENNE complique la tâche des Etats-Unis, car ce geste de détente a été fait au moment où Washington s'efforce de convaincre ses alliés de

la nécessité d'une riposte contre Bagdad pour sauvegarder ses intérêts pétroliers dans la région du Golfe. ● CET EMBARRAS illustre les lacunes de la diplomatie américaine

sur le dossier irakien qui reste, depuis la fin de la guerre du Golfe, un casse-tête que les administrations successives, républicaine et démocrate, n'ont pas réussi à résoudre.

Les Etats-Unis sont prêts à engager, seuls, une riposte contre l'Irak

Malgré la décision de Bagdad, annoncée vendredi 13 septembre, de suspendre les tirs de missiles contre les avions occidentaux, Washington continue ses préparatifs militaires et consulte ses alliés

WASHINGTON
de notre correspondante
Refusant de se laisser séduire par l'annonce, faite par Bagdad, de la fin des tirs de missiles contre les avions occidentaux, l'administration américaine continue de renforcer son dispositif dans le Golfe, tout en tentant de raffermir la coalition allée autour de ses positions.

Comme prévu, huit bombardiers furtifs F-117A, spécialistes des raids de nuit, précis et indé-

tectables, ont atterri, vendredi 13 septembre, dans la soirée, au Koweït. Quatre B-52 sont déjà arrivés sur la base de Diego Garcia dans l'océan Indien. Le porte-avions *Enterprise* continue sa route de la Méditerranée vers le Golfe, où il va rejoindre un autre porte-avions, le *Carl Vinson*. Vendredi, le Pentagone a annoncé le départ prochain de 5 000 soldats pour des manœuvres au Koweït, qui s'ajoutent aux quelque 20 000 hommes stationnés dans la



même temps que le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, et que Tony Lake - par le président Clinton, de retour d'un voyage électoral en Californie.

Evidemment, l'initiative irakéenne complique la tâche diplomatique des Etats-Unis, puisque ceux de leurs alliés qui étaient déjà hésitants sur l'usage de la force, la semaine dernière, peuvent maintenant faire valoir que Bagdad a fait un geste. Mais, notamment, indique-t-on de source diplomatique, considérer l'annonce irakéenne comme une mesure d'apaisement et espérer que Washington saura saisir la balle au bond. De même, l'Arabie saoudite devrait être encore plus réfractaire qu'il y a une semaine aux arguments américains.

Tirs suspendus « jusqu'à nouvel ordre »

L'Irak a annoncé, vendredi 13 septembre dans la soirée, son intention de « suspendre toute riposte à l'agression américaine (...) et ce jusqu'à nouvel ordre ». L'arrêt des tirs de missiles contre les avions qui patrouillaient dans les zones d'exclusion aérienne que Bagdad ne reconnaît plus depuis le 3 septembre, a été décidé lors d'une réunion du Conseil de commandement de la révolution et du parti Baas au pouvoir, présidée par Saddam Hussein. « La décision répond à une initiative russe et aux attitudes d'autres pays amis dénonçant l'agression militaire américaine », a indiqué un porte-parole, qui a expliqué que Bagdad souhaite qu'une solution « conforme au droit international » et permettant de « préserver les droits de l'Irak et sa souveraineté » soit trouvée pour mettre un terme à la crise. Ce porte-parole, cité par l'agence irakienne INA, a toutefois averti que, « si les Américains ouvrent le feu sur les forces irakiennes, celles-ci riposteront ». - (AFP)

EXPLICATION

Parallèlement, l'effort diplomatique auprès des alliés a continué. A en croire la position officielle américaine, les pays alliés ont sans nul doute d'excellentes raisons de politique intérieure d'exprimer publiquement leurs réserves à soutenir l'action des Etats-Unis en Irak, mais en privé ils sont solidaires : « La coalition tient bon », a affirmé, vendredi, le porte-parole du département d'Etat, Nick Burns. « En privé, les pays arabes partagent largement [notre point de vue sur] la nécessité de contenir Saddam Hussein ».

Pourtant, un sérieux travail d'explication a visiblement été jugé nécessaire, puisque, après les entretiens qu'a eus, jeudi, à Paris,

le numéro deux du département d'Etat, Strobe Talbott, le secrétaire à la défense, William Perry, devait à son tour s'envoler, samedi, pour une tournée dans plusieurs pays du Golfe - Arabie saoudite, Koweït et Bahreïn - qui pourraient aussi le conduire en Turquie. Avant son départ, il devait être reçu à la Maison Blanche - en

intérets nationaux américains ».

Sylvie Kauffmann

Le personnel des organisations humanitaires commence à être évacué du Kurdistan

Bagdad a exclu de son amnistie les Kurdes qui ont travaillé pour les ONG ou les associations d'assistance

ZAKHO
de notre envoyée spéciale
L'angoisse est montée d'un cran, vendredi 13 septembre, parmi les employés locaux des organisations humanitaires qui travaillent au Kurdistan, après l'annonce par les Etats-Unis de l'évacuation de plus de 2 000 personnes. A cette nouvelle s'est ajoutée une déclaration de Bagdad qui exclut nommément de l'amnistie offerte aux personnes kurdes « les personnes ayant travaillé pour les organisations non gouvernementales (ONG) et les associations d'assistance ». Cette dernière mention paraît viser les employés des agences de FONU, qui n'ont pas reçu l'autorisation du ministère irakien des affaires étrangères, indispensable à tout citoyen qui est employé par un organisme étranger, ambassade ou non.

L'évacuation promise par les Etats-Unis, qui rappelle un peu la débâcle vietnamienne, mais mieux organisée, concerne les employés locaux du Military Coordination Center (MCC), l'organisation de coordination de l'opération de surveillance aérienne des alliés au-dessus du 36^e parallèle, basée à Zakho, et ceux du bureau américain d'assistance des déshérités à l'étranger (OSFDA), qui avait des antennes dans les trois gouverne-

ments du Kurdistan. Les ONG qui ont travaillé pour l'OSFDA ont aussi coté par cette évacuation qui englobe les familles. Les Etats-Unis ont obtenu le feu vert d'Ankara pour installer ces personnes trois mois en Turquie, le temps de leur trouver un point de chute.

De son côté, l'Union européenne (UE) prépare un plan d'évacuation pour les employés du bureau humanitaire de la Communauté européenne (ECHO) et pour ceux des ONG qui ont travaillé pour celui-ci. « Il n'est pas concevable qu'une organisation qui travaille dans l'humanitaire ne s'occupe pas des gens qui ont travaillé avec elle », affirme, à Dohouk, le coordinateur d'ECHO, Uwea German. « Nous sommes sur le départ. Nous attendons seulement de voir si les employés ont reçu l'autorisation de rentrer en Turquie », indique pour sa part le représentant d'une ONG française. Selon M. German, cette évacuation d'expatriés européens concernerait 6 000 personnes, si on inclut tous les personnels - secrétaires, assistants, gardes et agents de service - et leurs familles. Ce nombre tomberait à 2 000 si seul le personnel administratif était concerné.

Mais tous ceux qui demanderaient à partir pourraient toutefois le faire. Le coordinateur européen

devait prendre contact, dès samedi 14 septembre, avec Massoud Barzani, le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), maître de la région, pour étudier quelle sécurité ses hommes peuvent éventuellement assurer aux ONG. La question est toutefois de savoir, comme l'affirme un observateur, « qui est responsable aujourd'hui de la sécurité au Kurdistan ? M. Barzani, le gouvernement irakien ou les deux ? Il n'y a pas de frontière entre le territoire contrôlé par Bagdad et la zone de protection des alliés. Donc, la situation est trop dangereuse pour tous ». Même si M. Barzani, comme c'est probable, veut réellement protéger les ONG, en a-t-il vraiment les moyens ?

Les employés des agences de FONU se sont pour leur part réunis avec le coordinateur des affaires humanitaires au Kurdistan, Stafford Clarry, pour lui demander

quelle sécurité pouvait leur être garantie et si les Nations unies pouvaient clarifier leur situation avec Bagdad.

PASSEPORT COURTOIS
Officiellement, FONU, qui opère en toute légalité au moins pour ses expatriés, n'a pas fait connaître ses intentions. « La seule réponse que j'obtiens de mon chef, affirme un employé local, est : « Ne vous inquiétez pas », mais, au-delà de cette phrase, je ne sais rien et je m'inquiète, notamment pour ma famille ».

Si toutes ces personnes devaient être évacuées, leur nombre pourrait s'élever à plus de 10 000, et cela signifierait la fin de tous les programmes d'assistance mis en place au Kurdistan depuis plus de cinq ans. « Nous avons dépassé au Kurdistan le stade de l'urgence pour atteindre celui du développement,

avoue, quelque peu amer, un expatrié d'une ONG ; et maintenant, tout est remis en question ». La perspective de ces départs massifs n'enchantent sûrement pas M. Barzani, qui a toutefois précisé que tout le monde était libre de s'en aller.

Françoise Chipaux

« La diplomatie du Tomahawk »

sort de la population civile, seule victime dans cette affaire, Saddam Hussein sait qu'il n'a pas grand-chose à perdre d'un affrontement avec les Etats-Unis, qui, au contraire, n'ont rien à y gagner.

Washington oscille entre la crainte d'un Irak éclaté et celle d'un Irak redevenu conquérant

proteger les Kurdes contre des attaques de Saddam Hussein fait au demeurant l'affaire de tout le monde. Les factions kurdes agglomérées par les gains tirés de divers trafics ayant prouvé leur incapacité à s'entendre, chacun admet maintenant que Bagdad reprend pied, via ses alliés du PDK, dans le nord de l'Irak. Très critique vis-à-vis des Etats-Unis après les bombardements, la France s'est ainsi vite fêlée de la « stabilisation » de la situation intervenue dans le nord du Kurdistan irakien depuis la victoire du PDK. « Celui qui jouera avec la carte kurde se brûlera les mains », averti, mercredi, le quotidien gouvernemental irakien *Al Jounhouriya*. Bagdad sait maintenant s'en servir mieux que qui-conque.



ANALYSE
rer la vanité des communiqués de victoire qui avaient alors salué la « leçon » donnée à Saddam Hussein, mais qui n'avait pas empêché le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), soutenu par les canons irakiens, de l'emporter.

Une semaine plus tard, le fiasco semblait, en effet, total : mésestime avec les alliés arabes et occidentaux - dont la France -, échec au Kurdistan irakien, dont la partie nord est désormais contrôlée par la faction kurde proche de Bagdad, sacrifice de groupes d'opposants au régime irakien armés par la CIA et pris au piège par l'offensive victorieuse du PDK. Une nouvelle fois, la « diplomatie du Tomahawk » a montré son inefficacité dans la gestion du casse-tête irakien, qui constitue pour Bill Clinton l'héritage le plus encombrant du mandat de son prédécesseur républicain, George Bush.

Manifestement indifférent au

Les aspirations kurdes d'autonomie et d'indépendance font naturellement les frais de l'opération. Au reste, elles avaient été passées par pertes et profits dès que Washington avait brutalement laissé le champ libre au PDK de Massoud Barzani, en dépit de l'appui terrestre que lui procuraient les irakiens, en assurant, dimanche 8 septembre, ne plus vouloir se mêler de la « guerre civile » kurde.

Ce retour à la situation qui prévalait avant que les alliés occidentaux ne décrétent la mise en place d'un « parapluie » aérien censé

Gilles Paris

Institut supérieur de technologie et management
Paris La Défense

La grande école de l'innovation.
Une double compétence intégrée. Diplôme Bac+4/+5.
Entrée en 1^{re} année à Bac+1 scientifique ou technique.
Entrée en 2^e année à Bac+2 scientifique ou technique.

CONCOURS EN SEPTEMBRE
Clôture des inscriptions : le 18 septembre 1996.

Tel : (1) 41 16 73 55

Institut Supérieur de Technologie et Management
Pôle Universitaire Léonard de Vinci - 92116 Paris La Défense Cedex
Etablissement accrédité d'enseignement supérieur
RECONNU PAR L'ETAT

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

En Algérie, la « conférence de l'entente nationale » rassemble un millier de délégués

Les islamistes radicaux sont exclus de cette réunion boudée par plusieurs formations politiques

A l'initiative du président Lamine Zeroual, le pouvoir et l'opposition légale se rassemblent, samedi 14 et dimanche 15 septembre, près d'Al-

ger, pour étudier les réformes susceptibles de mettre fin à la guerre civile larvée. Boudée par plusieurs partis qui critiquent la « dérive auto-

ritaire » du pouvoir, et en l'absence des islamistes radicaux, cette réunion devrait fixer la date des prochaines élections législatives.

MALGRÉ la défection de plusieurs partis de l'opposition et le scepticisme ou l'indifférence de la population, le pouvoir devait organiser, samedi 14 et dimanche 15 septembre, une « Conférence de l'entente nationale » dont les islamistes radicaux, écartés des débats, annoncent par avance l'échec.

Un millier de délégués du pouvoir et de représentants des partis légaux devaient se retrouver, pendant deux jours, dans le complexe du Club des Pins, station balnéaire, non loin d'Alger, pour évoquer l'avenir du pays et les réformes à entreprendre pour tenter de mettre fin à la violence qui, en quatre ans, a coûté la vie à des dizaines de milliers de personnes.

Voulue et préparée de longue

date par le président Lamine Zeroual, cette conférence, qui clôt plusieurs mois de « dialogue » entre le pouvoir et l'opposition, rappelle à beaucoup d'Algériens les « grandes messes » du Front de libération nationale (FLN), l'ex-parti unique. Elle doit déboucher sur l'adoption par les partis, les personnalités « nationales » et de la société civile, d'un texte de consensus, de portée générale, qui fixera les « principes-cadres » d'une politique rejetant la violence.

Ce texte, baptisé « plate-forme de l'entente nationale », doit être aussi le point d'orgue de deux grandes pistes de réformes proposées par les autorités : une réforme du système électoral pour remplacer le scrutin majoritaire qui avait permis

la victoire du Front islamique du salut (FIS) au premier tour des élections législatives de décembre 1991, et l'interdiction d'utiliser la religion à des fins politiques. Les partis dont les statuts reposent sur les principes de la religion auront un an pour modifier leurs statuts. Les participants devaient, en principe, avaliser la date des prochaines élections législatives toujours annoncées pour le premier semestre 1997.

Quant à l'ex-FIS, exclu de facto de la réunion, il a averti les participants qu'ils portaient « l'entière responsabilité » d'une aggravation de la crise. « De quelle entente peut-on parler dans une atmosphère de terreur et de privation des libertés ? », s'est récemment interrogé le mouvement dissonant. — (AFP Reuters)

FIN DE NON-RECEVOIR

Si le président Zeroual a réussi à rallier à sa démarche le FLN, le Mouvement pour la renaissance islamique (MRI-Ennahdha) et, après quelques hésitations, le Mouvement pour la société islamique (MSI-Hamas), il s'est, en revanche,

vu opposer une fin de non-recevoir par d'autres formations politiques importantes. Le Front des forces socialistes (FFS) de Hocine AR Ahmed et le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de Saïd Sadi ont, en effet, décliné l'invitation présidentielle à participer à cette « conférence-alibi ». Ils estiment, tous deux, que les réformes envisagées ne changeront rien dans le pays en proie à la violence.

A Madagascar, le président destitué entend revenir au pouvoir

NAIROBI

de notre correspondant en Afrique de l'Est
Après avoir fixé la date de l'élection présidentielle anticipée au 3 novembre, le premier ministre a annoncé, vendredi 13 septembre, un gouvernement d'ouverture qui reflète, selon lui, l'unité nationale. Norbert Ratsiraka, qui assure l'intérim de la présidence de la République depuis la destitution d'Albert Zafy, le 5 septembre, doit aller signer, mercredi 18 septembre, à Washington, un accord — attendu depuis cinq ans — avec le Fonds monétaire international. Il estime qu'avec cet accord sa nouvelle équipe, où sont représentés toutes les régions et tous les partis politiques, garantira mieux la stabilité de la « Grande Ile » pendant la période de transition.

Mais cette transition risque de durer plus longtemps que prévu, car plusieurs candidats affirment déjà que leurs partis ne seront pas prêts pour la campagne électorale qui doit s'ouvrir le 14 octobre. Ils soulignent aussi qu'il faut impérativement réviser les lois électorales, et éventuellement attendre le code électoral, avant d'aller aux urnes.

M. Zafy exige, lui, que la date du 3 novembre soit respectée. Il va déposer sa candidature, de

même que le précédent chef de l'Etat, Didier Ratsiraka (1975-1993). Parmi les autres candidats déclarés, figurent, entre autres, le président de l'Assemblée nationale, le pasteur Richard Andriananjato, les anciens premiers ministres, Francisque Ravony et Guy Ramanantsoa, et le chef du Leader-Familo, Hicizo Razafimanaliso.

Certains observateurs évoquent déjà un second tour qui pourrait opposer, comme en février 1993, M. Ratsiraka et M. Zafy. Ce dernier l'avait emporté avec 67 % des voix. Grâce à ses discours populistes et ses incantations tournées en province, les fameux « Mada rala », il semble qu'il reste populaire chez les paysans, devant lesquels il rejette habilement la responsabilité de la crise économique soit sur le premier ministre, soit sur les députés.

« TOUT ÇA, C'EST MOI ! »

Interrogé depuis Nairobi, M. Zafy paraît néanmoins inquiet. Selon lui, le nouveau gouvernement pourrait trouver n'importe quel prétexte pour prolonger la transition. « Déjà irrité par mon empêchement — voté par des députés qui sont votés par leurs électeurs —, le peuple n'acceptera pas que ma candidature soit repoussée ou que la date des élections soit repoussée », assure-t-il. Et de

telles décisions seront une déclaration de guerre ! » Ses adversaires estiment qu'en réclamant l'organisation du scrutin dans les deux mois il veut surtout éviter la révision des listes électorales, établies par une administration locale qu'il contrôle.

Quant au bilan de ses trois ans au pouvoir, M. Zafy reconnaît : « Du point de vue économique, ça n'a pas été une réussite, parce que nous avons hérité d'une très mauvaise situation. » Il rappelle que « la politique économique et sociale relève de la responsabilité du gouvernement » et n'était pas de son « ressort ». Il insiste, en revanche, sur « le rétablissement de la liberté d'expression, la décentralisation et le retour de la sécurité dans les campagnes » pendant son mandat, concluant : « Tout ça, c'est moi ! »

Le Parlement comme le président destitué prétendent détenir la légitimité populaire. Cette élection anticipée clarifiera peut-être les choses, d'autant qu'elle devrait être suivie par un scrutin législatif, le mandat des députés arrivant à terme en mars 1997. Mais l'attitude de M. Zafy laisse tout de même planer une menace sur les mois à venir.

Jean Hélène

Quand Blancs et Noirs sud-africains boycottent les impôts locaux...

JOHANNESBURG

de notre correspondant
« Nous refusons de payer », déclare tout net John Lambson, un des responsables de la Fédération des contribuables du quartier de Sandton. Un véritable mouvement de boycottage des impôts locaux est en train de gagner la banlieue résidentielle blanche la plus huppée de Johannesburg. Un nombre croissant d'habitants s'opposent à la hausse de la taxe foncière décidée par la nouvelle municipalité noire afin de financer la reconstruction des « townships ».

Depuis les premières élections locales démocratiques, en novembre, les cités noires appartenant à la même entité administrative que les quartiers blancs. Séparées et laissées à l'abandon au temps de l'apartheid, leur sort est aujourd'hui en tête des priorités des nouveaux maires, issus pour la plupart de ces « townships ». Désormais, Alexandra, un des ghettos les plus pauvres de Johannesburg, fait partie, comme Sandton, de l'arrondissement nord-est de la métropole.

Les banlieusards blancs se défendent de toute arrière-pensée raciale ou politique. Ils disent n'avoir pour but que de dénoncer la hausse excessive de leurs impôts. « Cette hausse peut aller jusqu'à plus de 200 % ; c'est discriminatoire, nous ne pouvons pas l'accepter », affirme M. Lambson. Ouvert il y a trois semaines, le bureau de la Fédération, qui réunit une vingtaine d'associations, ne désemplit pas. Une centaine de personnes y défilent chaque jour pour soutenir le boycottage ou se renseigner, et les téléphones sonnent en permanence.

Le nombre des habitants qui appliquent vraiment le boycottage est difficile à évaluer. Les contribuables de Sandton avaient jusqu'à la semaine dernière pour s'acquitter de la première tranche d'impôts marquant la hausse. La Fédération se déclare prête à accepter une augmentation « raisonnable », estimée à 20 %. Elle a

donc recommandé de payer au taux précédent, majoré de ce pourcentage. Une rencontre a eu lieu, jeudi 12 septembre, entre les autorités municipales et les contribuables mécontents, mais chacun est resté sur ses positions et la situation demeure bloquée.

« Je ne vois pas pourquoi j'accepterais une augmentation de 180 % alors qu'à Alexandra, les gens ne paient même pas l'eau »

Le nouveau maire de l'arrondissement, Justice Hlomuka-Ngidi, s'inquiète. Il se défend de vouloir accablés les contribuables blancs et rappelle que la nouvelle municipalité de Johannesburg a harmonisé le taux d'imposition entre les différents quartiers de la métropole. « Ce taux était très bas à Sandton, ce qui rend l'harmonisation particulièrement douloureuse dans cette partie de la ville », explique M. Ngidi. Mais, selon lui, le refus de l'augmentation reflète aussi, de manière générale, la difficulté de la minorité blanche à accepter le processus de redistribution des richesses en cours dans l'ensemble du pays : « Notre priorité est de réduire le gouffre qui sépare Alexandra de Sandton », dit-il. Refuser de payer ses impôts, c'est condamner les habitants du township à demeurer dans la situation dévalorisée dans laquelle on les a maintenus pendant des décennies.

Le sentiment des contribuables blancs de devoir payer pour « les autres » est renforcé par la persistance du non-paiement des ser-

vices municipaux dans les « townships ». « Je ne vois pas pourquoi j'accepterais une augmentation de 180 % alors qu'à Alexandra les gens ne paient même pas l'eau, en toute impunité », explique un retraité de Sandton. Dans la majorité des cités noires du pays, la « culture » du non-paiement est bien enracinée. Les autorités ont beau relancer une campagne pour inciter les habitants des « townships » à payer, le taux de recouvrement demeure très bas. Selon les services financiers municipaux, il est de 14 % seulement à Alexandra.

Forme de protestation contre le régime d'apartheid, le boycottage des services municipaux n'a plus de raison d'être, dans ce cas, depuis l'arrivée au pouvoir de Nelson Mandela. Mais il était aussi motivé par la mauvaise qualité — voire l'absence — de ces services dans les cités noires. Or aucune amélioration majeure n'est venue, pour le moment, persuader les habitants de changer d'attitude.

A Alexandra comme ailleurs, les conditions de vie ne s'améliorent que très lentement : une route goudronnée ici, des trottoirs construits un peu plus loin, la mise en place laborieuse d'une collecte des ordures, une première tranche de 170 maisons nouvelles. Le « township » demeure un bidonville où la majorité des 400 000 habitants continuent de s'entasser dans des maisons délabrées ou cabanes, sans eau courante ni égouts. Le nouveau maire, lui-même habitant d'Alexandra, est bien conscient des attentes déçues de tous ces gens qui, chaque jour, font la queue devant sa maison pour lui exposer leurs griefs.

Mais il ne peut que faire appel à leur patience et à leur compréhension devant l'immensité de la tâche de la nouvelle équipe municipale, lente à s'organiser, et dont les compétences sont défectueuses au regard de celles des autorités de la province et du gouvernement central. Responsable d'un groupement d'organisations de quartier à Alexandra, Philémon

Les talibans afghans progressent vers Kaboul

KABOUL. Le mouvement religieux des talibans continue sa progression vers Kaboul après avoir enlevé, vendredi 13 septembre, la province orientale de Laghman. Cette victoire fait suite à la prise de contrôle, en début de semaine, de la province de Ningarhar et de sa capitale Djalalabad. Déjà présents au sud de Kaboul, ils s'approchent désormais de l'est de la capitale. La résistance des troupes gouvernementales promet toutefois d'y être plus vive que lors de la chute des provinces du Laghman et du Ningarhar. Accusés par le régime de Kaboul d'être l'instrument des Pakistanais — ce que ces derniers démentent —, les talibans contrôlent aujourd'hui environ les deux tiers du territoire afghan. — (AFP)

Le Burundi recherche la levée des sanctions

BUJUMBURA. Le major Pierre Buyoya, porté au pouvoir par le putsch du 25 juillet, a déclaré, vendredi 13 septembre, que l'embargo imposé au Burundi par les pays voisins, en protestation contre le coup de force de l'armée, « devrait être levé » après sa décision de rétablir le Parlement et d'autoriser de nouveau les partis politiques. Ces décisions remplissent deux des trois conditions posées pour la levée des sanctions, mais il en reste une : l'ouverture de discussions sans condition avec toutes les parties au conflit, y compris les rebelles hutus, sur l'établissement de la paix. Or le chef du nouveau pouvoir, dominé par les Tutsis, a redit qu'il ne pourrait y avoir de dialogue avec la rébellion que « si elle renonce à la violence et à l'idéologie du génocide ». « C'est un premier pas, mais ce n'est vraiment pas assez », a répliqué le porte-parole du Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD), branche politique du principal groupe rebelle hutu. — (AFP Reuters)

AFRIQUE

■ MAROC : la réforme constitutionnelle qui instaure le bicaméralisme a été adoptée par référendum, vendredi 13 septembre, à la quasi-unanimité. Selon le ministère de l'Intérieur, quelque 10,16 millions d'électeurs marocains, soit 99,56 % des votants, ont voté pour et 45 324 ont voté contre. Le taux de participation a atteint 82,95 % des 12,5 millions d'inscrits. Les partis de la majorité et de l'opposition avaient appelé à voter pour la réforme, qui va entraîner la dissolution de l'actuel Parlement et la mise en place d'une nouvelle Chambre des représentants, entièrement élue au suffrage direct, et d'une Chambre des conseillers, désignée au suffrage indirect.

■ L'interdiction de diffusion de *Jeune Afrique* au Maroc a été levée, a annoncé l'hebdomadaire vendredi à Paris. Cette mesure était en vigueur depuis novembre 1995, après la parution d'un numéro consacré aux incertitudes politiques marocaines. — (AFP Reuters)

AMÉRIQUES

■ ÉTATS-UNIS : Jose Siderman, un Argentin naturalisé américain, âgé de quatre-vingt-cinq ans, torturé et dépossédé de ses biens à l'époque de la dictature militaire argentine, a annoncé, vendredi 13 septembre, avoir conclu un accord à l'amiable sur des réparations avec le gouvernement de Buenos Aires, qu'il poursuivait en justice pour violation des droits de l'homme. Une procédure sur les crimes de la dictature argentine entre 1976 et 1983 a également été ouverte en Espagne par un juge de la Cour suprême à propos de la disparition de 300 ressortissants espagnols.

PROCHE-ORIENT

■ LIBYE : ambassadrice de Tripoli, Salma Ahmed Rached a présenté le 13 septembre ses lettres de créance au secrétaire général de la Ligue arabe. Elle est la première femme ambassadrice accréditée auprès de la Ligue depuis sa création en 1945. — (AFP)

EUROPE

■ RUSSIE : Alexandre Lebed, secrétaire du Conseil de sécurité russe, juge inappropriée la politique économique menée par le gouvernement de Victor Tchemomyrdine et souhaite que le projet de budget 1997 soit revu afin d'éviter une dégradation du climat social, a-t-il indiqué vendredi 13 septembre. Pour accroître les recettes budgétaires, Alexandre Lebed propose de relever les taxes sur l'utilisation du sous-sol, de supprimer les avantages fiscaux accordés aux entreprises étrangères et d'imposer les exportations de gaz naturel. — (Reuters)

ÉCONOMIE

■ RUSSIE : le produit intérieur brut a diminué de 6 % au cours des huit premiers mois de l'année, a annoncé vendredi 13 septembre le comité d'Etat aux statistiques. Le même jour, à Washington, le conseil monétaire du FMI a entériné une nouvelle tranche de crédit de 350 millions de dollars à la Russie. En juillet, critiquant l'insuffisance des recettes fiscales, le FMI avait décidé de suspendre un versement mensuel du prêt de 10 milliards de dollars qu'il avait consenti en février. — (AFP)

■ ÉTATS-UNIS : les prix à la consommation ont augmenté de 0,1 % en août par rapport à juillet et de 2,9 % par rapport à août 1995. En juillet, ils avaient augmenté de 0,2 % par rapport à juin.

PUBLICITÉ

Appel aux entreprises soucieuses de l'environnement, qui en ont assez de la dérive "écologiste"

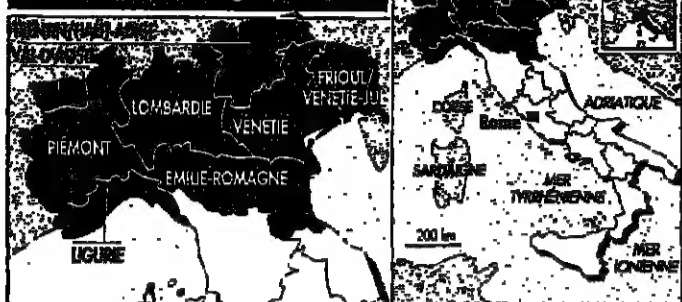
Les chefs d'entreprise qui se sentent concernés sont invités à participer à la conférence-débat, le 26 septembre à 17 heures à Paris, organisée sur le thème : **L'entreprise face à la dérive "écologiste".** Philippe MEYER, chroniqueur à France Inter, et Bernard OUDIN, journaliste, participeront au débat.

Invitation sur demande au (1) 49 92 95 96.

En Italie, Umberto Bossi invente la « Padanie » indépendante

Des initiatives contre la « sécession » se font jour

La Padanie de la Ligue du Nord



ROME
correspondance
Escorté par sa garde prétorienne des « chemises vertes », Umberto Bossi a donné, vendredi 13 septembre, le coup d'envoi de la « fête de l'indépendance » du Nord. En présence de quelques centaines de personnes – dont la moitié étaient des journalistes –, il est allé prélever symboliquement de l'eau à la source du Pô. Le flacon, fabriqué expressément pour l'occasion par des artisans de Murano, va suivre le chef de la Ligue dans son parcours le long du fleuve jusqu'à Venise où, dimanche après-midi, il doit proclamer « l'indépendance de la Padanie » (ce terme désigne la plaine du Pô). Cette indépendance, que M. Bossi appelle désormais de ses vœux, « profitera aussi aux travailleurs du Sud », affirmait, vendredi soir, le leader de la Ligue, en qualifiant de « menteurs » « les politiciens qui disent le contraire ».

La Ligue, qui jusque-là prônait le fédéralisme, s'est engagée résolument sur la voie de la « sécession ». Les régions du Nord, riches et prospères, soutient Umberto Bossi, doivent se débarrasser du poids que représente pour elles le Sud, à commencer par « Rome-la-va-louise », symbole du « pouvoir des colonisateurs ».

UNE SÉPARATION « DOUCE »
Selon le programme de la Ligue, il faudra, cependant, attendre un an avant que l'indépendance devienne réalité, le temps nécessaire pour engager avec Rome les « pourparlers » en vue d'une séparation « douce ». « L'année prochaine, la Padanie aura sa propre monnaie, sa banque centrale, sa police, sa défense, ses magistrats... », déclarait tranquillement ces jours derniers Umberto Bossi.

qui voit dans ce futur Etat l'avant-garde d'une Europe des régions. En attendant, le chef de la Ligue du Nord fait du nettoyage à l'intérieur de son propre mouvement. Irene Pivetti, présidente de la Chambre des députés de 1994 à 1996, a été expulsée du groupe parlementaire de la Ligue du Nord. Elle avait commis la faute de critiquer ouvertement Umberto Bossi et de s'opposer au mot d'ordre de « sécession ». Irene Pivetti a été immédiatement invitée par les membres du parti de l'Alliance nationale à les rejoindre, dimanche à Milan, où la droite organise une manifestation pour « l'unité du pays ». De nombreuses autres initiatives sont prévues un peu partout dans le reste de la péninsule pour répondre à la manifestation de la Ligue.

Quelques incidents se sont produits, vendredi soir à Turin, quand un millier de jeunes gens qui venaient d'assister à un concert de rock ont traversé le Pô pour se diriger vers l'aéroport où se tenait la réunion publique de Bossi ; la police a dû charger pour arrêter ces contre-manifestants.

Tous, du chef de l'Etat au président du Conseil en passant par l'archevêque de Milan, se sont publiquement exprimés contre l'idée de « sécession ». Les autorités ont, cependant, choisi la tolérance, en recommandant aux responsables de la manifestation qui devaient avoir lieu dans le Nord de veiller à rester dans le cadre de la légalité. Reste à évaluer le risque que recèle un tel mot d'ordre, proclamé par un parti qui, aux élections législatives du mois d'avril dernier, a obtenu plus de 10 % des suffrages.

Salvatore Aloisi

Lire aussi notre éditorial page 11

Les élections en Bosnie vont sceller la division ethnique du pays

Le scrutin risque de donner naissance à un « monstre » institutionnel

Plus de trois millions d'électeurs bosniaques devaient participer, samedi 14 septembre, aux premières élections générales de l'après-guerre en

Bosnie, sous la surveillance des 52 000 soldats de la force multinationale, l'IFOR, et d'un millier d'observateurs internationaux. Les résultats de

cette consultation, qui devraient être marqués par la victoire des nationalistes, ne seraient pas connus avant mardi.

SARAJEVO

de notre correspondant

« Les élections sont votre avenir », annoncent les affiches placardées par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à travers la Bosnie-Herzégovine. Les bureaux de vote ont ouvert leurs portes samedi 14 septembre, prêts à accueillir les trois millions de Bosniaques invités à se rendre aux urnes. « Ce sont les élections les plus compliquées de l'histoire », a prévenu le chef de la mission de l'OSCE, Robert Frowick. Ce premier scrutin de l'après-guerre doit permettre de doter le pays, actuellement divisé, d'institutions communes (une présidence et un Parlement), ainsi que de Parlements propres à chaque entité – la République serbe et la Fédération de Bosnie-Herzégovine –, et d'assemblées cantonales du côté croato-musulman.

Les élections générales bosniaques sont aussi le scrutin le plus surveillé de l'histoire. « On ne peut pas exclure des provocations, des incidents et des violences », a estimé Carl Bildt, le haut représentant civil de la communauté internationale. La Force multinationale de l'OTAN (IFOR) a déployé ses cinquante-deux mille hommes afin d'assurer la sécurité des mille observateurs internationaux et d'éviter des incidents interethniques lors des mouvements de réfugiés (cent cinquante mille personnes pourraient traverser la ligne de front).

DIX-NEUF ROUTES

L'IFOR remplit un rôle de force de police, puisque ses soldats ont le droit d'arrêter et de détenir temporairement des auteurs de troubles. Son travail est, toutefois, facilité par un plan de dix-neuf « routes des électeurs », où seront canalisés les réfugiés, transportés en autobus. Un plan très controversé puisqu'il restreint la liberté de mouvement censée exister en Bosnie-Herzégovine.

Venus dans les Balkans pour veiller au respect du cessez-le-feu, l'IFOR a activement participé à l'organisation de ces élections hors du commun. L'OSCE, peu préparée à affronter un tel défi logistique, s'est appuyée sur la machine militaire de l'OTAN. Les Etats-Unis, principaux artisans de l'accord de Dayton, ont tenté d'ouvrir la voie à des élections qui devaient être « libres et démocratiques ».

Tous les observateurs et les partis bosniaques multiethniques sont d'accord pour affirmer que le scrutin n'aura rien de démocratique.

La Bosnie-Herzégovine ne connaît ni liberté de mouvement, ni liberté de la presse, ni liberté d'association. Aucun réfugié n'est rentré dans sa maison d'avant-guerre ; les « criminels de guerre » tiennent toujours les rênes du pays ; et la campagne électorale fut ponctuée d'incidents violents et de pressions à l'encontre de l'opposition. Après quatre années de guerre et de « purification ethnique », les Occidentaux paraissent, cependant, se satisfaire des conditions actuelles pour tenir un scrutin « raisonnablement démocratique, dans le style des Balkans », selon l'expression flatteuse de M. Frowick.

Les élections générales représentent de toute façon un tournant dans le processus de paix. Il y a neuf mois exactement, les trois présidents, Slobodan Milosevic (serbe), Franjo Tudjman (croate)

douloureux que font les partisans d'une Bosnie multiethnique : le « rêve bosniaque » a succombé aux attaques de la vague nationaliste serbe et croate, et le parti musulman de M. Izetbegovic ne s'est guère mieux comporté durant la campagne électorale. Sans présager des résultats aux différents scrutins, une victoire nationaliste semble acquise, tant les trois partis dominants utilisent des méthodes totalitaires afin de ne pas offrir de choix à la population.

LEVÉE DES SANCTIONS

« Je pense que le bon sens l'emportera. Nous vivons dans un monde moderne », a commenté Carl Bildt. « Cela ne veut pas dire pour autant que les élections se dérouleront sans accrocs ni tensions, car des gens chercheront peut-être à se livrer à des provocations », a-t-il ajouté.

Les « excuses » de la présidente serbe

Biljana Plavsic, la présidente par intérim de la République serbe (RS), a dû lire, vendredi 13 septembre, une lettre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à la télévision serbe pour avoir prôné la partition de la Bosnie, faute de quoi des candidats du Parti démocratique serbe (SDS) auraient été exclus du scrutin. « Le SDS regrette profondément ses propos, et souhaite expliquer au peuple serbe que son objectif n'est pas, tant dans l'immédiat qu'à l'avenir, de rassembler tous les Serbes vivant dans les Balkans dans un Etat commun, a-t-elle déclaré. Les candidats du SDS s'engagent à s'associer aux élus de la Fédération croato-musulmane pour la sauvegarde de l'unité de la Bosnie-Herzégovine comme Etat et société indépendants, ouverts à la paix, la justice, la tolérance et à la réconciliation », a-t-elle poursuivi.

« Le SDS œuvrera pour une Bosnie-Herzégovine où Serbes, Croates et Musulmans pourront vivre ensemble en paix et dans la dignité », a conclu l'ultranationaliste M^{me} Plavsic, un sourire ironique aux lèvres. (Corresp.)

et Alija Izetbegovic (bosniaque), signaient à Paris l'accord de paix conclu à Dayton (Ohio). Pour la première fois, un traité paraissait apte à résister à la volonté de certains chefs de guerre de poursuivre le conflit, notamment grâce à l'engagement de soldats américains sur le sol bosniaque.

MÉTHODES TOTALITAIRES

Aujourd'hui, le constat est clair : le cessez-le-feu a été parfaitement respecté, les armées ont rejoint leurs casernes et les combattants ont été démobilisés. La Bosnie-Herzégovine divisée a retrouvé un air de paix, et les gens se préoccupent de logement, d'emploi et de reconstruction, au lieu de partir au front ou de devoir se protéger de bombardements quotidiens.

La tenue d'élections est donc un succès en soi. Pourtant, elle ne parvient pas à masquer le constat

il ajouté. A propos de la campagne électorale, le diplomate a estimé qu'« il y a eu beaucoup de rhétorique nationaliste primitive. Mais la rhétorique nationaliste n'est pas quelque chose que l'on peut manger, qui peut vous protéger du froid, qui peut aider les infirmes, qui peut produire des emplois, a-t-il dit. Seule une coopération à travers les frontières, entre les entités, peut apporter un développement économique, social et politique à la Bosnie-Herzégovine ».

Le souhait de Carl Bildt semble actuellement illusoire. Les premières élections de l'après-guerre devraient sceller la division ethnique du pays. « Notre objectif national final est l'unité de tous les Serbes des Balkans dans un Etat commun », a affirmé le Parti démocratique serbe (SDS). « Les Croates sont plus forts que jamais. L'Herzég-Bosnia (la « république » croate autoproclamée) ne mourra

pas », a précisé l'Union démocratique croate (HDZ).

Face à ces appels publics à la sécession, les Bosniaques ont menacé de boycotter le scrutin. Ils y ont renoncé après avoir reçu des garanties internationales sur la survie d'une Bosnie-Herzégovine unitaire. Les Occidentaux vont, cependant, perdre leur principale arme à l'encontre des Serbes, puisque les sanctions économiques internationales, suspendues l'hiver dernier, devront être définitivement levées dix jours après les élections.

On voit mal comment les futures institutions bosniaques pourraient résister à l'assaut des volontés séparatistes. Au sein de la présidence collégiale (composée d'un Serbe, d'un Croate et d'un Musulman), chaque membre aura le droit de bloquer les décisions des autres, renvoyant un projet de loi en examen devant les multiples assemblées.

SUR LA LIGNE DE FRONT

Des problèmes pourraient même apparaître avant qu'un projet soit rédigé et examiné, puisque le candidat serbe nationaliste, Momcilo Krajcinovic, a d'ores et déjà annoncé qu'il ne viendrait pas à des réunions collégiales à Sarajevo. Il projette de réclamer la construction d'une présidence située sur l'ancienne ligne de front, qui comprendrait une porte d'entrée de chaque côté, et dont la table serait située exactement sur la ligne de partage ethnique. Ainsi, le Musulman et le Croate ne poseraient jamais un pied en République serbe, et lui-même n'aurait pas à s'aventurer sur le sol de la Fédération croato-bosniaque ennemi.

Le premier « président de la présidence » sera l'élu des trois élus qui recueillera le plus de voix. Les Musulmans sont, certes, les plus nombreux en Bosnie, mais leurs votes pourraient se diviser entre le président Alija Izetbegovic, son principal opposant Haris Silajdzic et le candidat de la coalition multiethnique. Ainsi, l'un de la communauté serbe, sans doute Momcilo Krajcinovic, pourrait obtenir le rôle de premier leader de la présidence tricephale.

La Bosnie-Herzégovine, où rien ne va vraiment très bien, vivra alors une situation surréaliste : l'homme qui souhaite le plus ardemment la partition du pays aura pour fonction théorique de le réunifier, par la grâce de l'accord de Dayton et des élections générales.

Rémy Ourdan

Les Argentins rejettent la politique économique du président Menem

Le FMI demande une réduction du déficit budgétaire en échange de son soutien

BUENOS AIRES

de notre correspondant

Concert de casseroles et de klaxons dans la pénombre : les Argentins ont protesté de façon bruyante contre la politique économique et sociale du gouvernement de Carlos Menem, jeudi 12 septembre, tout en éteignant, pendant près de dix minutes, les lumières de leurs logements dans la capitale Buenos Aires et dans de nombreuses villes de province.

Les principales forces d'opposition, pour la première fois unies, avaient choisi cette forme de protestation inédite en Argentine, mais utilisée au Chili contre la dictature militaire. Même dans les beaux quartiers de la capitale, des immeubles entiers sont restés dans l'obscurité. La veille, le chef de l'Etat avait subi un dur revers politique : les députés péronistes ne sont pas parvenus à se mettre d'accord pour voter les hausses d'impôt et les nouvelles économies proposées par le ministre de l'économie, Roque Fernandez, pour réduire le déficit budgétaire. Pour la première fois, M. Menem affronte une rébellion au sein même de son parti.

Le consensus dont bénéficiait le président argentin, depuis sept ans, s'est effrit en quelques mois par suite de la langueur de l'économie, de la persistance d'un taux élevé de chômage, de la montée de la pauvreté (selon l'Institut national des statistiques, la proportion de pauvres a augmenté de 15 %), mais aussi du sentiment largement répandu d'une corruption généralisée dans les sphères du pouvoir.

A UN AN DES LÉGISLATIVES

Avec 15 % d'opinions favorables, la cote du chef de l'Etat n'a jamais été aussi basse dans les sondages. Depuis le remplacement de Domingo Cavallo, l'artisan du « miracle argentin », à la tête du ministère de l'économie, le 26 juillet, M. Menem est désigné comme le responsable des « injustices » provoquées par les restructurations économiques de ces dernières années. Après le succès de la grève générale du 8 août dernier, le mouvement syndical en prépare une autre pour les 25 et 26 septembre.

Le refus d'une partie des péronistes de voter des mesures impopulaires à un an des élections

législatives a suscité la colère de M. Menem, qui avait fait pression sur les députés de son parti pour obtenir leur soutien. En effet, dans une lettre d'intention qui devrait être remise officiellement dans quelques jours au Fonds monétaire international (FMI), le gouvernement argentin va s'engager à ramener à 5 milliards de dollars (25 milliards de francs), à la fin de l'année, le déficit budgétaire, qui risquait d'atteindre 6 milliards de dollars, au lieu des 2,5 prévus.

L'application rapide des nouvelles mesures de rigueur est la condition mise par le FMI pour « pardonner » le dérapage des finances publiques. Même si le Fonds maintient sa confiance et juge raisonnables les prévisions de croissance de 3 % du produit intérieur brut en 1996, et de 5 % à 6 % en 1997. Venu à Buenos Aires au début de la semaine, le directeur général du FMI, Michel Camdessus, avait exprimé son optimisme sur l'avenir du pays.

M. Camdessus s'est aussi montré favorable à l'octroi d'un nouveau prêt de « facilité d'urgence » sur trois ans, prenant le relais des actuels crédits « stand by » qui ar-

rivent à échéance en septembre 1997. L'Argentine, malgré la crise, a conservé le soutien des institutions internationales.

La Banque interaméricaine de développement (BID) a annoncé, le 12 septembre, l'octroi sur les années 1996 et 1997 de 2,4 milliards de dollars de prêts pour des programmes sociaux. « Nous sommes mieux vus à l'étranger que dans notre propre pays », résumait Roque Fernandez, exprimant l'amertume de nombreux collaborateurs de Carlos Menem.

Christine Legrand

“GRAND JURY”
RTL-Le Monde

HENRI
EMMANUELLI

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC
MICHEL NOBLECOURT (LE MONDE)
ET
RICHARD ARZT (RTL)

RTL

DIMANCHE
18 H 30

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

Recommandé par
« Paris pas Cher »
et « Paris Combines »

POUR MIEUX ACHETER
SOMMIERS - MATELAS
CANAPES - SALONS
CLIC-CLAC - FUTONS
de grandes marques

APPELEZ MOBECO
7/7 de 10 h à 20 h
☎ 42.08.71.00

507, rue de Belleville Paris 75013 Téléphone 42.08.71.00
50, avenue d'Italie Paris 13011 Paris 13

La réforme politique de l'UE pourrait être différée

Des responsables français souhaitent que les objectifs de la Conférence intergouvernementale soient revus à la baisse

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Le conseil européen extraordinaire, convoqué à la demande de Jacques Chirac, qui se tiendra le 5 octobre à Dublin pour fournir l'occasion aux Français et aux Allemands de présenter à leurs partenaires une vision renouvelée des objectifs à assigner, selon eux, à la Conférence intergouvernementale (CIG), ainsi que de la manière de la conduire.

Le nouveau cours que certains défendent depuis Paris et que les Allemands seraient invités à avaliser se résume en quelques mots : la CIG ne pourra accoucher que de résultats relativement modestes ; raison de plus pour ne pas éterniser les débats et se fixer comme délai maximum la fin de la présidence néerlandaise, soit la fin juin 1997 ; cela permettra d'éviter les interférences avec le processus de mise en place de la monnaie unique ; la réforme des institutions, autrement dit la mise en place d'une nouvelle organisation politique de l'Europe, se fera par

souligné Hervé de Charette, le ministre français des affaires étrangères, lors de la réunion des Quinze, les 7 et 8 septembre, à Tralee en Irlande. Il a cité alors cinq têtes de chapitre : donner corps à la politique de défense, ainsi qu'à la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) ; accroître l'efficacité des institutions dans la perspective de l'élargissement ; développer la coopération en matière de justice et d'affaires intérieures ; mieux appliquer le principe de subsidiarité, permettre des « coopérations renforcées », autrement dit autoriser un groupe de pays à jouer les avant-gardes sur un sujet donné, sans que ceux qui ne sont pas partie prenante puissent les en empêcher.

Cependant, un tel programme, pour pouvoir être perçu par l'opinion comme une avancée politique significative de l'intégration européenne, contrepartie implicitement exigée par les Allemands à l'Union monétaire, doit pouvoir aboutir à des décisions concrètes, de nature à rendre viable le futur élargissement.

Certes, personne ne croit plus sérieusement que des décisions un tant soit peu sensibles en matière de politique étrangère, réclamant actuellement l'humanité, pourraient, grâce à la CIG, être prises à la majorité qualifiée. Les Français semblent par ailleurs de plus en plus conscients que les réformes en matière d'architecture de défense - pour eux, l'autre enjeu essentiel avec la monnaie - se discuteront davantage au sein de l'OTAN ou encore de la Conférence paneuropéenne projetée pour 1997 que dans les séances de l'UE.

L'HEURE DE VÉRITÉ
Cependant, même en la considérant dans une perspective minimaliste, conclure la CIG avant l'été prochain ne va pas de soi. Il est en effet difficile de regarder comme de simples ajustements techniques (un pas que les Français ne seraient pas loin de franchir) l'extension du vote majoritaire, même limité aux sujets proprement communautaires, et à ceux relevant de la coopération judiciaire. On enregistre les aménagements institutionnels en suspens : renforcement des pouvoirs du Parlement européen, modification des règles de vote au conseil des ministres, réduction du nombre des commissaires.

D'où la nécessité d'accélérer, d'avoir prêt pour le second conseil européen de Dublin, en décembre, un avant-projet de traité, laissant seulement ouvertes les questions les plus délicates. L'heure de vérité se situerait au cours du premier semestre 1997. Les Anglais, dont on constate à Paris qu'ils ne veulent pas négocier et qu'ils souhaitent « une Europe élargie, sans modification des institutions », auront alors le choix entre provoquer une crise ou s'indigner. La relative modestie des réformes projetées pourrait les aider à préférer la seconde solution.

Ce que rejettent les Français comme illusoire, c'est l'idée souvent développée qu'il faudrait attendre les élections britanniques avant d'entrer dans le vif du débat institutionnel. Ils ont en effet acquis le sentiment que la victoire du Labour ne modifierait pas radicalement la donne. A les entendre, les Allemands seraient également convaincus. « Il y a eu un déclic très net, explique l'un des acteurs de la négociation : les Allemands poussent également pour aller de l'avant. »

Accepter d'avance des résultats modestes pour la CIG induirait une double conséquence : l'idée de soumettre le traité ainsi révisé à référendum, avancée jadis par le président de la République, n'aurait plus de sens. Par ailleurs, on l'a dit, l'Union, ainsi à moitié réformée, ne serait pas prête pour l'élargissement et, sauf à se résigner à ce que celui-ci soit bâclé, d'autres CIG seraient nécessaires avant qu'il puisse se produire.

Philippe Lemaître

Le Parlement allemand adopte le volet social du plan d'austérité du gouvernement

Pas une seule voix de sa majorité n'a manqué à M. Kohl

Au moins autant convaincus de l'obligation de maintenir intacte la majorité que de la nécessité d'une cure de discipline budgétaire, l'ensemble

des députés des groupes CDU, CSU et FDP, sans une seule exception, ont voté, vendredi 13 septembre, le plan d'austérité du gouvernement.

Pour la première fois depuis longtemps, celui-ci entame le tissu d'avantages sociaux que procure l'Etat-providence à l'allemande.

BONN

de notre correspondant

L'Allemagne vit-elle au-dessus de ses moyens ? Telle était, en substance, la question posée aux députés du Bundestag vendredi 13 septembre. Une séance historique : en adoptant le volet social du plan d'austérité de la coalition au pouvoir, les députés allemands ont mis un terme, du moins provisoirement, à de longs mois de débats sur la réforme de l'Etat-providence. Les partis de la majorité (CDU, CSU et FDP) ont réussi à faire le plein de leurs voix. Pas un seul des 341 députés de la majorité n'a en effet manqué à l'appel, y compris deux élus amenés sous escorte médicale après avoir été priés de quitter pour quelques heures leur chambre d'hôpital respective.

Même les plus réticents - certains représentants de l'aile gauche de la CDU et du FDP des élus d'ex-Allemagne de l'Est ainsi que quelques femmes - ont finalement voté « oui » pour sauver la cohésion gouvernementale. L'opposition (SPD, Verts et PDS) a voté contre. Le vote a donné lieu à des dis-

cours pathétiques sur l'importance de l'enjeu : sauvegarde de l'économie allemande pour les uns, démantèlement de l'Etat social pour les autres. « Pour vaincre le chômage, nous n'avons pas d'alternative : il faut limiter la hausse des coûts salariaux et des dépenses de l'Etat », a déclaré Wolfgang Schäuble, président du groupe parlementaire CDU/CSU. « Vous mettez en danger la cohésion sociale de ce pays », lui ont répondu les responsables de l'opposition social-démocrate. Contrairement au volet fiscal du plan d'austérité, qui doit encore être discuté au cours de l'automne, le « paquet » de lois sociales adopté le 13 septembre ne nécessitait pas l'aval du Bundesrat, la chambre des Länders, qui est dominé par le SPD.

Les nouvelles lois prennent effet à partir du 1^{er} octobre. Elles doivent permettre d'alléger le budget des retraites et de l'assurance-maladie de plusieurs dizaines de milliards de marks à moyen terme. Les réformes engagées modifieront la vie de beaucoup d'Allemands. Parmi eux, les salariés, les chômeurs, les

femmes, les malades, les personnes âgées... seront principalement touchés. Le relèvement de l'âge de la retraite pour les femmes (de 60 à 65 ans) prendra effet à partir de l'an 2000. Il s'agit là d'un des aspects les plus contestés du paquet de réformes. Par ailleurs, les périodes de formation ne seront plus prises en compte à 100 % dans le calcul des points de retraite (trois ans au lieu de sept jusqu'ici).

INDEMNITÉS RÉDUITES

Les dépenses relatives à la formation professionnelle des handicapés seront révisées à la baisse - un des aspects les plus méconnus et pourtant les plus importants de ce paquet de lois. Quant aux chômeurs, ils verront le niveau de leur allocation gelé l'année prochaine, et leur protection sociale (maladie, retraite, assurance-dépendance) sera revue à la baisse. Le remboursement des cures médicales sera réduit lui aussi, mais, sur ce point particulier, l'Allemagne connaissait certainement de nombreux abus : tout un secteur hôtelier s'est ainsi enrichi pendant des années aux dé-

pens de l'assurance sociale. La mesure la plus spectaculaire de cet ensemble de lois, contre laquelle les syndicats se disent extrêmement mobilisés, concerne un aspect fondamental de la législation sociale allemande : il s'agit de la réduction des indemnités salariales payées par l'employeur en cas de maladie. Celles-ci passeront de 100 % à 80 % du salaire net pendant six semaines. Les entreprises de moins de dix salariés disposeront par ailleurs d'une plus grande liberté de licencier - mesure conçue pour favoriser de nouvelles embauches. Objectif déclaré de ces mesures : permettre à l'Allemagne de diviser par deux le volume du chômage d'ici à l'an 2000, ainsi que le chancelier Kohl l'a répété cette semaine. Mais il s'agit aussi de respecter les critères de Maastricht dès l'an prochain. Dans son dernier rapport, la Bundesbank soulignait que l'adoption du plan de rigueur pourrait permettre à l'Allemagne d'être prête à temps pour la monnaie unique.

Lucas Delattre

2002 plutôt que 2000 pour l'adhésion de la Pologne

Le souhait émis devant la Diète polonaise, à Varsovie, par le président Jacques Chirac, de voir la Pologne adhérer à l'Union européenne dès l'an 2000, a suscité une certaine perplexité à Bruxelles. « Je ne veux pas contredire le président français, mais l'expérience montre que les négociations d'adhésion à l'Union européenne durent au moins un an et demi à deux ans, tout comme le processus de ratification », a souligné vendredi 13 septembre un porte-parole de la Commission. Selon Bruxelles, l'adhésion de la Pologne n'est ainsi « vraisemblablement pas possible de façon réaliste avant 2002 ». Les négociations d'adhésion doivent en effet commencer au plus tôt en 1998. Il est prévu qu'elles s'ouvriront six mois après la conclusion de la Conférence sur la réforme des institutions européennes (CIG). La fin de celle-ci est programmée, s'il n'y a pas de crise, pour 1997. Jacques Chirac a rappelé à Varsovie que cette réforme était indispensable pour avoir une Europe élargie et viable.

étapes, en accompagnement des autres négociations (budget, agriculture, défense) qui précéderont l'élargissement de l'Union européenne (UE) aux pays d'Europe centrale, ainsi qu'à Chypre et à Malte.

CINQ TÊTES DE CHAPITRE

Plus que jamais, pour ceux-là, le vrai enjeu, l'étape historique qui, accomplie, modifiera le climat et permettra, le cas échéant, un rebond politique, c'est l'Union économique et monétaire (UEM). L'incertitude qui affecte encore le projet de monnaie unique n'explique-t-elle pas les atermoiements de la CIG, autrement dit, n'est-il pas vain d'espérer des progrès sur le terrain institutionnel tant qu'on ne sera pas au clair à son sujet ? L'argument est balayé : « Ce sont des sujets totalement différents, même si, bien sûr, on aura plus ou moins de cœur à l'ouvrage selon le degré d'avancement de l'UEM. » Plus important est d'éviter tout télescopage, de faire en sorte que les débats de la CIG ne risquent pas de venir polluer le bon cheminement de l'UEM.

La CIG est importante, mais pas « stratégique » comme l'UEM : alors qu'il devient clair que ses résultats ne pourront être que très modestes, le sentiment que certains en ont exagéré la portée s'impose avec netteté. « Il faut concentrer nos réflexions sur quelques questions essentielles, rompre avec la période précédente (groupe Westendorp, présidence italienne) », a



Pendant qu'on regarde CANAL+ au moins on n'est pas devant la télé.

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 15 - LUNDI 16 SEPTEMBRE 1996

PATRONAT Le CNPF devait célébrer, lundi 16 septembre, au Futuroscope de Poitiers son cinquantième anniversaire lors d'assises dédiées à « l'esprit d'entreprise » et en présence du président de la République. Les malentendus restent cependant forts entre Jacques Chirac, qui se plaint de l'avalanche de licenciements, et le CNPF. Le patronat, qui

s'est réjoui, après la chute du mur de Berlin, du triomphe des valeurs libérales et qui a bénéficié de la réhabilitation de l'image d'entreprise dans l'opinion, est désorienté par l'affai-

blissement de ses interlocuteurs habituels, l'Etat et les syndicats. ● LES SIX présidents qui se sont succédés à sa tête depuis 1946 ont généralement été en adéquation avec les

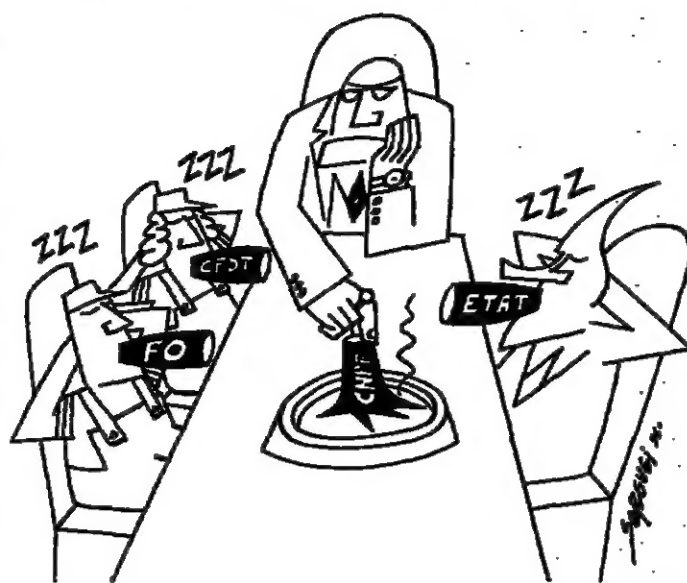
pouvoirs. ● POUR leur part, les syndicats se montrent attentifs aux débats au sein d'une organisation qu'ils perçoivent comme un partenaire, combattu mais privilégié.

Les malentendus avec M. Chirac pèsent sur le 50^e anniversaire du CNPF

Déstabilisé par l'affaiblissement de l'Etat et des syndicats, le Conseil national du patronat français devait célébrer, lundi à Poitiers, en présence du chef de l'Etat, « l'esprit d'entreprise ». L'heure n'est pas à l'euphorie

LE CONSEIL national du patronat français (CNPF) célèbre, lundi 16 septembre, au Futuroscope de Poitiers, son cinquantième anniversaire au cours d'assises dédiées à « l'esprit d'entreprise » et en présence du président de la République. Les deux millions trois cent mille patrons dont le CNPF porte les couleurs devraient être satisfaits de ces fastes qui marquent la reconnaissance de l'entreprise et d'un goût d'entreprendre que 78 % des personnes interrogées, selon un sondage d'Ifop réalisé les 30 et 31 août auprès de neuf cent quarante-deux personnes âgées de plus de dix-huit ans, estiment insuffisamment développé.

Car la victoire de l'entreprise sur les idéologies marxistes paraît totale. Le Mur de Berlin est tombé, entraînant dans sa chute les pays socialistes. En France même, les deux septennats de François Mitterrand ont réhabilité les entreprises privées. « Le Parti socialiste a contribué à cet aggiornamento en rompant avec la vulgate marxiste, analyse Henri Weber, auteur du livre *Le Parti des patrons*, le CNPF 1946-1986 et sénateur socialiste de Seine-Maritime. Il a pris conscience que l'entreprise était une réalité ambivalente, lieu d'exploitation des hommes mais aussi lieu de création de richesses, d'emplois et de sociabi-



lité. Il a découvert que la liberté d'entreprendre était une liberté fondamentale. Mais il ne faut pas confondre entreprise et patronat, car il y a des bons et des mauvais patrons. Il s'agit de favoriser l'avènement de vrais capitaines d'industrie et non de patrons-fonctionnaires, d'élus des salariés ou de protectionnistes conservateurs. »

S'il voit dans le fait que le mouvement social de décembre 1995

n'a pas concerné directement le secteur privé une autre preuve du triomphe des valeurs libérales, le patronat est pourtant loin de vivre dans l'euphorie. L'affaiblissement de ses partenaires de toujours, l'Etat et les syndicats, le désorientent profondément. L'élection de Jacques Chirac à l'Elysée et la nomination d'Alain Juppé à Matignon ont réjoui les chefs d'entreprise. Mais, depuis, ils vivent une

déception tant a été grand le décalage entre leurs attentes et les actes politiques. Ils ont vu dans les prévisions fiscales du début du septennat un déficit de « courage » et dans les appels à embaucher que leur lançait le nouveau pouvoir des réflexes « d'incorrigibles dirigistes issus de l'ENA et incapables de comprendre l'entreprise », comme l'affirme un dirigeant patronal. Le ralliement de Jacques Chirac à l'automne 1995 à la rigueur budgétaire et la mise en route d'une réforme d'un Etat impécunieux, réclamée à cor et à cri par le CNPF, n'ont pas fait cesser les incompréhensions.

Le gouvernement suit avec un retard de quelques mois les recommandations des milieux patronaux : le CNPF réclamait 110 milliards de francs de baisse d'impôts en plusieurs années ; Alain Juppé a annoncé une baisse de 75 milliards étalée sur cinq ans. Mais la mauvaise humeur des pouvoirs publics à l'égard des licenciements pratiqués par les entreprises a provoqué des algèbres, le CNPF n'admettant pas d'être accusé de ne pas « renvoyer l'ascenseur » en contrepartie de « cadeaux » que le gouvernement affirme consentir en matière de fiscalité et de charges sociales.

A l'opposé de l'échiquier politique, les syndicats inquiètent le

patronat par leur mauvaise santé. Réuni au mois de janvier en séminaire, le conseil exécutif du CNPF s'était penché sur la baisse de leurs effectifs et de leur combativité. Car le patronat redoute que le vide ainsi créé ne soit occupé par des « collectifs » ou des « coordinations » inexpérimentées et incapables de mener des négociations. Le CNPF ne cache pas qu'il aimerait conforter les deux syndicats qu'il considère comme « réformistes » et puissants, Force ouvrière et la CFTC. Malheureusement le chassé-croisé en cours entre ces deux centrales bouleverse le paysage social. Au mois de mai, la CGT a rejoint la CGT et se bat contre la réforme de la Sécurité sociale, alors que ses troupes demeurent modérées. A l'inverse, la CFTC, qui a pris à FO la présidence de l'assurance-maladie, entend participer aux réformes, alors qu'une partie de sa base désire combattre celles-ci.

CONTRACTIONS

L'embarras du patronat attendra son maximum à la fin du mois de septembre s'il se confirme que Marc Blondel, pour FO, et Nicole Notat, pour la CFTC, briguent la présidence de l'Unedec, qui pilote l'assurance-chômage. « Notre choix sera forcément mauvais, soupire un responsable patronal. Si nous choi-

sions M^{me} Notat, nous excluons définitivement FO du jeu social alors que ses militants sont le plus souvent modérés. Si nous optons pour M. Blondel, nous humilions la CFTC, qui pourrait, elle aussi, durcir ses positions. »

Face à ces contradictions, des voix s'élèvent au CNPF pour prôner une voie « ultra-libérale ». De notoriété publique, ses partisans se recrutent dans les rangs de l'assurance, mais pas seulement, et tout patron se sent interpellé par ce discours : « Pourquoi continuer à donner de l'importance à un Etat et à des syndicats qui n'en ont plus ? souligne un dirigeant. Le premier à démontrer son incompetence en tant que demandeur par des prélèvements fiscaux répétés alors que les déficits publics devraient être réduits par une diminution du train de vie de l'Etat et par son reprofilage. Les syndicats ne sont représentatifs que du secteur public. Laissons les entreprises négocier avec les représentants de leur personnel et cessons de réaménager un débat social qui n'a plus de raison d'être. » Les plus provocateurs de ces libéraux insistent que le CNPF n'a plus vraiment d'utilité dans ces conditions.

La majorité du CNPF se retrouve, pour l'instant, dans la position de Jean Gandois, son président, qui a relancé le dialogue avec les grandes centrales et qui prêche pour une entreprise plus « citoyenne ». Elle grogne contre la façon autoritaire dont M. Gandois mène cette démarche, mais elle pense que sa position est prudente puisque les rapports de force pourraient s'inverser : les syndicats peuvent revenir à la mode et le gouvernement retrouver une marge de manœuvre. Et la gauche est loin d'être enterrée.

Le contexte actuel ne rend pas le patronat particulièrement fier. Certains de ses membres ont eu maille à partir avec la justice, à tort ou à raison. Plus de trois millions de chômeurs, notamment les jeunes, pèsent sur sa conscience, même s'il en refuse la culpabilité. Son image, devenue positive dans les années 80, s'est dégradée et l'opinion a ressenti le choc du chef d'entreprise avide et sans cœur. Le CNPF est à la recherche d'un élan capable de prouver qu'il demeure porteur de l'intérêt général.

AL.F.

Alain Faujas

Des présidents en adéquation avec les pouvoirs

LE CNPF A FAIT PREUVE d'un remarquable sens tactique et d'un flair peu commun dans le choix de ses présidents. L'histoire et la personnalité des six « patrons des patrons » lui ont permis d'affronter, sans trop de dommages, les foudres des gouvernements et les turbulences syndicales.

1944 : le général de Gaulle n'est pas particulièrement tendre avec les chefs d'entreprise, qu'il classe, en grand nombre, parmi les vichystes. « Je n'ai vu aucun de vous à Londres, messieurs, répond le général à une délégation de patrons venus s'indigner des « accusations infâmes » portées contre eux. Ma foi, vous n'êtes pas en prison ! » Le CNPF naissant va donc déchanter, en 1946, Georges Villiers. L'homme n'est pas gaulliste et il n'a pas été à Londres, mais il est irréprochable : cet ancien président de la métallurgie lyonnaise a été maire de Lyon pendant deux ans, puis condamné à mort et déporté à Dachau pour avoir renseigné et protégé des résistants. De fibre démocrate-chrétienne,

Georges Villiers fait partie de l'aile maréchale du patronat, ce qui est précieux pour ne pas apparaître trop gaulliste quand le général revient en 1958 et pour amortir les coups de boutoir de la CGT alors toute-puissante.

1966 : Paul Huvellin, qui lui succède, est un président de transition. Cet ancien résistant, devenu PDG de Kléber-Colombes, prend la présidence du patronat à l'âge de soixante-quatre ans. C'est lui qui encaisse le choc de mai 68 et qui comprend que le CNPF doit être réformé de fond en comble. Deux de ses vice-présidents - François Ceyrac pour le social et Ambroise Roux pour l'économie - font partie des hommes qui renouvellent le patronat au long des années 70. Michel Frois prend en main la communication.

1972 : François Ceyrac n'est pas un dirigeant d'entreprise, mais un pur produit de l'appareil patronal. Mais il apparaît, dès son élection, comme un excellent débattre, et surtout un homme ouvert qui a compris qu'il fallait démontrer à l'opinion publique,

comme aux décideurs, que le patronat pouvait, lui aussi, incarner l'intérêt général. Partisan du paritarisme et du dialogue social, en une période où la politique contractuelle est à son apogée, il met tout son poids pour renouer le droit du travail et la formation. En encourageant l'expression des salariés, il coupe aussi l'herbe sous le pied des syndicats, alors au faite de leur puissance.

1981 : face à François Mitterrand, qui vient de s'installer à l'Elysée, le CNPF a l'astuce de choisir Yvon Gattaz, un ingénieur d'origine modeste devenu « moyen » patron à la force du poignet. Les socialistes ont du mal à voir en lui « un représentant du grand capital ». En pratiquant avec le chef de l'Etat et son premier ministre, Pierre Mauroy, ce qu'il a appelé ensuite une « formation économique permanente », M. Gattaz estime qu'il a réussi à leur faire changer leur vision de l'entreprise, perçue auparavant comme un lieu de création de richesses collectives.

1986 : la cohabitation gauche-droite et la réhabilitation de l'entreprise par les socia-

listes ne nécessitent plus un président de combat pour le CNPF, qui opte pour le très-consensuel François Perigot. Celui-ci calmera toutes les crises, se réservant de prendre position, « à titre personnel », en faveur du traité de Maastricht.

1994 : les « affaires » et les « charrettes » de licenciements ont redonné au patronat, dans l'opinion, une image négative. Le CNPF porte donc à sa tête Jean Gandois, qui entend en réhabilitant la réputation en promouvant l'« entreprise citoyenne » et le dialogue social. Ce grand patron a une relation de proximité avec le président néogaulliste, élu en mai 1995, mais son caractère à l'emporte-pièce est, en même temps, une garantie qu'il ne restera pas inerte vis-à-vis du pouvoir. Les accrochages n'ont pas manqué entre Jacques Chirac, qui s'empare contre les licenciements à répétition, et M. Gandois, qui en a assez de voir le patronat désigné comme le bénéficiaire ingrat de « cadeaux » gouvernementaux.

Un partenaire, combattu mais privilégié, des syndicats

Cent cinquante ans d'histoire

- 1846 : Création de l'Association pour la défense du travail national (ADTN), première organisation qui fédère le patronat.
- 1919 : Création de la Confédération générale de la production française (CGPF). Signature de la première convention collective entre le patronat et la Fédération des ouvriers métallurgistes CGT.
- 1936 : La CGPF signe, après l'arrivée du Front populaire, les accords de Matignon avec le gouvernement de Léon Blum et la CGT.
- 1940 : Dissolution par le maréchal Pétain de la CGPF. Le régime de Vichy met en place des « comités d'organisation », chargés de régenter la production en économie de guerre.
- 12 juin 1946 : Les fédérations patronales adoptent en assemblée générale les statuts du Conseil national du patronat français (CNPF), qui avait tenu son assemblée constitutive le 21 décembre 1945. Georges Villiers, industriel de la métallurgie lyonnaise, est élu président.
- 16 juillet 1946 : Le CNPF et la CGT signent une déclaration commune. La CGT ne conteste pas l'autorité du chef d'entreprise et le CNPF ne conteste pas l'exercice des libertés syndicales.
- juillet 1956 : Le CNPF prend position en faveur du Marché commun européen.
- 1963 : Le CNPF adopte une charte libérale.
- 14 juin 1966 : Paul Huvellin, PDG de Kléber-Colombes, est élu président du CNPF.
- 21 février 1968 : Pour la première fois depuis 1947, le patronat et l'ensemble des organisations syndicales signent un accord national interprofessionnel sur l'indemnisation du chômage partiel.
- 27 mai 1968 : Le CNPF participe aux négociations de Grenelle avec le gouvernement et les syndicats, qui aboutissent notamment, sans qu'aucun texte ne soit signé, à la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise.
- 19 décembre 1972 : François Ceyrac, permanent patronal spécialisé dans les questions sociales, est élu président du CNPF.
- 15 décembre 1981 : Le CNPF élit président Yvon Gattaz, PDG de Radial, qui déclare : « Le CNPF n'est pas dans l'opposition. »
- 16 décembre 1986 : François Perigot, PDG d'Unilever France, est élu président du CNPF.
- 13 décembre 1994 : Jean Gandois, qui abandonne la présidence de Pechiney et reste président de Cockerill Sambre, est élu président du CNPF.
- 28 février 1995 : Sommet social patronat-syndicats à l'initiative de M. Gandois.

DANS UNE NOTE interne, rédigée en janvier, Pierre Guillen, président d'honneur de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), dressait un état des lieux du paysage syndical, après le mouvement social de décembre 1995, à l'attention d'un séminaire du CNPF. Cette note détaillait les faiblesses du syndicalisme français, en évoquant son « émiettement » et ses divisions entre des « empires éclatés ». Elle pointait aussi « des acteurs nouveaux, des forces transversales, susceptibles d'inquiéter et de bouleverser les organisations traditionnelles ». Pour la forme, les syndicats avaient protesté, les petites organisations réagissant plus vivement que les grandes.

Pourtant, le patronat, l'œil rivé sur les syndicats, fait en retour l'objet d'une attention toute particulière des différentes centrales. Souvent considéré comme un adversaire de classe, le CNPF est aussi un partenaire, combattu mais privilégié. Ainsi, les vifs débats qui ont agité le CNPF, au moment de la ratification de Maastricht en septembre 1992, avec la fronde de quelques fédérations et de chefs d'entreprise qui militaient pour le « non » au référendum, alors que François Perigot, président du CNPF, penchait pour le « oui », ont été particulièrement suivis. De même, l'arrivée de Jean Gandois à

la tête de l'organisation patronale, en décembre 1994, a suscité un regain d'intérêt et d'espoir pour les syndicats. Seul Marc Blondel (FO) avait fait connaître à l'époque sa préférence pour Jean-Louis Giral, avec lequel il avait noué des contacts étroits, lorsque ce dernier présidait la commission sociale du CNPF.

La CGT, qui n'avait pas rencontré officiellement le CNPF depuis dix-sept ans, profita de la volonté de dialogue social du nouveau président pour faire son retour sur l'avant-scène. Lancée par le sommet du 28 février 1995, qui rassemblait pour la première fois, sans représentant du gouvernement, tous les partenaires sociaux, cette nouvelle dynamique s'est traduite par la signature de cinq accords interprofessionnels en 1995. Depuis lors, les débats au sein du patronat, sur la formation professionnelle, qui a donné lieu, pendant l'été 1995, à un bras de fer serré entre l'UIMM et le CNPF, sur le temps de travail, voire sur l'utilisation des excédents de l'Unedec, sont soupesés et analysés par tous les syndicats.

« On parle toujours des divisions syndicales, mais on pointe rarement les divisions au sein du patronat », constate ce syndicaliste qui a autrefois participé aux négociations interprofessionnelles, avant de devenir consultant. Les difficultés

qu'affronte M. Gandois, dans sa volonté de renouer l'institution patronale, tout comme dans l'application de sa ligne politique, ne sont pas ignorées par les dirigeants syndicaux. D'aucuns vont jusqu'à dire que, sans le soutien des médias et des syndicats, M. Gandois aurait vu sa marge de manœuvre réduite à néant.

Souvent considéré comme un adversaire de classe

Même si le scepticisme prévaut face aux discours sur « l'entreprise citoyenne », les syndicats - de la CFE-CGC à la CGT - ont conscience d'avoir avec l'actuel président du CNPF un interlocuteur qui croit à l'utilité du dialogue social. Ils connaissent l'existence au sein du CNPF de courants plus libéraux, voire ultra-libéraux, et de discours comme ceux de Denis Kessler, président de la Fédération française des sociétés d'assurances, sur les fonds de pension ou la retraite par capitalisation qui sont en totale opposition avec leurs positions. Traditionnel pilier de la politique contractuelle, FO, en durcissant son discours, s'est fait doubler par la CFTC. L'accord

conclu le 12 juin entre le patronat et trois syndicats (CFTC, CFE-CGC), sur la nouvelle répartition des présidences de caisses de sécurité sociale a entériné cette nouvelle donne, en plaçant le syndicat de l'avenue du Maine hors jeu. Tout à sa stratégie de reconquête du pouvoir, M. Blondel a aussitôt posé la candidature de sa centrale à la présidence de l'Unedec, qu'elle avait occupée, en alternance avec le CNPF, de 1958 à 1992. En acceptant le principe d'une baisse des cotisations, et la situation financière de l'Unedec, le permet, le secrétaire général de FO utilise la corde la plus sensible au sein du patronat. Toutefois, le CNPF n'a pas lieu de faire « payer » à Nicole Notat ses actes à la tête de l'Unedec, qui sont en conformité avec ses déclarations. Principaux interlocuteurs du CNPF, FO et la CFTC sont les centrales les plus sensibles aux changements qui interviennent au CNPF. Ainsi à l'axe établi entre M. Gandois et M^{me} Notat, répondent les contacts noués entre M. Blondel et Denis Gautier-Sauvagnac, délégué général de l'UIMM et président de l'Unedec. La CFE-CGC et la CFTC ne se plaquent plus du « rôle d'appoint » qu'on leur fait jouer. Quant à la CGT, plus lointaine, elle observe.

Alain Beauvère-Méry

M. Hue a permis d'enrayer le déclin de l'image du PCF

Le parti retrouve le crédit dont il jouissait dans les années 70. Mais les intentions de vote aux législatives restent inférieures à 10 % des voix

DEPUIS QUELQUES JOURS, au siège du Parti communiste, on ne se lasse pas de lire les résultats de la dernière enquête d'opinion. Les 30 et 31 août, pour la première fois, le patron du parti, Robert Hue, a fait son entrée dans ce « baromètre politique » et, d'emblée, recueilli auprès des personnes interrogées 32 % d'opinions favorables, soit presque autant que son homologue socialiste (34 %). Mieux : parmi les sympathisants de gauche, il arrive en deuxième position, avec 57 % d'opinions favorables, juste derrière Martine Aubry (60 %) et à égalité avec Lionel Jospin.

Jamais secrétaire national n'avait connu pareil crédit dans l'opinion, s'est-on empressé de souligner place du Colonel-Pabien. Il y a cinq ans seulement, le PCF avait touché le fond, avec, selon la Sofres en janvier 1991, 10 % d'opinions favorables. Quant à son secrétaire général, Georges Marchais, l'usure de sa cote de popularité (7 % de bonnes opinions) devenait pathétique. Ces scores confamiliaux ou annonçaient les résultats électoraux : André Lajoinie ne recueillait que 6,7 % à la présidentielle de 1988, le PCF plonge à 11,3 % aux législatives de 1988 et à 9,1 % cinq ans plus tard.

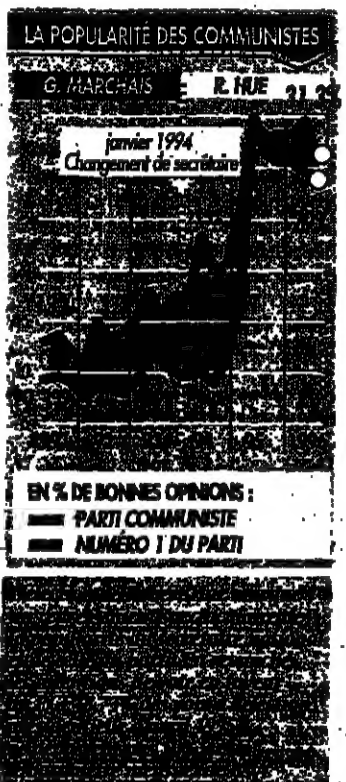
L'élection de M. Hue, en janvier 1994, marque quasi immédiatement un redressement spectaculaire. Dès avril 1994, le PCF repasse la « barre » des 20 % d'opinions favorables, en deça de laquelle il était cantonné depuis dix ans. Le secrétaire national devra attendre la campagne présidentielle pour « décoller » dans l'opinion. Mais de quelle manière : en mai 1995, au lendemain du premier tour, il recueille, selon la Sofres, 40 % de bonnes opinions, tandis que le PCF grimpe à 38 %. Depuis, le parti continue à osciller entre 30 % et 35 % de bonnes opinions et son patron entre 28 % et 33 %.

POURQUOI NE VOTENT-ILS PAS COMMUNISTE ?

Contrairement à l'idée reçue, la popularité de M. Hue est ainsi légèrement, mais constamment, en retrait sur celle du parti, à l'exception de mai 1995. L'effet de nouveauté provoqué par l'arrivée de Robert Hue et sa campagne du printemps 1995 ont évidemment favorisé le redressement du PCF, l'ont incarné, mais n'en sont pas les seules causes. Seconde remarque : même si les opinions négatives à son égard restent nettement majoritaires (de 55 % à 60 %), le PCF a reconstruit, depuis l'élection présidentielle, un vrai fond de popularité et de sympathie. Il n'a pas, pour autant, fait des sommets puisqu'il retrouve le crédit dont il jouissait au milieu des années 70, avant la rupture du Programme commun de la gauche. Entre 1973 et 1977, le PCF enregistrait plus de 30 % d'opinions favorables (37 % en 1974, au moment de l'élection présidentielle). Quant à M. Hue, il re-

trouve le niveau de M. Marchais des années 1973-1974 ou des lendemains de victoire de la gauche en juin 1981 (29 % de bonnes opinions).

Enfin, et c'est évidemment décisif pour l'avenir, ce crédit restauré n'a pas encore compensé l'érosion électorale du PCF. Au moment où il est crédité de 40 % de bonnes opinions, en mai 1995, M. Hue recueille 8,73 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle. Le PCF a beau s'attirer désormais la sympathie du tiers des Français, les intentions de vote en sa faveur, en cas d'élections législatives, ne dépassent pas 10 %, selon le baromètre mensuel de BVA.



Ce décalage très fort pourrait peser lourdement sur la stratégie communiste à l'approche des élections de 1998. Le 7 mai 1996, *L'Humanité* publie, pour la première fois, sur six pages, une enquête qualitative commandée à la Sofres, intitulée « Pourquoi ne votent-ils pas communiste ? ». La pratique rompt avec la tradition d'une analyse maison de sa mouvance. Les résultats sont éclairants : les sympathisants non électeurs du PCF soulignent les défauts d'une formation trop repliée sur elle-même, sur son jardin ouvrier, sur ses vocations protestataires, et témoignent que les efforts autocratiques de M. Hue, notamment sur le passé du parti, sont encore insuffisants. Ravis de se voir confortés dans des critiques depuis longtemps adressées à l'appareil du parti, les communistes refondateurs avaient souhaité que ces résultats soient annexés aux documents préparatoires au 29^e congrès.

Ariane Chemin et Gérard Courtols

M. Madelin et M. Pasqua veulent rétablir « le contact entre le peuple et les politiques »

Les deux anciens ministres font meeting commun, mais n'ont pas ensemble de projet politique

Alain Madelin, ancien ministre de l'économie d'Alain Juppé, et Charles Pasqua, ancien ministre de l'Intérieur d'Edouard Balladur, tiennent

un meeting ensemble, dimanche 15 septembre à Villandry (Indre-et-Loire). S'ils n'ont pas de projet politique commun, ils se retrouvent dans leur

volonté de renouer le dialogue avec le peuple et dans le sentiment que le gouvernement fait fausse route.

C'EST LE COUPLE le plus détonnant de la rentrée. Il a tenu la vedette lors du dernier déjeuner des responsables de la majorité, mardi 10 septembre, et compte bien se faire entendre, de nouveau, dimanche 15 septembre, au château de Villandry, à l'invitation du député (UDF-PR) d'Indre-et-Loire Hervé Novelli. Plutôt qu'à un mariage en bonne et due forme, l'entente affichée par Charles Pasqua et Alain Madelin s'apparente davantage à un flirt, aux lendemains incertains.

« Il n'y a pas de projet politique commun, pas de mariage, peut-être même pas de convergence des propositions à ce jour. Vraiment, si rien n'est exclu, rien n'est prévu », affirme M. Madelin. Dans l'entourage de l'ancien ministre de l'Intérieur, on confirme : « Il ne s'agit pas de constituer un courant ou de bâtir une alliance quelconque. C'est quelque chose de beaucoup plus important, qui consiste à rétablir le contact entre le peuple et les responsables politiques. » Le recours au peuple et le sentiment que le gouvernement fait fausse route constituent le socle de l'initiative

commune du président d'Idees-Action, M. Madelin, et de M. Pasqua. Pour le reste, chacun s'apprête à suivre sa propre voie. Dès le 20 septembre, le sénateur des Hauts-de-Seine reprendra, à Toulon, sa « tournée des potes ». Les commissions de De-main la France, l'association constituée autour de M. Pasqua, ont repris leurs travaux pour élaborer, d'ici à la mi-octobre, de nouvelles propositions. De son côté, le député d'Indre-et-Loire entreprendra, au lendemain de la rencontre de Villandry, son propre tour de France, avant de réintégrer, le 5 octobre, une journée nationale des députés, à Nice, et, en novembre, une convention nationale des adhérents d'Idees-Action.

M. Madelin est convaincu que « les forces populaires sont à nouveau déçues, à nouveau libres pour toutes les aventures » et qu'il lui revient, tout comme M. Pasqua, de les ramener au sein de la majorité présidentielle. Dans le même esprit, la proposition du sénateur des Hauts-de-Seine de lancer un grand emprunt n'a pas seulement pour but de participer à la relance

des investissements, elle vise, explique-t-on, à « associer les Français de façon volontaire à l'entreprise de redressement du pays ». Pour M. Madelin, en revanche, « toute politique qui consisterait à s'affranchir des critères de Maastricht pour laisser filer la dépense publique serait la pire des politiques ». Entre autres exemples, les deux hommes ne sont pas d'accord sur l'Europe et la monnaie unique ou sur l'éventuelle réforme du mode de scrutin aux élections législatives.

UN MÊME ISOLEMENT. Ils ne se retrouvent véritablement que sur un seul point : la critique du gouvernement d'Alain Juppé, dont ils sont tous deux écartés. Ils partagent aussi le même isolement au sein de leurs partis respectifs.

Pour M. Pasqua, le « péché originel » date du jour où le premier ministre a choisi, en octobre 1995, de prendre la présidence du RPR et de verrouiller le débat interne. Pour M. Madelin, qui a échoué, en mars, dans la prise de contrôle de l'UDF, l'union de la majorité n'est

pas une panacée. La priorité consiste d'abord à faire prévaloir le rôle des « innovateurs » sur celui des conservateurs et à proposer « du neuf » aux prochaines élections législatives.

Pour autant, attachés l'un et l'autre, à travers des parcours différents, à la personne de Jacques Chirac, ils n'entendent pas s'extraire de la majorité. Les « pasquais » font même valoir que, du moins au vu des cotes de popularité dans les sondages, les principaux contestataires de la ligne suivie par M. Juppé occupent une « position dominante » dans l'électorat majoritaire. Les « madelinistes » jugent pareillement qu'une majorité, à l'UDF, pense comme l'ancien ministre de l'économie et des finances. Aussi, tant que le président de la République continuera de renouveler sa confiance au premier ministre, MM. Madelin et Pasqua seront contraints, pour continuer d'exister, à ce double exercice : le soutien formel et la critique publique.

Cécile Chambrault et Jean-Louis Saux

Combat de chefs au sein du CNI

PETIT PARTI cherche président. A trois semaines de son comité directeur qui doit élire, le 5 octobre, pour deux ans, son président, le Centre national des indépendants et paysans (CNI), situé à droite de la droite, se retrouve officiellement sans candidat.

Vendredi 13 septembre, Jean-Antoine Gaspigny, actuel président, a fait savoir qu'il ne briguerait pas un troisième mandat. Une décision qui n'est que l'aboutissement d'une crise commencée au début de l'été et dont le détonneur a été une lettre envoyée par quatre vice-présidents, Bernard Barlier, sénateur (Côte-d'Or), Lucien Brenot, député (Côte-d'Or), Michel Junot, Olivier d'Ormesson, et le président d'honneur, Jacques Ferron, député de Paris, à M. Gaspigny pour lui demander, en termes courtois mais fermes, à le renouer avec son éventuelle succession. Après avoir loué son travail au parlement européen où il est député, les signataires évoquent un cumul de mandats - M. Gaspigny est aussi adjoint au maire de Paris chargé du contrôle des sociétés d'économie mixte et président de l'Association française pour la communauté atlantique (AFCA) - qui le rend difficilement disponible pour son parti.

Difficile pour le successeur d'Yvon Briant, mort en septembre 1992 dans un accident d'avion, d'accepter une telle fronde. La réplique a failli prendre la forme d'une missive à Michel Junot, pour

lui annoncer sa suspension à la tête de la fédération de Paris mais elle n'est jamais partie... Plutôt que de l'envoyer, Pierre-Olivier Mahaux, secrétaire général du CNI, co-liaison de Nicolas Sarkozy au conseil municipal de Neuilly, président de l'association des élus libéraux et indépendants créés avec des représentants d'Idees-Action, a démissionné, lundi 9 septembre. Le premier d'une série de 14 membres d'une commission qui en compte 27.

Aujourd'hui, les uns parlent d'une gestion autoritaire, d'autres déplorent l'absence de ligne identifiante clairement le CNI au sein de la majorité. Certains pointent la courbe des adhésions qui n'est plus ascendante et, nostalgiques d'Yvon Briant, regrettent que leur président ne soit pas médiatique. Tous appellent l'affrontement infligé par Jacques Chirac qui, malgré le soutien sans faille du CNI à sa candidature en 1995, n'a pas fait en sorte qu'il soit représenté au gouvernement. M. Gaspigny met en cause « des ambitions personnelles » et accuse ses détracteurs de vouloir faire du CNI « une annexe du mouvement de Charles Pasqua ». Partisans de mettre en place « une équipe » à la tête de ce parti, qui connu ses heures de gloire avec Antoine Phay, MM. Mahaux et Junot souhaiteraient réunir rapidement un « conseil de sages » pour organiser la succession.

Christiane Chombeau

Impôts : délai de 48 heures pour le paiement du 3^e tiers

LE DÉLAI DE PAIEMENT DU TROISIÈME TIERS de l'impôt sur le revenu a été reporté, par décision du ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, et du ministre délégué au budget, Alain Lamas-sours, au mardi 17 septembre à minuit, a annoncé, vendredi 13 septembre, un communiqué de Bercy. Ce report a été décidé car la date précédemment fixée au 15 septembre « tombait cette année un dimanche ». Les contribuables pourront donc s'acquitter de leur impôt jusqu'au mardi à minuit, « le cachet de la poste faisant foi ».

Les transports lyonnais déboutés en justice contre un syndicat FN

LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE LYON a débouté, mercredi 11 septembre, la direction de la Société lyonnaise de transports en commun (SLTC), soutenue par la CFDT, qui contestait au FN-TL, syndicat nouvellement créé dans l'entreprise, le droit de se prévaloir de la qualité de syndicat professionnel. Dans ses attendus, le tribunal estime notamment que « la volonté évidente des salariés d'une entreprise de s'inspirer d'une idéologie politique pour la solution de problèmes professionnels (...) n'est pas contradictoire » avec les dispositions du Code du travail, qui prévoient que l'objet d'un syndicat est notamment « la défense des intérêts moraux et donc idéologiques de ses membres ». La direction de la SLTC a décidé de ne pas engager d'action complémentaire, alors que la CFDT pourrait, selon son avocat, faire appel de cette décision. - (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **LÉGISLATIVE** : l'élection partielle de Gardanne (10^e circonscription des Bouches-du-Rhône), destinée à pourvoir le siège à l'Assemblée nationale vacant après la déchéance de Bernard Tapie, aura lieu le 13 octobre, selon le Journal officiel du 13 septembre. Le second tour, s'il est nécessaire, est prévu le 20 octobre. Le Conseil constitutionnel avait prononcé, jeudi 5 septembre, la déchéance de son mandat de député de Bernard Tapie.

■ **MAJORITÉ** : Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, a répondu, vendredi 13 septembre, aux critiques exprimées le même jour par Bernard Bosson, président de la composante centriste des députés UDF (Le Monde du 14 septembre) en soulignant que « l'on ne peut être dans la majorité et dire non à tout ». « Chacun au sein de la majorité doit être bien conscient que (...) c'est porter un mauvais coup au redressement engagé de la France que de chercher, pour se singulariser, à faire entendre une voix discordante », a ajouté M. Mancel.

■ **DÉPÎT** : Pierre Méhaignerie (UDF-FD), président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a déclaré, vendredi 13 septembre, qu'il fallait « en finir avec l'illusion de l'autre politique » en matière économique et sociale. « Il n'y a pas d'autre orientation possible que la réduction des déficits publics », a-t-il dit à Rennes (Ille-et-Vilaine) à l'occasion de la rentrée du conseil général qu'il préside.

■ **RADICAUX SOCIALISTES** : l'Europe et l'immigration figurent à l'ordre du jour des journées parlementaires du Parti radical socialiste (PRS), samedi 14 et dimanche 15 septembre à La Rochelle (Charente-Maritime). Ces journées devraient également permettre de faire le point sur l'état des relations avec le PS en vue des élections législatives de 1998, indique-t-on au PRS. Le président du parti, Jean-Michel Baylet, ainsi que Bernard Kouchner, président délégué, devaient intervenir dimanche.

■ **AMÉNAGEMENT** : Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, a annoncé la tenue « à la fin du mois d'octobre » d'un comité interministériel à l'aménagement du territoire (CIAT). A l'ordre du jour de cette réunion, qui devrait avoir lieu « dans une ville de province », figurent notamment le plan pour le monde rural que prépare le gouvernement et le schéma national d'aménagement du territoire dont le projet doit être prêt pour le printemps 1997.

■ **COMMÉMORATION** : onze anciens ministres de François Mitterrand ont assisté, vendredi 13 septembre, à l'inauguration d'une place au nom de l'ancien chef de l'Etat à Cahors, dont le maire est le radical socialiste Bernard Charles, député (République et liberté) du Lot. Danielle Mitterrand et son fils Gilbert ont participé à cette cérémonie, qui a rassemblé plusieurs centaines de personnes. La municipalité a choisi l'ancienne place Aristide-Briand, Prix Nobel de la paix, pour porter le nom de François Mitterrand.

Marcel Scotto

L'implantation à Strasbourg du transporteur DHL paraît compromise

STRASBOURG de notre correspondant régional Les Dernières Nouvelles d'Alsace s'interrogeaient, dans leur édition du 1^{er} septembre, pour savoir si « l'Alsace savait ce qu'elle voulait » à propos de l'implantation du transporteur de fret aérien express DHL sur le site de l'aéroport d'Entzheim (Bas-Rhin). Le quotidien de Strasbourg a désormais une large partie de la réponse. Dans un communiqué commun, publié vendredi 13 septembre, Catherine Trautmann (PS), maire de la capitale alsacienne, Daniel Hoeffel (UDF), président du conseil général du Bas-Rhin, et Adrien Zeller (UDF-FD), président de la région, écartent quasiment la venue de DHL.

Les responsables alsaciens ont pris position avant même que le résultat définitif des études demandées par la commission de l'environnement de l'aéroport soient connus. C'est sur la base des « premières conclusions des ex-

pertises » que les élus ont formulé leur avis en omettant de dire que l'étude économique soulignait que le projet de DHL était « très avantageux » pour la région.

Ils insistent, en échange, sur les nuisances qu'occasionneraient les mouvements des avions de DHL pour conclure qu'« une exploitation aérienne nocturne intensive d'Entzheim n'est pas admissible ». Le document ajoute qu'« il convient de préciser des plages horaires de restriction stricte de l'exploitation aérienne et, corrélativement, de définir le régime des dérogations exceptionnelles qui pourraient être utilisées en cas de besoin tant à la nature des vols concernés (vols sanitaires, services publics, secours de plans de vol des lignes régulières) qu'au seuil de bruit compatible avec la tranquillité publique ».

Cette réaction négative de M. Trautmann et de MM. Hoeffel et Zeller n'est pas, à proprement parler, une surprise, tant ils ont dé-

veloppé, après avoir soutenu la candidature de DHL, un discours allant dans le sens des riverains lorsque ceux-ci se sont fortement mobilisés contre la venue du transporteur international (Le Monde daté 28-29 juillet). Le maire de Strasbourg a même déclaré qu'« il fallait établir vis-à-vis de cette entreprise des règles claires » et que les accepter ou les refuser était le « problème » de ses dirigeants.

DES SOLUTIONS DE REPLI

La prise en compte de la colère des riverains explique la précipitation des élus alsaciens. Sous la conduite du professeur de médecine Pierre Chambon, dont la notoriété dépasse l'Alsace, vingt et une associations devaient manifester, samedi 14 septembre, pour réclamer la fermeture nocturne de l'aéroport au transport de fret. M. Chambon n'a pas caché sa satisfaction à la lecture du communiqué des autorités alsaciennes.

Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, conscient de l'évolution de la position des élus, les avait rendus attentifs « aux conséquences que ne manquerait pas d'avoir, pour l'image de l'Alsace, un rejet de cet investissement ». Visiblement, il n'a pas été entendu, et la marge de négociation avec DHL est devenue très étroite.

Le transporteur avait prévu de commencer ses activités le 1^{er} octobre, avec l'objectif de huit mouvements nocturnes cette année, seize l'an prochain et trente-quatre en 2003. Gilles Garin, directeur de DHL France, rappelle que le « métier » de son entreprise, c'est de « voler la nuit » et qu'elle ne pourra pas attendre plus de deux mois pour décider du choix du nouveau site. D'ores et déjà, des « solutions de repli » sont étudiées.

AGRICULTURE Plusieurs manifestations d'éleveurs de bovins se sont tenues vendredi 13 septembre en province, à la veille du prochain conseil des ministres de l'agriculture

des quinze, lundi 16 et mardi 17 septembre. A Clermont-Ferrand, Luc Guyau, président de la FNSEA, a mis en garde les pouvoirs publics contre les « risques explosifs » d'une situa-

tion qui met en péril de nombreuses exploitations. ■ **BRUXELLES** a réagi à la décision française de prononcer un embargo sur les farines animales et différents produits alimentaires, ju-

geant cette attitude « unilatérale ». Par ailleurs, l'apparition de nouveaux cas dans différents pays européens fait craindre une extension de l'épizootie de « vache folle ». ■ **LE PRO-**

CÉS, à Quimper, d'Hubert Miossec, accusé à la fin de l'été de son exploitation, est symptomatique des difficultés que vivent les campagnes.

Les éleveurs de bovins réclament une « allocation compensatoire »

Plusieurs manifestations d'agriculteurs, craignant « une deuxième sidérurgie », se sont déroulées, vendredi 13 septembre, en province. Les organisations professionnelles demandent à leur ministre de plaider auprès de la Commission européenne pour l'adoption d'une aide d'urgence

CLERMONT-FERRAND
et TOULOUSE

de nos correspondants

A la veille d'un conseil des ministres de l'agriculture des quinze, lundi 16 et mardi 17 septembre, les organisations syndicales et professionnelles ont à nouveau voulu, après le rassemblement de Reims (Ardennes) en début de semaine, montrer leur détermination et leur volonté de voir les pouvoirs publics faire de nouveaux gestes en faveur des éleveurs touchés par la crise de la « vache folle ». Plus de dix mille éleveurs de bovins de la quinzaine de départements du Massif Central, durement touchés par la mévente de leurs animaux, ont manifesté dans le calme, vendredi 13 septembre à Clermont-Ferrand. Ils répondaient à l'appel du « comité du bassin allaitant », dans lequel sont parties prenantes les fédérations départementales des syndicats d'éleveurs agricoles, les centres départementaux

des jeunes agriculteurs concernés ainsi que la fédération nationale bovine. Luc Guyau, président de la Fédération nationale des syndicats d'éleveurs agricoles (FNSEA), Christiane Lambert, présidente du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) et Joseph Daul, président de la Fédération nationale bovine (FNB) avaient tenu à défiler en tête du cortège. Cette manifestation avait pour but d'amener le ministre français de l'agriculture, Philippe Vasseur, à plaider devant ses collègues et la Commission en faveur d'une « allocation compensatoire » urgente de 1 000 francs par animal pour les éleveurs de vaches allaitantes. La démarche prend en compte le fait que ces exploitants tournés vers la production de viande, qui se trouvent dans des régions exclusivement herbagères, connaissent depuis la fin août une situation catastrophique car ils n'ont pas, ou très peu, le lait comme ressource complémentaire. Le cours

des brouillards - ces bovins de huit à douze mois élevés à l'herbe et vendus essentiellement aux Italiens à des fins d'engraissement - a en effet chuté de 30 à 40 % depuis deux ans (Le Monde du 30 août). La tâche de Philippe Vasseur à Bruxelles ne sera pas facile : l'Union européenne avait déjà décidé un premier train de mesures d'aide en juillet. Mais celles-ci sont jugées nettement insuffisantes par les professionnels pour couvrir les pertes d'exploitation des éleveurs, qui représentent quelque 1 500 à 2 000 francs par animal.

« **RISQUES EXPLOIFS** »

Vendredi, à Clermont-Ferrand, alors que les manifestants, précédés d'une quinzaine de vaches de races limousine, charolaise, salers et aubrac, avaient défilé durant trois heures dans une ville totalement paralysée, Christiane Lambert tout comme Luc Guyau ont, une nouvelle fois, stigmatisé les « risques explosifs » d'une situation

qui met en péril de nombreuses exploitations. « Le poumon vert de la France, a ainsi lancé Christiane Lambert, est assphyxié par une crise dont nous ne sommes pas responsables ». Auparavant, Pierre Chevalier, secrétaire général de la FNB, avait mis en garde les pouvoirs publics contre « le risque d'une deuxième sidérurgie avec la disparition du troupeau allaitant ».

En début de matinée, Luc Guyau, avait abordé la délicate question de la solidarité entre agriculteurs - notamment entre les céréaliers, très à l'aise, et les éleveurs -, évoquant un éventuel réajustement des aides communautaires. Il avait ajouté qu'il convenait de « faire preuve de prudence en la matière ». On sait que la Commission envisage de réduire, pour 1997, le budget agricole européen d'environ 1 milliard d'euros (6,46 milliards de francs), notamment pour les cultures arables, ce qui « indigné » les responsables de la FNSEA. « Il ne

s'agit pas forcément de prendre aux uns pour donner aux autres, mais de définir des priorités. Si tel n'était pas le cas, on risquerait de remettre en cause des équilibres économiques dans d'autres zones ou sur d'autres productions », a déclaré Luc Guyau. De nombreux manifestants ont cependant réservé un accueil mitigé à son intervention. Certains agriculteurs originaires du Cantal - où le leader est Michel Teyssedou, la « bête noire » de Luc Guyau, qui avait fait dissidence au printemps dernier lors du congrès de la FNSEA - l'ont même abominablement sifflé.

Une autre manifestation a eu lieu, vendredi 13 septembre, à Toulouse. En lâchant plusieurs rondsins - des petits rongeurs traditionnels ennemis des paysans - devant la préfecture de la Haute-Garonne, les deux cents agriculteurs du département, qui, au volant de leurs tracteurs, avaient bloqué les rues du centre-ville, ont voulu, exprimer symboliquement

leur sentiment d'amertume : en substance, Bruxelles et Paris rongent le pain des agriculteurs. Un sentiment qu'ils se sont efforcés de faire partager aux Toulousains en leur offrant des pommes et en insistant sur la qualité des produits proposés par les différentes professions représentées, depuis les éleveurs jusqu'aux céréaliers, en passant par les arboriculteurs et les maraîchers.

Pour le reste, les manifestants ont sacrifié aux rites imposés dans tout rassemblement agricole : porte de la trésorerie générale murée, feu de paille et de pous devant la préfecture. Les agriculteurs de la région se sont donné rendez-vous à Auch, la préfecture du Gers, lundi 16 septembre, pour une nouvelle marche de protestation à l'heure où les ministres européens se mettront autour de la même table.

Jean-Pierre Rouger
et Daniel Bourqueble

Bruxelles condamne la politique « unilatérale » de la France

BRUXELLES n'a pas mis plus de deux jours avant de réagir à la décision française de prononcer un embargo sur les farines animales et sur différents produits alimentaires d'origine bovine, ovine et caprine, en provenance des autres pays de l'Union européenne ainsi que du reste du monde, à l'exception de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Critique, comme on pouvait l'attendre, la réaction de Bruxelles mérite toutefois d'être analysée avec précision. Elle témoigne clairement d'une prise en compte de plus en plus importante des considérations sanitaires dans la gestion de la crise par les autorités de la Commission européenne.

« Les États membres peuvent prendre des mesures plus sévères que celles prévues à l'égard de leurs produits nationaux. Ils ne sont pas habilités à le faire de manière unilatérale », a déclaré, vendredi 13 septembre, le porte-parole de la Commission, soulignant qu'une telle attitude portait atteinte au Marché unique européen. La décision française n'est cependant pas unique. D'autres États ont déjà pris des mesures unilatérales pour endiguer la « vache folle ». C'est le cas de l'Espagne, qui vient d'interdire l'importation des farines animales provenant des pays qui déclarent des cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) (République d'Irlande, France, Portugal). C'est également le cas du Land allemand de Rhénanie-Westphalie, qui a pris des mesures protectionnistes vis-à-vis des produits laitiers britanniques, en postulant que leur consommation pouvait comporter un risque de transmission de l'agent infectieux.

Le porte-parole de la commission a souligné que la décision de Paris était « dans la ligne de ce qu'avait proposé Franz Fischler », commissaire européen à l'agriculture, il y a quelques semaines. Celui-ci n'avait pas reçu, alors, le soutien de la majorité des pays membres. Selon la Commission européenne, des mesures préventives semblables à celles qu'a adoptées la France « devraient être prises au niveau de l'Union européenne. Il n'est pas de l'intérêt de la France, en tant que pays exportateur, de l'avoir décidée de manière unilatérale ». En d'autres termes, Paris doit attendre et laisser agir M. Fischler.

Pour sa part, le ministre français de l'Agriculture prédit des « tensions importantes » et des négociations « difficiles » lors du conseil agricole de l'Union européenne, qui se tiendra les 16 et 17 septembre à Bruxelles. C'est ce qu'a

rapporté, vendredi 13 septembre, l'Assemblée nationale, relayant une audition de Philippe Vasseur sur la crise de la « vache folle ». Le ministre de l'Agriculture avait été interrogé mardi 10 septembre, à huis clos, par la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne.

A cette occasion, M. Vasseur s'en est pris, une nouvelle fois, aux médias, considérant que ces derniers avaient causé de graves préjudices « par la diffusion d'informations alarmistes et erronées » sur les quantités de farine importées de Grande-Bretagne entre 1990 et 1996 (Le Monde du 11 et 12 septembre). Le ministre de l'Agriculture a aussi accusé les États-Unis qui, selon lui, laissent entendre à la planète que la France est frappée d'une véritable épidémie d'ESB. « Les Américains ne calment pas le jeu, notamment un certain réseau de télévision qui projette dans le monde entier l'image d'un troupeau abattu dans les Côtes-d'Armor, comme s'il s'agissait d'une hécatombe en France. »

J.-Y. N.

« Vache folle » : l'épizootie progresse dans plusieurs pays européens

LES DERNIERS chiffres officiellement recueillis par l'Office international des épizooties (OIE) témoignent de la progression de l'épidémie d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) ou maladie de la « vache folle ». Si, hors du Royaume-Uni, les cas diagnostiqués (au Portugal, en Suisse et en République d'Irlande) ne sont pas nombreux, ils témoignent néanmoins de la persistance de la présence de l'agent infectieux dans les cheptels bovins de ces pays. Ils soulèvent, en même temps, de nouvelles inquiétudes quant à son mode de transmission et quant à l'application des règles sanitaires dans le monde de l'alimentation industrielle des animaux d'élevage.

Après les cinq premiers cas diagnostiqués en 1991, le nombre de déclarations annuelles en France demeure faible (1 cas en 1993, 4 en 1994, 3 en 1995 et 9 durant le premier semestre de 1996). Un nouveau cas a été déclaré, le 12 septembre, dans le département de Maine-et-Loire pour lequel on dispose de toutes les garanties possibles quant au mode d'alimentation, à l'exception de la pratique du « lactoremplacé ». Il s'agit d'un mode particulier d'alimentation du veau à qui l'on donne une préparation composée d'une poudre de lait à laquelle on ajoute des graisses issues de la transformation industrielle de carcasses et de cadavres d'animaux.

Plusieurs professionnels de l'équarrissage ont, ces derniers mois, officiellement fait part de leurs inquiétudes à certains spécialistes vétérinaires sans, semble-t-il, avoir été encore entendus. « Il faut savoir que la graisse obtenue

à partir des animaux tués en abattoir peut avoir une utilisation alimentaire en biscuiterie, par exemple, et que le suif dit « premier jus », obtenu généralement aux environs de 80°, est destiné à l'industrie des lactoremplacés, c'est-à-dire à l'alimentation des veaux, a expliqué au Monde Jean-François Lemasson, président du Syndicat national des équarrisseurs et dépôts indépendants. Les farines de viande sont, depuis 1990, interdites dans les aliments pour ruminants. Mais la graisse est toujours incorporée dans les lactoremplacés et cette graisse est obtenue par pressage. Après ce pressage, la graisse est filtrée, mais il est toujours possible de trouver des fines particules de viande dans ce produit. »

INQUIÉTUDES AU PORTUGAL

Le docteur M. C. Gayer, directeur des services vétérinaires de la République d'Irlande, a communiqué, il y a quelques jours, le détail des 16 cas d'ESB diagnostiqués depuis mai dernier dans son pays. Il s'agit d'animaux d'âge compris entre quatre et huit ans, vivant dans 16 troupeaux différents d'un total de 3 237 bovins. Les 16 bêtes malades ont été abattues et leurs cadavres détruits par enfouissement sur place ou incinération. Les bovins ont été sacrifiés - ou le seront plus tard - dans des abattoirs réservés à la production de viande non destinée à l'exportation. 167 cas d'ESB ont, depuis 1989, été diagnostiqués en République d'Irlande, dont 12 ont concerné des bêtes importées dans ce pays.

Les spécialistes de médecine vétérinaire ne cachent pas, aujourd'hui, leur inquiétude face à la situation portugaise. Le docteur J. M. Ma-

chado Gouveia, directeur général de l'élevage au ministère de l'Agriculture, à Lisbonne, vient de faire savoir à l'OIE que ses services avaient diagnostiqué trois cas, dont deux sont atypiques. Le premier concerne une vache de quatre ans, soit un âge anormalement bas qui laisse penser que des farines contaminées ont été utilisées récemment au Portugal. Le second cas concerne un animal de cinq ans importé d'Allemagne. « Cette information est très importante dans la mesure où elle constitue le premier argument officiel en faveur d'une hypothèse de la présence cachée d'ESB sur le territoire allemand », a confié au Monde l'un des principaux experts européens. Jusqu'à présent, les quatre cas recensés en Allemagne entre 1992 et 1994 concernaient des animaux importés et les responsables allemands affirment qu'ils ne sont pas touchés. Ces déclarations sont en opposition avec de nombreux arguments d'ordre épidémiologique.

L'absence officielle d'ESB sur le sol allemand explique, pour beaucoup, la gestion par l'Union européenne de la crise de la « vache folle ». L'Allemagne se refuse, en effet, depuis le début de cette crise, à prendre les mesures préventives que les pays qui reconnaissent l'existence de cas de « vache folle », la France en particulier, estiment aujourd'hui indispensables. « Il est pour l'instant impossible d'en savoir plus sur le cas allemand en provenance d'Allemagne déclaré par le Portugal, précise-t-on à l'OIE, il faudrait, pour cela, qu'un État membre fasse officiellement une demande que nous transmettrions ensuite aux responsables portugais. »

Jean-Yves Nau

Le désarroi d'Hubert Miossec, que la faillite transforma en preneur d'otages

QUIMPER

de notre envoyé spécial

Il a poussé la porte de l'étude vers 15 h 30, un sac dans la main gauche, un fusil de chasse dans celle de droite, un revolver à la ceinture. Quand le liquidateur judiciaire est venu à sa rencontre, il a tiré. La secrétaire n'a pas compris. Elle s'est retrouvée avec son patron, allongée, face contre terre. Puis l'homme a tiré une nouvelle fois pour détruire le dispositif de sécurité et pour faire taire l'alarme. « Tu peux dire au revoir à ta femme », a-t-il dit. Puis il a répété : « Je suis le liquidateur, je suis le liquidateur. »

Le 19 juillet 1994, Hubert Miossec, trente-trois ans, agriculteur en faillite, entame, dans les bureaux de M. Bernard Corre, mandataire de justice à Brest chargé de la liquidation de son exploitation agricole, une prise d'otages qui durera onze heures, au cinquième étage d'un immeuble de la place de la Liberté. Profitant d'une inattention, M. Corre s'est échappé au début de l'opération par une fenêtre dérobée, laissant le forcené seul avec ses trois employés. « Vous allez payer pour lui », annonce-t-il à ces derniers, avant de relâcher dans la soirée deux d'entre eux.

Encerclé par le Groupement d'intervention de la police natio-

nale (GIPN), Hubert Miossec, bon chasseur, a tiré à deux reprises dans l'après-midi en direction d'un sous-brigadier de police en faction dans la rue. Il maintient dans ses rets une jeune employée de vingt-trois ans, qui souffre de spasmodie.

Le contact est établi par téléphone. Il veut échanger celle qu'il séquestre contre le liquidateur judiciaire. Il affirme vouloir le tuer et se suicider. Personne, ni le procureur ni son frère aîné Claude, docteur agricole, ne parvient à le raisonner, sauf Marie-Thérèse, sa belle-sœur, qui décide, de son propre chef, de monter vers lui. Elle obtient sa reddition à 2 h 30.

Aux policiers, Hubert Miossec explique qu'il voulait « faire payer » à M. Corre son « métier de valet ». A la cour d'assises du Finistère qui le jugeait, jeudi 12 et vendredi 13 septembre, il affirmera au contraire qu'il ne voulait ni tuer ni « faire de mal ».

Désarroi d'un agriculteur à la dérive ? Symbole du monde rural qui se meurt ? Témoignage exemplaire de la crise du monde paysan ? La prise d'otages échappe à ces seules explications. C'est tout un monde qui a craqué autour d'Hubert Miossec, garçon réservé et taciturne, jeté précocement, à dix-sept ans, à la tête de 51 hectares après le décès

de son grand-père. Un monde centré sur sa terre, qu'il a retournée, semencée, cultivée dix à douze heures par jour, forçant paysan solitaire, endetté sans garantie à hauteur de 500 000 francs. « Le travail, dit un cousin de la ville, c'était sa seule façon de s'exprimer, d'exister. »

« Le travail, c'était sa seule façon de s'exprimer, d'exister »

Son geste ne lui ressemble pas : on le dit « formidable » et « attentionné », peu disert certes, mais « tendre » et « gentil ». Alors se dessine une vie minée par une triple crise, familiale, économique et sentimentale. Chez les Miossec, on mangeait à midi et l'on ne s'adressait pas directement au père, dont on continuait d'avoir peur. Celui-ci est « tyrannique », « violent », « alcoolique ». « J'en ai plus entendu parler de lui », lance le prévenu au président Francis Debons. « Il s'occupait pas du travail. Il picolait tout le temps. » La mère a attendu trente-quatre ans pour s'en débarrasser. A la ferme d'Hu-

bert, ce sont dix vaches, puis vingt-sept, puis subitement vingt, en 1983.

« Les quotas laitiers ont été la catastrophe du monde paysan », explique Marie-Thérèse, la belle-sœur qui a compris ses failles intérieures. Il n'y a pas eu d'arrangement possible avec les banques. Alors, c'est la reconversion dans la culture biologique. Mais rien ne va plus. Le passif a grimpé à 960 000 francs. La comptabilité n'est plus tenue. Les comptes bancaires ont été capotés par le père. Et la petite amie est partie pour s'engager dans la marine. « Hubert n'avait plus rien, résume Marie-Thérèse, il n'était plus rien. »

En 1992, Miossec rompt avec la terre et part pour la ville. A Brest, il loge dans un hôtel, se trouve un petit appartement, vit avec le RMI et sombre dans la dépression. Soutenu par un psychiatre, il obtient d'être placé sous curatelle simple, puis vit d'une petite allocation handicapée. Son exploitation fait l'objet, dès avril 1993, d'une procédure de redressement judiciaire qui débouche, un an plus tard, sur la liquidation engagée par M. Corre.

Entre-temps, sur sa terre, qui appartient en indivision aux deux fils et au père, ce dernier a imposé « un étranger » pour le remplacer. « De chez nous », explique Marie-Thérèse,

on voit la ferme d'Hubert. Alors, il pouvait cet étranger prendre possession de ses biens... Il avait demandé la liquidation pour que cela s'arrête. Dans la box, Miossec ne dit mot. Vendre sa part d'héritage pour éponger les dettes, perdre sa terre siérement, mais surtout sortir de l'indivision, pour enfin s'affranchir du père.

Hubert Miossec veut aller vite. Mais la procédure traîne à son goût. Bernard Corre, le mandataire chargé de la liquidation, explique les experts psychologues, s'interpose en nouvelle figure d'autorité. Alors il achète deux armes, fourne pile-mêle, dans un sac, quatre-vingts munitions, des plombes, des balles à ailettes, trente mètres de ficelle, une paire de ciseaux, du sparadrap, du coton, un poste radio, une bouteille de Coca-Cola, du pain d'épice, ses chaussons...

« Je vais en prendre pour dix ans », avait lâché Hubert Miossec à sa belle-sœur, en jetant un dernier regard place de la Liberté. Compte tenu de ses troubles psychiques, l'avocat général Ledu requiert douze ans de réclusion criminelle. La cour n'a pas retenu la tentative d'assassinat et a prononcé une peine de cinq ans d'emprisonnement.

Jean-Michel Dumay

L'ex-sénateur Pierre Lacour déchu de son mandat demande une révision de sa condamnation

Des cartes aériennes de l'IGN mettent en cause un élément-clé de l'instruction

L'ex-sénateur (Union centriste) de Charente, Pierre Lacour, a déposé, vendredi 13 septembre, une demande en révision de la condamnation

qui, le 14 décembre 1994, l'avait déchu de son mandat. Victime, selon son avocat, d'une manipulation, Pierre Lacour a récemment décou-

vert des cartes aériennes de l'IGN tendant à démontrer que certains faits qui lui sont reprochés seraient sans fondements.

L'EX-SÉNATEUR (Union centriste) de Charente, Pierre Lacour, a fait déposer, vendredi 13 septembre, auprès de la commission de révision de la Cour de cassation, une demande en révision de la condamnation rendue à son encontre, le 14 décembre 1994, par la cour d'appel de Lyon. Accusé d'avoir financé des travaux dans sa propriété de Bussierolles (Dordogne) avec des fausses factures, M. Lacour, mis en examen pour « complicité de faux et usage de faux », avait été condamné à trois ans de prison avec sursis, à 1 million de francs d'amende et à la déchéance de ses droits pour cinq ans. En juillet dernier, il avait été radié du Sénat. Aujourd'hui, son avocat, M. François Chéron, du barreau de Paris, estime que son client « a été victime d'une manipulation » et fait état d'un « élément nouveau et déterminant » qui serait de nature à remettre tout en question.

Dans l'argumentaire adressé à la commission de révision, l'avocat rappelle les faits : en 1986, M. Lacour décide d'entreprendre des travaux portant sur la réhabilitation d'un étang et le creusement d'un autre dans son exploitation agricole. Il fait appel pour cela à l'entreprise locale Raynaud. Pour ce genre d'ouvrage, courant dans les exploitations agricoles de la région, les travaux sont estimés à environ 150 000 francs.

En septembre 1988, une enquête de police judiciaire, agissant dans le cadre d'une autre affaire, fait apparaître que la société de BTP

Jean Lefebvre a versé d'importantes sommes d'argent à l'entreprise Raynaud, soit directement, soit par l'intermédiaire de la société GRC, par ailleurs convaincue de fausse facturation dans l'affaire Urba, mise au jour à Marseille par l'ex-inspecteur Antoine Gaudin.

« C'est alors, poursuit l'argumentaire, que le responsable de la société GRC indique que ces paiements avaient pour objet un financement politique et que, selon les indications de l'entrepreneur Raynaud, ils devaient financer les travaux réalisés pour M. Lacour par cette entreprise. (...) Entendu, l'entrepreneur précise que les sommes, de l'ordre de 1 million de francs, qu'il avait pu percevoir de la société GRC ou de l'entreprise Jean Lefebvre, couvraient à peine l'ensemble des travaux » chez Pierre Lacour.

BEAUCOUP D'AMERTUME

Malgré les dénégations du sénateur, poursuit M. Chéron, « les deux instructions qui se sont succédé tant à Périgueux qu'à Lyon semblent avoir eu pour seul objectif de faire coïncider les sommes déversées par M. Raynaud au moyen de fausses factures avec la réévaluation du coût des travaux exécutés pour le compte de M. Lacour. Pour ce faire, poursuit-il, il est apparu nécessaire d'élargir l'importance des travaux réalisés par l'entreprise Raynaud ». C'est ainsi qu'il va bientôt être question, dans la procédure, de huit étangs et non plus de deux. Chiffre repris par le tribunal, puis par la cour d'appel, pour

condamner le sénateur malgré les arguments qu'il avance, expertises à l'appui, sur l'étendue et le coût « réel » des travaux.

Or, c'est là l'élément nouveau, Pierre Lacour a récemment découvert, en consultant d'anciennes cartes aériennes établies par l'Institut géographique national que « les six étangs ajoutés pour faire coïncider leur coût et le montant des détournements (...) existaient déjà avant l'année 1986 ». Donc bien avant le début des travaux de la société Raynaud, qui affirme les avoir creusés à cette époque. C'est sur ce point que se fonde la demande de révision. La commission chargée de l'examen peut, à tout moment, suspendre les effets de la condamnation infligée au plaignant.

Dans son argumentaire M. Chéron soulève un autre livre. « Les paiements, écrit-il, ont été encaissés par l'entrepreneur Raynaud en dehors de la comptabilité de son entreprise, directement par une succursale de la caisse du Crédit agricole de la Dordogne et mobilisés sous la forme de bons de caisse ano-

nymes. » Il s'étonne, dans ces conditions, que « l'instruction, pourtant longue, n'ait pas dirigé ses investigations dans cette direction ».

Le Crédit agricole de Dordogne a été mêlé, ces dernières années, à plusieurs escroqueries financières. Enfin, Pierre Lacour semble nourrir une vive amertume à l'égard de ses amis centristes qui, dans cette affaire, « n'ont pas levé le petit doigt pour l'aider ». « Je pensais que le bon sens devait triompher, aidé en cela par l'un des ministres de la justice de l'époque, Pierre Méhaignerie, qui connaissait parfaitement mon dossier et qui savait bien, par la maîtrise qu'il avait du financement de son parti, auquel j'appartenais également, que je n'avais jamais usuré de mes fonctions pour me créer un enrichissement personnel », écrit-il. Pierre Lacour, le 6 septembre, dans une lettre à ses collègues du Sénat, il ajoutait : « Je constate aujourd'hui avec beaucoup d'amertume que, là encore, je nourrissais bien des illusions. »

Roland-Pierre Paringsaux

Un nouveau texte confiant des missions de PJ aux douaniers sera bientôt proposé

LE MINISTÈRE de la justice a élaboré une nouvelle mouture d'un avant-projet de loi visant à confier certaines missions de police judiciaire aux douaniers. Ce texte, qui doit être soumis mercredi 18 septembre à l'arbitrage interministériel, intervient après plusieurs tentatives avortées de donner des pouvoirs de PJ aux douaniers (Le Monde du 26 avril).

Les agents des douanes des catégories A et B « peuvent être habilités à effectuer des enquêtes judiciaires sur réquisition du procureur de la République et à recevoir des commissions rogatoires du juge d'instruction », selon le premier article de la nouvelle version, qui exclut de son champ la lutte contre les stupéfiants. S'agissant de cette dernière, il est cependant précisé que « le procureur de la République ou le juge d'instruction territorialement compétents peuvent constituer des unités composées d'officiers de police judiciaire (OPJ) et d'agents des douanes ».

DÉPÊCHES

■ CARPENTRAS : Magdeleine Germon, quatre-vingt-six ans, veuve de Félix Germon, dont le corps avait été exhumé lors de la profanation du cimetière juif de Carpentras le 10 mai 1990, a été agressée près de son domicile, vendredi 13 septembre, dans le centre de Carpentras. Après avoir été violemment frappée au visage, M^{me} Germon a été conduite au service des urgences de l'hôpital de Carpentras.

■ JUSTICE : Christian Balderas, qui avait fait évader par hélicoptère trois de ses anciens compagnons de cellule de la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Le Monde du 14 septembre), le 4 octobre 1992, a été condamné, vendredi 13 septembre, à quatre ans de prison par la cour d'assises des Yvelines. Daniel Lunel et Farid Dellys, qui comparaissent avec lui, ont été condamnés respectivement à trois et un an de prison. (Corresp.)

■ EDUCATION : 183 candidats sur 818, admis sur listes complémentaires aux concours de recrutement d'enseignants, vont finalement être recrutés par le ministère de l'éducation nationale. Contrairement à l'habitude, ces listes étaient bloquées, empêchant les candidats de bénéficier des délestements qui ne manquent jamais de survenir parmi les reçus.

■ IMMIGRATION : deux Maliens, membres du groupe des sans-papiers expulsés de l'église Saint-Bernard, ont été arrêtés, vendredi 13 septembre, après s'être rendus à une convocation de la préfecture de police à Paris et à Créteil. L'un d'eux, père de trois enfants, a été relâché dans l'après-midi, mais l'autre, célibataire, s'est vu notifier son arrêté de reconduite à la frontière et a été conduit au centre de rétention de Choisy-le-Roy.

Mme Pacary a livré un témoignage au juge Halphen

L'ÉPOUSE de l'homme d'affaires Michel Pacary, Chantal Pacary, s'est rendue au palais de justice de Créteil (Val-de-Marne), vendredi 13 septembre, afin d'apporter au juge d'instruction Edith Boizette un témoignage instantané. Mise en examen au mois d'octobre 1994 par le juge parisien Edith Boizette, dans le cadre de l'instruction concernant les opérations financières menées par son mari avec un grand nombre de collectivités locales (Le Monde du 1^{er} mars 1995), M^{me} Pacary répondait à une convocation du magistrat de Créteil.

En marge de l'affaire des HLM de Paris et des marchés de la région parisienne, le juge Halphen est en effet saisi, depuis le mois de novembre 1993, d'une information judiciaire visant la gestion de la commune de Limeil-Brevannes (Val-de-Marne), à la suite d'une plainte contre X... déposée par le nouveau maire de cette ville, le socialiste Joseph Rossignol, élu en 1995. « M^{me} Pacary a fourni au juge certaines informations sur les pratiques qu'elle avait constatées dans cette ville », a indiqué au Monde l'un de ses avocats, M^{rs} Sylvain Garat.

Sous le mandat du précédent maire, Gérard Bessière (RPR), M. Pacary s'était vu confier la gestion de l'une des sociétés d'économie mixte (SEM) de la ville. Le témoignage de Chantal Pacary aurait porté, entre autres, sur une série d'« anomalies » dans la gestion d'une autre SEM, Limeil-Brevannes-Gestion, mises en évidence à l'occasion d'un rapport d'audit commandé, en 1992 ou en 1993, à son mari et réalisé par elle avec le concours du commissaire aux comptes. La version définitive de ce rapport, a-t-elle indiqué au juge, aurait été « atténuée » à la demande expresse de son époux et de M. Bessière. « Ces faits démontrent quel rôle exact jouait Chantal Pacary dans les affaires de son mari, prisonnière d'un rapport de forces qui lui était imposé », nous a déclaré M^{rs} Garat.

La SEM Limeil-Brevannes-Gestion avait attribué à la société de restauration collective Sodexho la concession de la cuisine centrale de la ville. L'établissement fournissait des repas à plusieurs

communes environnantes, ainsi qu'à diverses entreprises. Outre que la commune de Limeil-Brevannes, qui supportait pourtant l'essentiel des charges, payait à la Sodexho les repas les plus chers, il semble que le pourcentage qui devait être normalement reversé à la ville sur le prix de chaque repas vendu ne l'ait jamais été. Selon M^{me} Pacary - qui n'a fourni au juge aucune preuve matérielle - l'ancien maire, Gérard Bessière, aurait en revanche été le bénéficiaire, à titre personnel, d'une part importante de ces fonds. « Aucun argent n'a été reversé à la collectivité », a-t-il dit au Monde le nouveau maire de Limeil-Brevannes, Joseph Rossignol, qui a, depuis, renoué ce marché. Aujourd'hui, nous avons revu le système : ce qui coûtait 12 millions par an à la ville ne coûte plus que 4 millions... »

REMARQUES D'ESPÈCES

Face au juge Halphen - qui avait, au cours des derniers mois, entendu Michel Pacary à deux reprises - M^{me} Pacary a précisé ces déclarations accusatoires, indiquant qu'un chèque de « plusieurs centaines de milliers de francs » avait été émis par la Sodexho à l'ordre de l'ancien maire de Limeil-Brevannes, puis versé sur un compte bancaire suisse. A l'en croire, plusieurs remises d'espèces auraient également eu lieu, l'argent étant convoyé en Suisse par MM. Bessière et Pacary. L'enquête du juge Edith Boizette avait d'ailleurs permis de retrouver, dans les comptes de la SEM, la trace de billets d'avion pour la Suisse, sans justification précise.

Toujours selon M^{me} Pacary, un avocat genevois avait été chargé de créer une société afin de gérer les fonds remis à l'ancien maire. Ces déclarations devraient conduire le juge Halphen, qui n'a jusqu'ici ordonné aucune mise en examen dans ce dossier, à entreprendre des vérifications. Samedi matin 14 septembre, Le Monde n'a pas été en mesure d'interroger M. Bessière, qui depuis sa défaite électorale, a quitté Limeil-Brevannes. La dette de la commune avoisine aujourd'hui 50 millions de francs.

Hervé Gattegno

CHEZ PEUGEOT

DU 14 AU 30 SEPTEMBRE

FAITES UN MAXIMUM D'ÉCONOMIES.

106

A PARTIR DE

44 900 F*

SOIT 53 400 F** MOINS 8 500 F**

DE REPRISE DE VOTRE ANCIEN VEHICULE ET LA PRIME QUALITE AUTO-MOBILE DE 5 000 F** SI VOUS EN BENEFICIEZ POUR TOUTE COMMANDE D'UNE PEUGEOT 106 KID NEUVE, 3 PORTES, 954 CM, AM97.

306

A PARTIR DE

60 900 F*

SOIT 79 900 F** MOINS 12 000 F**

DE REPRISE DE VOTRE ANCIEN VEHICULE ET LA PRIME QUALITE AUTO-MOBILE DE 7 000 F** SI VOUS EN BENEFICIEZ POUR TOUTE COMMANDE D'UNE PEUGEOT 306 OPEN NEUVE, 3 PORTES, 1124 CM, AM97.

406

A PARTIR DE

88 500 F*

SOIT 110 300 F** MOINS 12 000 F**

DE REPRISE DE VOTRE ANCIEN VEHICULE ET LA PRIME QUALITE AUTO-MOBILE DE 7 000 F** SI VOUS EN BENEFICIEZ POUR TOUTE COMMANDE D'UNE PEUGEOT 406 OPEN NEUVE, 1580 CM, ESSENCE, AM97.

CRÉDIT À 4,36 %

CRÉDIT 4,36 % SUR 12 MOIS. EXEMPLE POUR UN MONTANT MINIMUM EMPRUNTÉ DE 10 000 F** : 12 MENSUALITÉS DE 853,14 F** - COUT TOTAL DU CRÉDIT : 237,68 F**

OUVERTURE CE WEEK-END SELON AUTORISATIONS PREFECTORALES

RESEAU PEUGEOT

Umberto Bossi, roi de Padanie

Au terme d'une marche de trois jours, le chef de la Ligue du Nord doit proclamer, dimanche 15 septembre à Venise, la sécession de la plaine du Pô. Une démarche symbolique qui traduit le malaise croissant entre les riches provinces du nord de l'Italie et le Sud assisté

SON modèle ? Le Mahatma Gandhi. Cette fois-ci, Umberto Bossi a visé haut. Autant le libérateur de l'Inde est l'image même de la tolérance, autant le chef de la Ligue du Nord représente l'absence de scrupules appliquée à la politique. Pourtant, la non-violence de Gandhi semble être devenue le dernier credo pour un homme qui a déjà fait preuve, dans le passé, d'une imagination sans limites en faisant appel à des personnages et à des événements historiques pour inspirer son action. Comme s'il avait besoin d'épaissir son image, Umberto Bossi, qui s'est découvert une véritable passion pour l'histoire, les mythes et les légendes, en particulier médiévales, est capable de citer dans son discours, en vrac, un Dieu furieux, les chevaliers de la Table ronde, la quête du Graal ou, plus récemment, l'épopée de l'Ecosse Braveheart en lutte contre le pouvoir anglais, racontée dans le film de Mel Gibson. S'il s'est tourné maintenant vers l'Inde, c'est qu'il a été fasciné par l'idée de la Marche du sel, que Gandhi avait entreprise en 1930.

La Ligue avait jusqu'ici misé sur le fédéralisme. Alors que tous les partis italiens reconnaissent aujourd'hui que ce système politique est non seulement possible, mais indispensable, Umberto Bossi met la barre plus haut. La Ligue va proclamer la « sécession », au terme d'une marche de trois jours que l'ennée de Gandhi doit faire en partie en hélicoptère. Les rives du Pô, ce fleuve qui coupe en deux l'Italie, ont été choisies comme lieu symbolique. Fidèle à ses principes, le leader séparatiste ajoutera un zeste de mythologie celtique en prélevant, dans un sillon, de l'eau à la source « pour purifier la Padanie », nom de la plaine du Pô, qui devient pour lui un Etat, celui des riches régions du Nord (Piémont, Lombardie, Vénétie, Ligurie, Frioul, Val d'Aoste et Trentin).

Avant même le départ de la marche, le rendez-vous auquel il a appelé ses militants était déjà un succès, ne serait-ce que du point de vue médiatique. Depuis plus d'un mois qu'il a lancé le mot d'ordre de la sécession, l'Italie s'est mise à l'heure de ce projet, dont l'idée même semblait inconvenante. Son modèle, Gandhi, combattait les colonisateurs anglais pour l'indépendance de son pays. Cette fois, c'est « Rome la voleuse » qui est visée, et le pays « libéré » est un Etat qui n'existe pas au regard des historiens et des géographes.

L'audace n'a jamais fait défaut à Umberto Bossi. Il n'est pas difficile de trouver des exemples éblouissants en parcourant sa biographie. Que dire, par exemple, de cette fameuse fausse fête de laire qu'il aurait organisée pour célébrer son diplôme de médecine et répondre aux pressions de la famille de sa femme, qui le voyait d'un mauvais oeil traîner dans ses études ? Certes, après, il fallait assumer. Pris à son propre jeu, il sortait, semblait-il, chaque matin avec sa sacoche de cuir pour aller à l'hôpital, mais passait son temps au café à causer avec ses amis, peut-être déjà de politique. Sa première femme l'abandonna bien vite.

Son parcours qui, comme il le dit lui-même, aurait pu le mener n'importe où, reste confus. Son récit ressemble à un roman néoréaliste. Une enfance « heureuse et insouciante », à la campagne, dans les environs de Varese, où son père, ouvrier dans une fabrique de textile, parvient à cultiver un bout de terre. Ce rêve est interrompu par le hasard, quand un motard se fait

renverser par le tracteur de la famille. « Un véritable premier choc pour moi, entre la civilisation paysanne, et celle de la ville », raconte-t-il, non sans humour. Ce drame entraîne la ruine de la famille Bossi, mal assurée. Il part ensuite en ville, dans un milieu beaucoup moins accueillant, qui le poussera dans la rue. Petit voyou de quartier, rôle dans lequel on l'imagine très bien. Lui, il l'appelle sa période « Far-West ». Faute de bravades avec les copains et de petits boulots. Aujourd'hui, il en fait une question de mérite, car il s'est forgé à cette école, la « vraie ». Une histoire bien différente de celles de ses collègues de la politique, qui ont eu une scolarité normale et qu'il regarde avec un air de suffisance.

Persuadé que rien ne peut lui barrer le chemin après avoir traversé ces épreuves, il rattrape son retard culturel avec des cours par correspondance et sort de son « Far-West » avec le classique système D : de vendeur de marchandise à tout faire dans une telerie. Dans ce cheminement en dehors de toute règle, il tentera même une carrière artistique. Personne n'a, naturellement, jamais entendu parler d'un certain Donato, qui aurait fait un disque, et qui a participé, avec peu de succès, à un festival pour interprètes débutants à l'aube des années 60.

Bref, au seuil de ses quarante ans - Umberto Bossi est né en 1941 -, il n'avait toujours pas trouvé sa voie. Après avoir décroché un diplôme d'électronique, il avait obtenu un travail d'employé à l'Automobile-Club près de chez lui. Un emploi abandonné ensuite pour s'inscrire à la faculté de médecine. Il a aussi obtenu une collaboration dans le département de cardiologie de l'université de Pavie, où il aurait conçu - selon ses dires - une machine qui « permettait d'automatiser le contrôle de la circulation extracorporelle ».

On n'aurait peut-être jamais entendu parler de Padanie, ni probablement de la Ligue du Nord, si, encore une fois, le destin ne s'était manifesté. A la sortie de la fac, le regard d'Umberto Bossi est attiré par une affiche d'un mouvement autonomiste. Quelqu'un d'autre, tout à fait par hasard, est également en train de lire cette affiche. Il s'agit de Bruno Salvadori, dirigeant de l'Union valdôtaine, le mouvement autonomiste de la vallée d'Aoste. Les deux hommes sont bavards. Bossi ne s'est jamais réellement intéressé à la politique, même s'il se sent plutôt de gauche. Ils parlent. Se retrouvent dans un café pour poursuivre leur discussion animée. C'est parti. Umberto Bossi commence à cultiver le credo fédéraliste.

La gestation sera très longue et même dramatique, car son mentor meurt, l'année suivante, dans un accident automobile. Umberto qui, pris par la fièvre du savoir, a dévoré des centaines de bouquins de politique, est tenté de tout laisser tomber. Petit détail, il s'est fortement endetté pour sa nouvelle passion et doit donc se remettre à travailler. Il abandonne ses études. L'Italie perd un médecin potentiel et acquiert un nouveau petit mouvement, la Ligue autonomiste lombarde. Il a, en effet, transmis sa fièvre à cinq de ses copains de Varese, le petit groupe qui, entre une partie de billard et de longues discussions politiques, deviendra le noyau fondateur de la Ligue lombarde. Les débuts sont difficiles, mais on trouve déjà une forte vo-

lonté de se doter d'une organisation solide. C'est la période du militantisme pur et dur, où, raconte-t-il, il échappe même à une balle tirée par un policier qui le surprend en train de faire des graffitis sur l'autoroute.

La stratégie de la Ligue entretient la confusion en exploitant, dans un premier temps, les mots d'ordre racistes pour attirer l'attention des médias. Le baptême du feu électoral arrivera avec les élections administratives de 1985, puis, la grande surprise - y compris pour

ce Nord-Est, qu'on appelle le « Japon d'Italie », Umberto Bossi obtient ses meilleurs résultats, c'est que ses électeurs avertis, voient sans doute en lui plus qu'un simple tribun. Un parfait outil pour faire bouger les choses.

Aujourd'hui, la Ligue du Nord est un parti qui compte plus de quatre-vingts parlementaires, et pèse, au niveau national, plus de 10 % des voix. Un mouvement qui a déjà été représenté au gouvernement, avec cinq ministres, à l'époque de Silvio Berlusconi, et

venait de voter contre lui-même. Sa déception était évidente. Son parti, avec la victoire de la coalition de l'Olivier, n'était plus déterminant dans la composition d'une majorité gouvernementale. La carte du fédéralisme était abandonnée, pour rebondir avec celle de la sécession. Bossi allait jouer encore la surenchère. Etre hors du système semble être pour lui la seule réelle possibilité de compter. Dans la foulée, sont apparus ces derniers mois le Comité de libération de la Padanie, tandis que le Parlement du Nord se transformait en Parlement de la Padanie, dont le gouvernement a annoncé la marche sur les rives du Pô.

Faut-il avoir peur d'Umberto Bossi, le ranger dans la catégorie des politiciens d'opérette ou craindre pour la démocratie ? Ses traits de caractère équivoques ne permettent pas de conclure avec certitude. Il s'inspire du héros de Braveheart, sans jamais avoir vu le film. Confond le *Vincent* de Nabucco avec le *Chœur des Lombards*, autre opéra de Verdi. Chute souvent sur le subjonctif. Veut diriger en deux l'Italie, mais épouse une fille du Sud, Mammela, d'origine sicilienne. Serait peu cultivé, mais appelle son fils d'un nom mythologique, celui d'Eridanio, le fils du Pô. Il ne vit que pour la politique, mais est capable de faire des kilomètres dans la nuit pour rentrer à la maison. « Il vit sur le fusseau

Cette fois, c'est « Rome la voleuse » qui est visée, et le pays « libéré » est un Etat qui n'existe pas au regard des historiens et des géographes

Bossi - avec les législatives de 1987. Umberto Bossi est élu sénateur, et Giuseppe Leoni député. Un couple qui semblait destiné à ne faire que du folklore dans les couloirs austères des palais du pouvoir romain. Au contraire, il donnera lieu à un phénomène dont la politique italienne doit vite tenir compte. Abandonnant les thèmes ethniques, la Ligue du Nord peaufine son discours. Jusqu'à devenir l'interprète principal du malaise qui frappe le nord du pays. Si dans

qui est devenu arbitre de la vie politique en plusieurs occasions de choix décisifs pour le pays. Le gouvernement Berlusconi tomba le jour où Bossi a décidé de ne plus le soutenir. Et le gouvernement suivant, celui de Lamberto Dini, n'a pu vivre que grâce à l'appui responsable de la Ligue.

Le changement de cap est arrivé plus tard, au soir des élections du 21 avril 1996. Malgré un bon score, Bossi prit tout le monde au dépourvu en déclarant que le Nord

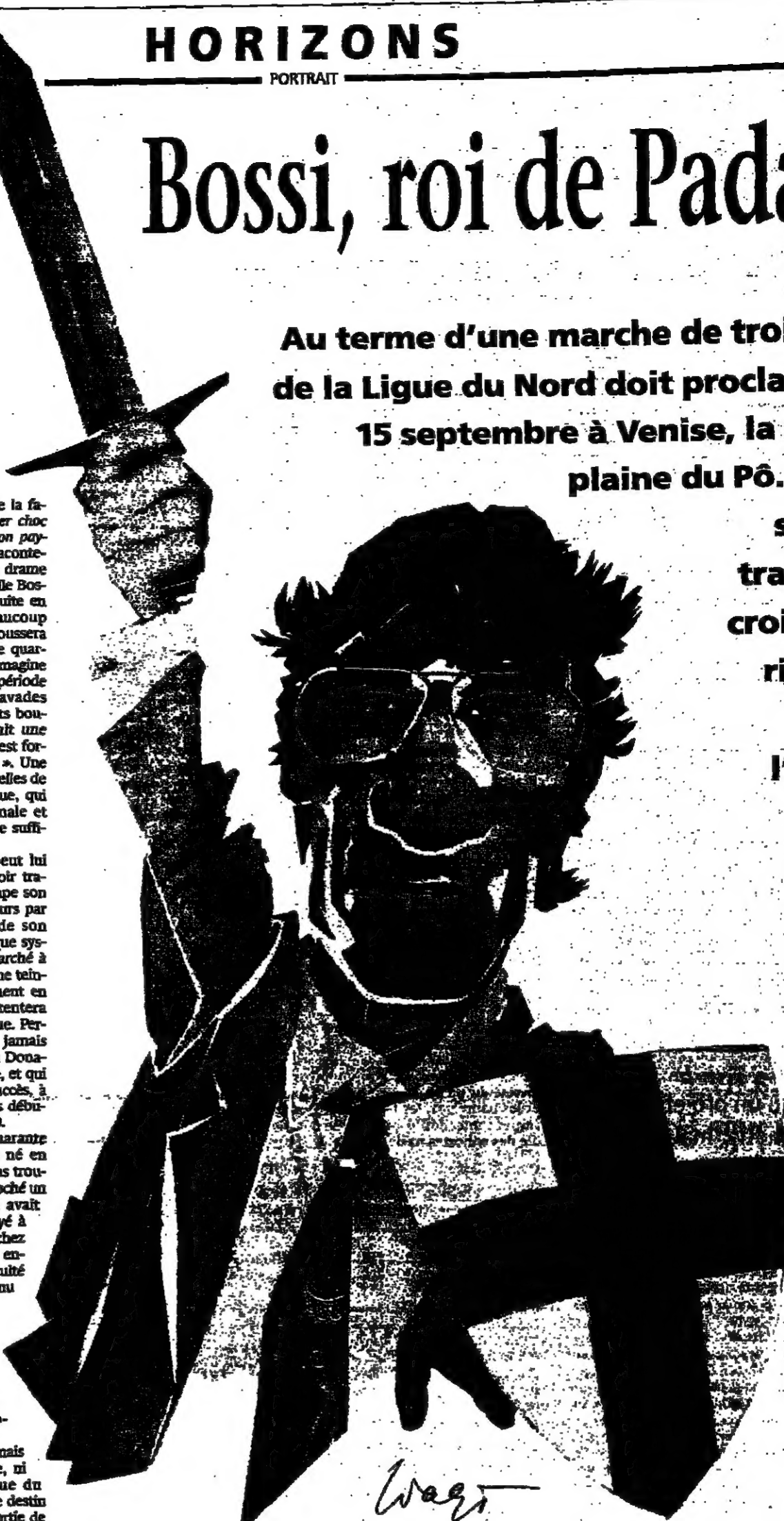
horaire de Milwaukee », aime répéter son chanteur. Ses détracteurs y verront un barbare, un personnage rustre, brouillon, et ignare. Ses administrateurs remarqueront surtout la passion avec laquelle il se consacre à la cause. Tous devront cependant lui reconnaître une formidable intuition politique, une à une capacité sans égale d'être sur la même longueur d'onde que ceux qu'il appelle le peuple.

Sa dénonciation du système corrompu des partis a anticipé et entraîné le balayage de la vieille classe politique, réalisé avec l'opération « Mani pulite ». Umberto Bossi est également l'homme qui, le premier, a compris le risque que représentait, surtout pour lui, Silvio Berlusconi. Un adversaire qui aurait pu lui ravir le rôle de nouveau sur la scène politique. L'accord qu'il signe avec Berlusconi, lors des élections de 1994, alors que tout les divisait, est un chef-d'œuvre de politique politicienne, qui lui permet, le jour venu, de détruire son allié-adversaire.

COMMENT oublier cet été de 1994, où Bossi, en mail-lot de corps, entouré de touristes et de militants, écrivait sur le sable les scénarios pour se débarrasser de celui qui était alors président du conseil et apparemment imbattable ? La gauche lui en sera éternellement reconnaissante. Comment oublier encore, l'hiver suivant, un autre épisode anecdotique. Alors que la droite et Silvio Berlusconi, encore le vent en poupe, allaient d'un festin à l'autre, Bossi, lui, ouvrait deux boîtes de sardines à ses hôtes, deux secrétaires de parti, qui étaient venues chez lui pour préparer la motion de défiance contre le gouvernement.

C'est peut-être là le profil d'*El homo padanus*, que le sénateur - c'est ainsi que l'appellent les siens - dessine entre un gros mot et un burlesme, la voix enrouée. Il est vrai qu'il a fait de la vulgarité son arme, et de son langage fleuri une image de marque. Sa façon de s'habiller, complètement débraillée, est devenue aussi légendaire que ses néologismes. Le plus célèbre est sans aucun doute le *celodurismo*, référence peu élégante à la virilité des hommes du Nord, sa façon à lui d'être une stratégie de pensée à des caractéristiques physiques. Heureusement que son plus récent modèle est l'apôtre de la non-violence !

Salvatore Aloisio
Dessin : Robert Wagt



Le Monde

EDITORIAL

Miettes d'Europe

FACE au cortège d'Umberto Bossi descendant le Pô accompagné des « chemises vertes » de la Ligue du Nord pour proclamer la Venise indépendante de la « Padanie », on balance entre deux attitudes : ranger avec une indifférence teintée d'ironie ces redondances dans la catégorie des manifestations folkloriques ou tirer la sonnette d'alarme. Les autorités italiennes, elles, ont pris très au sérieux. Du président de la République, invoquant l'unité italienne du Risorgimento, aux personnalités religieuses – y compris le Vatican –, toutes ont averti le « Senatur » Bossi de ne pas jouer avec le feu. Le gouvernement n'a pas interdit le cortège aussi longtemps que la légalité était formellement respectée mais il se réserve d'intervenir si les sécessionnistes passent des paroles aux actes.

Comme l'Allemagne, l'Italie est une « nation tard venue », où les particularismes locaux et régionaux restent plus forts que le sentiment national. Est-elle menacée d'éclatement ? Suivra-t-elle l'exemple de ces ensembles multi-ethniques qui en Europe – surtout à l'est jusqu'à maintenant – se sont défaits dans la violence ou à l'assimilation avec la fin de la guerre froide ?

L'Europe est-elle en voie de « tribalisation », comme le craignait François Mitterrand au début du conflit yougoslave pour justifier sa complaisance envers les Serbes ?

La « Padanie » d'Umberto Bossi est un pays artificiel, sans passé, sans histoire, sans mémoire commune ; une entité imaginaire de toutes pièces pour donner un semblant d'unité à des régions qui furent jadis des royaumes ou des villes florissantes mais qui se combattirent allégrement. Le seul ciment de cette « Padanie » – outre le fleuve qui la traverse – c'est l'hostilité envers « Rome la voleuse », envers le Sud mafieux sensé pomper toutes les richesses amassées à la sueur du travail nordiste. Cette conception post-jadiste oublie que la corruption n'est pas l'appanage du Mezzogiorno – certaines municipalités dominées

par la Ligue en apportent la preuve –, que la prospérité du Nord repose aussi sur un transfert de ressources naturelles et humaines en provenance du Sud, que l'évasion fiscale est, comme le football, un sport véritablement « national ».

Cette défense du pré carré n'a pas cependant que des accents archaïques. Umberto Bossi se veut un précurseur, un bon « Européen » qui entrainera la « Padanie » dans la mondialisation bien avant que l'Italie ne puisse respecter les critères de Maastricht. Sans être, comme il le prétend, à l'avant-garde de l'Europe des régions, il fait vibrer une corde sensible dans d'autres pays de l'Union. Confrontée à la crise, la cohésion nationale a tendance à s'effriter ; la solidarité entre riches et pauvres, entre régions développées et contrées déshéritées s'affaiblit. C'est vrai dans les États fédéraux ou à forte composante régionaliste comme dans les États de tradition centralisatrice.

Les partisans du régionalisme soutiennent que celui-ci est un moyen de rapprocher l'Europe des citoyens. Les extravagances d'Umberto Bossi devraient plutôt les convaincre qu'il risque de mettre l'Europe en miettes.

AU COURRIER DU « MONDE »

LES « MENSONGES » DE HANS ROBERT JAUSS

Dans « Le Monde des livres » du 6 septembre, sont publiés des propos que vous avez recueillis auprès de Hans Robert Jauss. M. Jauss y traite de son comportement personnel et de l'attitude de l'institution universitaire allemande face au nazisme. Pour traiter un sujet aussi sensible, un ancien officier de la Waffen-SS se devait de faire preuve de la plus grande sincérité personnelle. Or, M. Jauss peut être pris en flagrant délit de mensonge.

M. Jauss explique son engagement dans la Waffen-SS à l'âge de dix-sept ans par une certaine naïveté et par le désir de ne pas être à l'écart de l'actualité (!). Un tel motif peut laisser perplexe venant d'un jeune homme qui dit avoir été sceptique à l'égard de l'empire hitlérien. Cependant, soit ! Admettons qu'un jeune écrivain ait pu se laisser séduire par les banalités, les fautes et l'impeccable défilé au pas de l'ordre des cohortes nazies.

Un an après son enrôlement, il devient capitaine d'une compagnie, à dix-huit ans, responsable de cent vingt hommes. Parvenir à une telle responsabilité au sein de la Waffen-SS suppose le volontariat et un zèle affirmé, dont l'adhésion enthousiaste à l'idéologie du temps fait partie. Notamment, l'approbation fervente des exactions raciales. Le mensonge commence à montrer le bout de l'oreille.

Ensuite, le Hauptsturmführer Jauss affirme que, pendant la guerre, son expérience est demeurée « cloisonnée » et son « horizon restreint ». Cette modestie ne l'empêche nullement de se distinguer au point d'obtenir la croix d'acier. Qu'il devait être beau, le fier SS arborant sa décoration !

Le Hauptsturmführer Jauss n'aura pris connaissance de « ce qui s'était passé » qu'à la fin de la guerre, et « avec horreur ». Sans doute, le Hauptsturmführer Jauss a-t-il mauvaise mémoire. En effet, l'on sait qu'il ne s'est produit en Russie aucune déportation de juifs. Et pour cause. Ils ont été massacrés sur place. Au début, ces exécutions ont été perpétrées par la Wehrmacht.

Cependant, des protestations d'officiers parvinrent en nombre à l'état-major. Non pour s'élever contre le principe de la mise à mort des juifs, mais pour expliquer que faire accomplir ces tâches par de simples recrues risquait de les démoraliser et de les transformer en bandits une fois revenus à la vie civile.

C'est pourquoi ces besoins « Judenaktion » furent confiés à des unités SS, les siestes Einsatzgruppen, qui s'en chargeaient au fur et à mesure de l'avance des armées du Führer. Par ailleurs, les prisonniers soviétiques faisaient l'objet d'un tri. Les soldats juifs ainsi que les commissaires politiques étaient tués immédiatement.

Les survivants étaient acheminés vers l'arrière, puis détenus dans des conditions dégradées et inhumaines dans le mépris le plus complet de toutes les lois de la guerre et de la plus simple humanité. Tout cela était parfaitement notoire parmi tous les mil-

itaires allemands présents en URSS, quels qu'ils fussent. Qu'ils aient participé personnellement à des exactions ou non. Lorsque le Hauptsturmführer Jauss dit avoir tout ignoré, il ment.

Nous ne pouvons pas savoir ce qu'il a commis personnellement, mais nous pouvons savoir qu'il ment. Ce mensonge entache d'insécurité tous les autres commentaires du SS Jauss.

Jacques Schatz,
Neuilly-sur-Seine

JUIFS D'ALLEMAGNE

A propos de l'article de M. Vargas Llosa paru dans Le Monde du 6 septembre, je ne sais pas si on peut considérer les Arméniens en Turquie ou les Haïtiens en République dominicaine comme des étrangers, mais ce qui est certain, c'est que les juifs en Allemagne étaient non pas des étrangers mais des Allemands présents depuis des générations.

Eliane Goldenfahn,
Paris

RENÉ CHAR, « POÈTE [NON] COMMUNISTE »

Je lis avec surprise, dans l'article de Jacques Isnard paru en page une du Monde (samedi 7 septembre), que « le poète communiste René Char », etc. S'il est de fait que René Char, en 1965-1966, a véhémentement protesté contre « les perçeurs de la noble écorce terrestre d'Albion », il est inexact et déplacé de parler de lui comme d'un « poète communiste ». René Char a été scandalisé – lui, défenseur à tant de titres de son terroir natal – par cette intrusion sur un site inhérent et absolument pacifique. Il s'est donc révolté contre cela, soutenu par beaucoup de ses compagnons de la Résistance, et sous l'aigle de Picasso. Mais il était aussi loin que possible du communisme alors à la mode, et dont tant d'intelligences séduites et séductrices ont mis longtemps à se démarquer. René Char, à ma connaissance, n'a jamais appartenu à quoi que ce soit.

Jean Pénard,
Saint-Pierre-de-Vassal (Vaucluse)

DÉLICIEUSE RÉPUBLIQUE...

Au détour d'un journal officiel, s'il n'y avait la vigilance de vos journalistes (Le Monde du 22 août), nous ne saurions rien de cette intéressante promotion d'une très humble servante de la République, au demeurant professeur certifiée de mathématiques. M^{lle} Hostaller, dont tout le monde se souvient dans ses fonctions de secrétaire d'Etat, revient-elle faire partie de ces fonctionnaires qui font de la « mauvaise grâce » ou, dans son cas, de la bonne, dans un poste « sans statut » ? Elle aurait désormais mauvaise grâce de reprocher à M. Juppé de l'avoir si brutalement remercié il y a six mois pour obtenir aujourd'hui cette sinécure. Dans un tel poste, participe-t-on au mouvement ? Demande-t-on jamais sa mutation ?

Délicieuse République, en tout cas, qui nous permet parfois d'entrevoir que nous ne jouons

pas, mais vraiment pas, dans la même pièce.

Yves Dramais,
La Ricamarie (Loire)

RELIGION UNIQUE DANS FRANCE PLURIELLE

Le président de la République française est, si ma mémoire saturée de TMC ne me trompe pas, chanoine d'honneur de St-Jean de Latran. MM. Chirac et Juppé se rendent à la messe devant une batterie de caméras. Une magnifique cérémonie en Notre-Dame de Paris a célébré François Mitterrand, mort. On fête cette année Clovis, et nul doute qu'on trouvera bientôt un moyen d'aduler Charles Martel.

Combien de Français se félicitent de ces contournements de l'Etat laïque ? En négatif, combien ne s'y reconnaissent pas ? Sans doute beaucoup plus. Le « président de tous les Français » ne devrait-il pas, s'il tient à imprimer un caractère religieux à son mandat, accepter d'autres distinctions honorifiques ? Ne pourrait-il être muet d'honneur – combien de Français musulmans ? – Rabbins d'honneur – combien de Français juifs ?

Ne pourrait-il pas poser un bouddha sur son bureau, porter quelques gris-gris, guiler un bâtonnet d'encens dans une chapelette taoïste, et se coiffer de dreadlocks rastafari ? Bref, se rapprocher de tous ces Français qu'il semble mépriser en honorant trop ostensiblement une unique religion dans une France plurielle.

Mieux encore, le président pourrait adopter une saine neutralité spirituelle, aller à la messe discrètement par exemple, incarnant ainsi le réceptacle potentiel de n'importe quelle religion – ou même d'un athéisme serin – prêchant le choix de chacun.

Le caractère exclusivement catholique que prend la République constitue aussi une « fracture sociale » nivelée par le haut. Et le président a le pouvoir de résorber au moins celle-ci.

Tous les Français, d'où que viennent nos parents, sont les fruits d'un héritage culturel. L'héritage d'un peuple qui, il y a deux siècles, a procédé à une décollation sur l'oint de Dieu. C'est un des actes fondateurs de la République, et il serait dangereux de l'oublier.

J'ai vingt-trois ans, j'effectue actuellement un service national civil, et servir la nation qu'on nous construit ne m'enchantait que modérément.

Erwan Deverre,
Bagnole

LES MAUVAISES REPRÉSENTATIONS DE LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE

Le Monde du 3 septembre m'apprend qu'un conseiller général a été élu en Corrèze dimanche dernier. Bien. Il ajoute que ce conseiller général est également maire adjoint d'un arrondissement de Paris. J'en conclus que, ou bien il n'a pas pu voter pour lui-même ce dimanche, ou bien il n'avait pu le faire lors de l'élection municipale à Paris, et que, dans l'une ou l'autre de ces élections, on n'a pas pu le photographier ou le filmer en train d'accomplir son devoir électoral.

Quelle est la motivation des électeurs qui votent pour quelqu'un qui ne vote pas parmi eux ? Quelle est la représentativité d'un élu qui n'est pas électeur ? Qu'il ait eu des situations analogues naguère encore entre l'Indre-et-Loire et la Réunion, entre Paris et la Corrèze, qu'il y ait encore et probablement de tous les bords, cela n'empêche pas qu'il y a là une anomalie du point de vue de la démocratie représentative.

Quel parlementaire prendra l'initiative d'une proposition de loi tendant à interdire de détenir des mandats dans des circonscriptions différentes si la plus petite n'est pas comprise dans la plus grande, ou, plus simplement, d'être candidat dans une circonscription où l'on n'est pas électeur ? Nous sommes assez loin de la prochaine consultation pour que cette démarche puisse se faire à froid.

Jacques George,
Rouen

UNE TERMINOLOGIE MALHEUREUSE

Professeur de langue et civilisation de la Mongolie à l'Institut des langues et civilisations orientales, je souhaite attirer votre attention sur les confusions et ambiguïtés regrettables auxquelles l'émission « La marche du siècle », du 4 septembre, et son intitulé, « On les appelle les mongoliens », risquent de donner lieu.

En près de trente ans de carrière, j'ai rencontré bien des fois cet usage terminologique malheureux, témoignage des préjugés non exempts de racisme qui

Mini-déflation, maxi-déficits

Suite de la première page

Est-ce à dire que les événements donnent finalement raison aux partisans de la thèse de la déflation ? Il est évidemment trop tôt pour le dire. Pour l'activité, les économistes se sont en effet mis d'accord sur une convention : ils parlent de récession dès lors que la richesse nationale recule au cours de deux trimestres consécutifs. Mais pour la déflation il n'existe aucune règle précise qui permette de départager les protagonistes.

Pourtant, quelques remarques de bon sens permettent de s'orienter dans le débat. D'abord, il coule de source que le gouvernement peut difficilement continuer à chanter victoire, en tirant argument de la faible inflation pour souligner que les « fondamentaux » de l'économie sont excellents. Si les prix sont à la baisse, c'est d'abord le reflet de la très faible activité économique. La demande intérieure étant atone, les entreprises comprennent logiquement leurs marges et tirent leurs produits à des consommateurs qui rechignent à puiser dans leurs bourses.

Il est vrai qu'il paraît difficile de parler ouvertement de déflation, car la baisse des prix n'est pas accompagnée d'une recul simultané des revenus. En fait, la déflation est l'aboutissement d'un processus d'érosion des revenus. Le pouvoir d'achat des ménages baisse, malgré tout, rester positif en 1996 (+0,2 % selon l'Insee). De même, si l'activité économique a reculé (-0,4 %) au deuxième trimestre de l'année, la croissance devrait approcher 1 % sur l'ensemble de l'année.

Les chiffres réels invitent donc à un diagnostic nuancé. Le constat n'est pas moins exact : si ce n'est pas encore la déflation franche et ouverte, la France est soumise à des tensions déflationnistes de plus en plus fortes. Plus que de polémiquer à perte de vue sur la bonne définition de ce concept économique, mieux vaut se pencher sur la seule question qui vaille : pourquoi cette baisse des prix, qui, de mois en mois, se précise, n'a-t-elle pas eu – ou pas encore eu – d'effet de contagion sur les revenus et la production ? Pourquoi la comparaison avec la crise des années 30 ne serait-elle pas pertinente ?

A ces interrogations, M. Fitoussi apporte des réponses qui retiennent l'attention. Il observe que, si les tensions déflationnistes ne dégénèrent pas en déflation franche et ouverte, c'est qu'à la différence de la période d'après-guerre la France dispose d'immenses filets de sécurité sociale (minima sociaux, SMIC, allocations et prestations sociales en tout genre, etc.), qui, bon gré mal gré, servent de bonnet de sauvetage pour les ménages, ce qui les préserve contre un effondrement de leurs revenus.

Mais il y a une contrepartie à cette situation : la France doit payer le prix de cette solidarité par une

aggravation de ses déficits budgétaires et sociaux. En quelque sorte, le processus déflationniste dans lequel la France s'est engagée a commencé de manière parfaitement classique mais, dans ce processus, il trouve aujourd'hui son prolongement dans une explosion des déficits publics. C'est la déflation rampante plutôt que la déflation galopante.

Cette analyse va évidemment à l'encontre du diagnostic que fait le gouvernement. Celui-ci a la conviction que les marchés financiers se rassurent de savoir que l'inflation est jugulée en France, mais il redoute que les opérateurs sanctionnent la dette des finances publiques. Il le craint d'autant plus que le projet de loi de finances pour 1997, qui sera présenté, mercredi 18 septembre, en conseil des ministres, ne prévoit qu'une modeste baisse de près de 10 milliards de francs du déficit budgétaire, au lieu des 40 milliards de francs prévus initialement (Le Monde du 14 septembre). De son côté, le déficit de la Sécurité sociale, qui devait être ramené cette année à 17 milliards de francs, dépassera sans doute en fin d'année le niveau alarmant des 55 milliards.

La baisse des prix est plus préoccupante qu'un projet de budget mal ficelé. Et ne pas l'admettre c'est se masquer les raisons profondes qui creusent les déficits

Pour M. Fitoussi, le danger n'est pas celui-là. Si les marchés sont souvent aveugles, estime-t-il, ils finiront pas se convaincre que le vrai risque qui menace la France transparaît beaucoup plus dans l'indice des prix que dans les statistiques budgétaires. En clair, la baisse de 0,2 ou 0,3 % des prix en août est, pour le long terme, beaucoup plus préoccupante qu'un projet de budget mal ficelé. Et ne pas vouloir l'admettre c'est se masquer les raisons profondes qui creusent les déficits.

Mais on comprend bien que le gouvernement ne veuille pas souscrire à cette analyse. Dans sa logique, le premier ministre, Alain Juppé, peut prétendre que, si les résultats de son action sont encore modestes, notamment en termes de réduction des déficits, il ne faut cependant pas changer le cap. Dans l'autre logique, celle qui fait grand cas des processus déflationnistes, il faudrait changer de fond en comble les grandes priorités de la politique économique. C'est tout l'enjeu d'un grand débat qui n'est pas près de se clore.

Laurent Mauduit

RECTIFICATIF

MÉDIATEUR

Contrairement à ce que nous avons indiqué dans Le Monde du 10 septembre, Pierre Chanbon, délégué général du médiateur de la République, n'a pas annoncé, lors du cinquantième anniversaire du Secours catholique, qu'une association pourrait se substituer à un député pour saisir le médiateur. Il a déclaré que l'actuel médiateur avait « décidé, quand il y a une situation d'exclusion et d'urgence, d'accueillir les dossiers par l'intermédiaire des grandes associations nationales ».

Néanmoins, la transmission de la demande par un député reste nécessaire.

NIMES ET LA COUPE DE FRANCE

Le club finaliste de la Coupe de France 1996 de football contre Nîmes Olympique n'était pas le Paris-Saint-Germain, comme nous l'avons écrit par erreur dans Le Monde du 14 septembre, mais l'AJ Auxerre. Par ailleurs, l'adversaire hongrois de Nîmes au premier tour de la Coupe des coupes est bien le Kípest (et non Kípest) Honvéd de Budapest.

REDRESSEMENT Sans attendre que le gouvernement se prononce, sans doute début octobre, sur les candidats à la privatisation de Thomson SA, Thomson Multimédia, filiale d'électronique grand public du groupe, prépare de nouvelles restructurations. ● LA FERMETURE de huit sites, tous hors de France, est envisagée. 5 000 emplois sur

près de 50 000 seraient supprimés. ● SI SES FINANCES sont en mauvaise santé, en raison notamment d'un lourd endettement et d'un positionnement difficile dans le

secteur des téléviseurs, Thomson Multimédia possède néanmoins des atouts (ses parts de marché en France ou aux Etats-Unis) et ses succès affichés, aux Etats-Unis, dans le

domaine de la télévision numérique. ● CES ATOUTS et les mesures de restructuration envisagées seront-ils suffisants pour assurer le redressement de Thomson Multimédia ?

Thomson Multimédia prépare de nouvelles restructurations

Au moment où le gouvernement reçoit les offres des candidats intéressés par la privatisation de Thomson SA, la filiale d'électronique grand public du groupe envisage de fermer huit sites et de supprimer un peu plus de 10 % des effectifs. La France serait préservée.

LUNDI 16 SEPTEMBRE, en principe avant 10 heures, Lagarde Groupe et son allié sud-coréen Daewoo Electronics d'une part, Alcatel Alsthom d'autre part, auront déposé - ou non - au ministère des finances leur offre respective pour la privatisation de Thomson SA. Sans en attendre le résultat, Thomson Multimédia, la filiale d'électronique grand public (téléviseurs, magnétoscopes, etc.)

La privatisation affectera SGS-Thomson

Bien que ce ne soit pas son objectif principal, la privatisation de Thomson aura un impact sur l'industrie des semi-conducteurs, Thomson-CSF détenant 17,3 % de SGS-Thomson, qui est par ailleurs le fournisseur privilégié de Thomson Multimédia. Ces schémas risquent de voler en éclats, d'autant que Thomson-CSF dispose d'une option pour sortir en 1997 du tour de table de SGS-Thomson.

Alcatel Alsthom n'a certes rien dévoté de ses intentions. Mais lorsqu'il était encore dirigé par Pierre Suard, le groupe - qui possède une filiale (Métac) spécialisée dans les puces - avait refusé d'entrer au capital de SGS-Thomson. Matra, pour sa part, assure que la participation dans SGS-Thomson « n'est pas stratégique pour Thomson-CSF » et « a vocation à être réalisée ». Selon la CFDT et la CGT, la reprise de Thomson Multimédia par le coréen Daewoo, associé à Matra, créerait « un vide, car il est difficilement imaginable qu'un groupe présent dans les composants ne s'approvisionne pas auprès de ses propres activités ».

du groupe français, prépare de nouvelles restructurations. Alain Prestat, son PDG, a obtenu 1,2 milliard de francs pour les mener à bien. Ces provisions, passées dans les comptes du premier semestre 1996, devraient servir notamment à financer des opérations de rationalisation des sites que le groupe possède au niveau mondial. Selon plusieurs sources, il s'agirait de fermer huit sites, industriels ou commerciaux. Ces mesures toucheraient les Etats-Unis, l'Allemagne et le Sud-Est asiatique, mais pas la France. Elles se traduiraient par la suppression d'environ 5 000 emplois sur 49 500. Thomson Multimédia se refusait, vendredi 13 septembre, à tout commentaire.

Le problème est de savoir si ces mesures seront suffisantes pour assurer le redressement de Thomson Multimédia, dont le résultat net est chroniquement déficitaire depuis plusieurs années. Soohoon Bae, le PDG de Daewoo Electronics, n'y croit pas. « Tel qu'il est géré et positionné aujourd'hui, je ne vois pas de futur pour le groupe Thomson Multimédia. » Pour M. Bae, ce qu'il faut au groupe français, ce ne sont pas de nouvelles réductions d'effectifs, mais avant tout « étendre son marché, avoir des volumes additionnels » d'équipements à produire.

FAIBLES VOLUMES

« Thomson Multimédia est essentiellement présent sur les marchés des équipements moyen et haut de gamme, où se placent aujourd'hui tous les grands du secteur, mais où les volumes à fabriquer sont relativement faibles, ce qui les conduit, pour espérer être rentables, à réduire leurs effectifs », analyse le PDG coréen. « Nous sommes,

nous, sur le bas de gamme, marché de plus en plus déserté par les constructeurs japonais et européens, mais où il y a des volumes. Il y a donc des synergies à développer avec Thomson Multimédia, à qui nous pouvons apporter non seulement des volumes mais aussi notre savoir-faire dans les processus de production à bas coût sans avoir à fermer d'usines en France, car elles peuvent être compétitives. »

L'opinion d'Alcatel Alsthom n'est pas connue. Le groupe dirigé par Serge Tchuruk, à qui l'on a prêté l'intention de s'allier avec le sud-coréen Samsung pour la partie grand public de Thomson, mais qui a démenti, n'a jamais fait connaître ses intentions. On lui prête, malgré tout, la volonté de développer des synergies entre ses activités télécommunications (combinés téléphoniques, radio-téléphones) et celles de Thomson Multimédia, dont les réseaux de

distribution sont bien établis, particulièrement aux Etats-Unis. Mais cela serait-il suffisant pour contribuer à la rentabilité des activités de Thomson Multimédia ? Rien n'est moins sûr.

Alain Prestat assure, pour sa part, que la situation de son groupe n'est pas désespérée. Il souligne que sa mauvaise santé financière apparente tient très largement à son lourd endettement (14 milliards de francs), aucune recapitalisation n'étant intervenue depuis le rachat de RCA en 1987. Les frais financiers qui y sont attachés devraient, sinon disparaître, tout du moins se réduire, avec une injection d'argent frais à la faveur de la privatisation.

M. Prestat estime également que Thomson Multimédia est victime de la mauvaise conjoncture, particulièrement aux Etats-Unis, qui n'épargne pas non plus certains de ses concurrents : le

groupe néerlandais Philips a vu son activité d'électronique grand public redevenir déficitaire sur les six premiers mois de 1996. Misan tout à la fois sur une amélioration de cette conjoncture et sur le décollage en Europe des activités de télévision numérique (les décodeurs pour la réception de la télévision par satellite) après les succès affichés dans ce domaine par son groupe aux Etats-Unis, le PDG de Thomson Multimédia considère, selon certains de ses proches, qu'il existe une chance sur deux pour que la situation se rétablisse d'ici deux ans.

ROYAUMES

Au sein du groupe, on souligne par ailleurs qu'à partir du 1^{er} janvier 1999 Thomson Multimédia recouvrera la jouissance des royalties des brevets de RCA. « Ce ne sont pas des sommes nulles », fait valoir un familier de l'entre-

prise, qui évoque un chiffre supérieur à 1 milliard de francs. Compte tenu de tous ces éléments, « l'image financière sera radicalement différente », relève-t-on à la direction de la filiale de Thomson.

L'avenir de Thomson Multimédia sera, à n'en pas douter, au cœur des examens interministériels des prochains jours. Tout autant et peut-être même plus que celui de Thomson-CSF, l'autre filiale (à 58 %) du groupe, dont on attend de connaître le sort dans le cadre de la reconstitution de l'industrie de défense en France, présentée à l'origine par les autorités gouvernementales comme le fondement de la privatisation de Thomson SA. Le gouvernement devrait faire connaître son choix rapidement, probablement dès le début du mois d'octobre.

Philippe Le Cour

Une situation financière déplorable mais des parts de marché intéressantes

LA PREMIÈRE FAIBLESSE de Thomson Multimédia est sa mauvaise santé financière chronique. Sur les cinq derniers exercices, le groupe a accusé plus de 6,7 milliards de francs de pertes nettes cumulées. Ces déficits tiennent essentiellement aux frais financiers inhérents à une dette dont l'origine se situe pour une large part dans l'acquisition de l'américain RCA en 1987 et qui, depuis lors, va croissant : 14 milliards de francs fin 1995.

Mais le compte d'exploitation donne aussi des signes inquiétants. Le résultat opérationnel, redevenu bénéficiaire en 1993 (155 millions de francs) et amélioré en 1994 (604 millions), s'est tassé en 1995 (305 millions). Pis, à la fin du premier semestre 1996 il a lourdement plongé dans le rouge : 1 milliard de francs de déficit, mais il est vrai que la majeure partie de l'activité du groupe est réalisée au cours du second semestre.

L'Europe constitue aussi l'une des faiblesses de Thomson Multimédia. Aujourd'hui, l'essentiel des profits du groupe provient des Etats-Unis. L'essentiel de son activité également (60 %).

DU POUVOIR AUX ETATS-UNIS Sur les marchés du Vieux Continent, les ventes de Thomson Multimédia marquent le pas. Notamment en Grande-Bretagne, mais surtout en Allemagne, le point noir. Récemment, l'industriel reconnaît avoir perdu des parts de marché en raison des restructurations commerciales auxquelles il a procédé, telles que le repositionnement des marques : de 20 % du marché allemand en 1985, Thomson Multimédia est tombé à 13 % en 1992 et à 11 % fin 1995.

Pourtant, Thomson Multimédia a gardé des atouts importants. A commencer par son poids sur les

marchés de l'électronique grand public aux Etats-Unis (20,5 % du marché en nombre d'équipements vendus) et en Europe (12,5 %). Outre-Atlantique, depuis le rachat de RCA à General Electric en 1987, le groupe est le premier vendeur de téléviseurs et de magnétoscopes. Il figure également au deuxième rang - derrière AT&T - pour les combinés téléphoniques. Sur le Vieux Continent, Thomson Multimédia a stabilisé ses positions. Il occupe le deuxième rang dans les téléviseurs et le troisième dans les magnétoscopes.

L'industriel français est également le premier producteur mondial de tubes cathodiques pour les téléviseurs. Après le fiasco de la télévision haute définition en Europe, il a su saisir sa chance dans les matériels pour la réception de la télévision numérique. Il a été le premier fournisseur de décodeurs de l'américain Hughes Electronics (filiale de General Motors) lorsque celui-ci a lancé son service DirecTV de diffusion par satellite. Thomson Multimédia, qui fabrique sous licence pour le japonais Matsushita, a de nouveau été choisi comme fournisseur de décodeurs par Hughes pour son projet Galaxy en Amérique latine, ainsi que par le consortium américain TeleTV. Ces activités numériques représentent aujourd'hui 8 % du chiffre d'affaires.

Enfin, malgré ses difficultés financières, Thomson Multimédia peut faire valoir un relatif redressement. Son résultat d'exploitation, qui était négatif de 335 millions de francs fin 1992, était positif de 352 millions fin 1995, et son chiffre d'affaires est passé, sur la même période, de 30,55 milliards de francs à 36,5 milliards.

Ph. L. C.

Il y a des événements qui n'arrivent qu'une fois dans un siècle. une annonce comme celle-là par exemple.

Heineken souffre de la faible consommation de bière sur le continent européen

L'action du deuxième brasseur mondial s'est effondrée de 11 % le 13 septembre

Après avoir annoncé, depuis des années, une croissance à deux chiffres de ses profits, Heineken enregistrera en 1996 un résultat inférieur à celui de

1995. Le groupe a souffert d'un déclin massue qui, cette fois, n'a pas permis de masquer la baisse structurelle de la consommation en Europe. Heine-

ken veut plus de temps que prévu à rentabiliser ses acquisitions, mais ne remet pas en cause sa politique d'expansion mondiale.

AMSTERDAM
de notre correspondant
La sanction est tombée comme un couperet : le cours de l'action Heineken s'est effondré, vendredi 13 septembre, de 11 %, lorsque le deuxième brasseur mondial a annoncé que son bénéfice net en 1996 serait « quelque peu inférieur » à celui de l'année précédente. A priori, il n'y avait pas là de quoi déclencher une telle panique chez les investisseurs. Heineken a affiché au premier semestre un bénéfice net de 297 millions de florins (un florin vaut 3,05 francs), en augmentation de 6,1 % pour un chiffre d'affaires en hausse de 20,1 % à 5,9 milliards de florins.

Mais la nouvelle a été d'autant plus durement ressentie que Heineken affiche depuis dix ans des bénéfices en progression constante, supérieure à 10 % ces dernières années. Les observateurs s'interrogent : Heineken, qui vise à devenir le « Coca Cola de la bière », connaît-il un retournement de tendance durable ? Sa stratégie internationale va-t-elle

être remise en cause ? En présentant, vendredi, ses résultats pour le premier semestre 1996, Karel Vuursteen, PDG du groupe, a donné plusieurs explications à cette relative contre-performance : les états précédents ont été particulièrement chauds, ce qui est favorable à la consommation de bière. En revanche, l'été 1996, peu ensoleillé en Europe, n'a pas tiré ce marché, qui représente encore 72,9 % du chiffre d'affaires d'Heineken.

DÉGÊNER LES ACQUISITIONS
Seconde explication : Heineken, qui a acquis récemment les brasseries Moretti en Italie et Saint Arnold Flacher en France, doit intégrer ses nouvelles usines. Mais les synergies tardent à venir. « Il faut trois ans environ pour qu'une acquisition contribue à la croissance du bénéfice », a indiqué M. Vuursteen. « Nous avons du pain sur la planche en Alsace. De telles acquisitions exigent beaucoup de travail. Nous allons d'abord nous atteler à la rationalisation du management et de l'aspect commercial. A l'heure

actuelle, nous n'avons pas de projet de restructuration ni d'abandon de marque », a indiqué le président de Heineken.

La politique d'acquisitions ne semble donc pas remise en cause, même si elle coûte cher. Elle permet de lutter contre la baisse structurelle de la consommation en Europe, qui s'accompagne d'une croissance des coûts et d'une concurrence accrue, par exemple des marques de distributeurs. « En prenant le contrôle de brasseries qui produisent pour les distributeurs, Heineken peut espérer faire remonter les prix de vente de ces produits, ce qui lui permettra peut-être de remonter le prix de ses propres marques », explique Sylvain Massot, analyste financier chez Morgan Stanley.

Autre axe de développement, les exportations. Karel Vuursteen espère accroître ses ventes hors du vieux continent. « Le chiffre d'affaires en Asie-Pacifique a augmenté de 16 % ces six derniers mois. Ceci dit, cela ne suffit pas à compenser la baisse en Europe », précise-t-il. Le brasseur se heurte encore une

vaste terre inconnue : l'ex-URSS, qui a fait l'objet d'une étude de marché. Pour l'instant, son PDG ne se sent pas une âme de conquérant de l'impossible : « Le marché peut être intéressant, mais notre installation dépend d'autres facteurs, comme la stabilité politique. Nous sommes prudents. N'attendez pas d'annonce prochaine à ce sujet ».

« MARQUE MONDIALE »
Pas question non plus de partager les risques avec un autre brasseur occidental : « Nous considérons toute l'Europe comme notre marché domestique. Je ne vois pas ce qu'un partenaire autre que local pourrait nous apporter que nous n'avons pas. Le partage des risques ? Cela veut dire, si tout va bien, le partage des bénéfices ».

Karel Vuursteen confirme sa stratégie de conquête mondiale du marché : « Heineken a une vision : la bière peut voyager, sans considération d'identification à un marché local. Nous sommes l'exemple d'une marque mondiale ».

Alain Franco

Le BRGM est menacé de perdre l'or du Pérou

L'établissement public français risque d'être privé par les tribunaux de sa participation dans la plus belle mine d'Amérique latine

LIMA
de notre correspondant
Le bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) est menacé de se voir privé de sa participation dans un des plus beaux actifs miniers : la mine d'or de Yanacocha, au Pérou, la plus riche de l'Amérique latine. A la suite d'un jugement de la cinquième cour civile de Lima, notifié le 11 septembre, les associés du BRGM dans cette mine, la compagnie péruvienne Buenaventura et le groupe américain Newmont, ont obtenu le droit d'acquiescer sa participation de 24,7 %, au nom de l'exercice d'un droit de préemption prioritaire. « Très déçu » par le jugement, l'établissement public français, qui estime faire « l'objet d'une injustice expropriation », a l'intention de faire appel.

Le feuilleton judiciaire dure depuis décembre 1994. A l'époque, le BRGM, poussé par le ministre des finances, a décidé de clarifier ses structures. Dans le cadre de cette réorganisation, un appel d'offres international est lancé en vue de trouver un partenaire pour les actifs miniers du groupe. Au terme d'une rude sélection, le groupe minier australien Normandy Poseidon est choisi. Les deux partenaires signent un accord qui aboutit à la création, en 1995, de la société La Source-Compagnie minière. Officiellement, le BRGM reste propriétaire de ses actifs miniers, et notamment de sa participation dans la mine péruvienne. Mais Newmont et Buenaventura considèrent qu'il y a eu transfert de propriété. Ils demandent l'application du protocole d'accord, signé entre les actionnaires de Yanacocha, qui prévoit un droit de rachat prioritaire, en cas de cession de l'un d'entre eux. Depuis un an et demi,

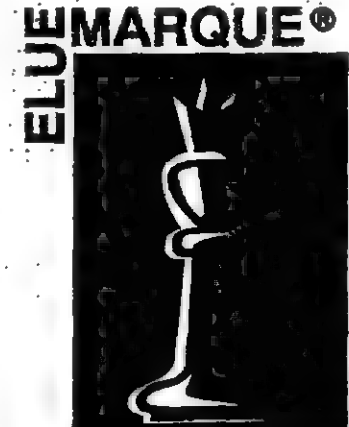
la querelle se passe devant les tribunaux. Les titres du BRGM ont été mis sous séquestre, et l'établissement public n'a plus aucune information sur la mine. D'ici là, cette bataille juridique assez compliquée se cache des intérêts économiques importants. Le gisement de Yanacocha, découvert par le BRGM, se révèle très prometteur. Les trois premiers sites en chantier de cette concession de 2 500 kilomètres carrés ont des réserves estimées à 120 tonnes d'or. En 1995, Yanacocha a produit 550 000 onces, rapportant un profit net d'environ 100 millions de dollars (500 millions de francs).

SOUB-ESTIMATION
Assurés désormais de la forte rentabilité de la mine, les actionnaires sont davantage tentés de renforcer leur position que de la diluer. L'arrivée de Normandy Poseidon aux côtés du BRGM leur a fourni le prétexte, d'autant que la compagnie minière australienne, quatrième producteur mondial d'or, les effraie. Alberto Benavides, de Buenaventura, patriarche et pionnier de la mine péruvienne et deuxième homme d'affaires le plus en vue du pays, ne cache pas son amertume : « Vingt-cinq ans d'une coopération franco-péruvienne féconde pour en arriver là... ».

Nicole Bornet

Chefs d'entreprise, vous choisissez vos marques, presélections par secteurs d'activités. Performance, innovation, fiabilité, exemplarité... autant de critères de valeur qui feront de votre marque l'une des marques élues.

En décembre prochain, les Français vont devoir couronner les marques qui, pour eux, auront le mieux empreint le 20^e siècle. A partir d'une étude encore jamais réalisée à ce jour, Sécodip soumettra à l'appréciation de 11 000 personnes représentatives de la population française les



Chefs d'entreprise, à l'aube du 21^e siècle, votre marque a rendez-vous avec l'histoire. Attention, vous avez jusqu'au 15 octobre 1996 pour inscrire votre marque. L'inscription est gratuite, demandez le dossier de candidature en appelant le (1) 44 30 04 04.

Avec le concours de :

Le Monde L'Expansion EUROPE 1 MA CONEWS JCDecaux

Comité d'Organisation de l'« Election des Marques du Siècle » 66, rue Escudier 92100 Boulogne. Tél. : (1) 44 30 04 04 Fax : (1) 46 04 03 08

Les deux tiers des logiciels utilisés par les PME françaises seraient piratés

LE 15 OCTOBRE, 10 000 PME recevront un questionnaire de la Business Software Alliance (BSA). Choieses au hasard, elles participeront à la première opération de grande envergure menée en France pour lutter contre le piratage de logiciels. La BSA, une organisation qui agit à l'échelle mondiale, regroupe, en France, seize éditeurs dont Microsoft, Lotus, Apple, Matra, Datavision et Adobe. D'après les résultats d'un sondage effectué par la Sofres, 51 % des logiciels utilisés par les entreprises en France sont piratés. Ce taux est en régression puisqu'il était estimé à 57 % en 1994 et 66 % en 1993. Mais il représentait encore, l'an dernier, un manque à gagner de 3,9 milliards de francs pour l'industrie du logiciel en France. Au niveau mondial, la perte atteint 15,2 milliards de dollars (76 milliards de francs) pour 1995.

La Sofres a interrogé plus de 2 000 salariés au sujet des logiciels qu'ils utilisent dans leur entreprise. En recoupant les réponses à ces questions, qui ne portaient pas directement sur le piratage, avec les statistiques de ventes de logiciels en France, la Sofres est parvenue à cette estimation de 51 %, à plus ou moins 2 % près, de programmes utilisés de façon illégale. L'étude a également révélé une forte disparité en fonction de la taille des entreprises. Les PME arrivent en tête avec un taux moyen de 64 % de copies piratées. Selon Philippe Maros, porte-parole de la BSA France, ce taux tomberait à 10 % dans les grands comptes et serait lié aux actions passées de l'organisation. D'où la décision de s'attaquer maintenant aux PME.

Un publicitaire va être adressé à 50 000 d'entre elles pour les informer sur la vague de contrôles et sur la législation concernant le piratage. A partir du 15 octobre, les dirigeants de 10 000 PME recevront, par lettre recommandée, un « formulaire de déclaration de logiciels ». Ils auront quinze jours pour le renvoyer au BSA. Le fichier ainsi constitué sera déclaré à la Commis-

sion nationale informatique et libertés (CNIL). Ceux qui s'abstiendront de répondre se retrouveront en tête de la liste des entreprises qui subiront un contrôle suivant la procédure de saisie-contrefaçon exécutée par un commissaire de police. Les rejoindront les sociétés dont les réponses laisseront planer un doute.

DOMMAGES ET INTERETS
« Nous ferons tout ce que nous le jugeons nécessaire », déclare M. Maros. M^{me} Béatrice Delmas, l'avocate de la BSA, indique que le délit d'utilisation illicite d'un logiciel peut être puni par deux ans de prison et 1 million de francs d'amende pour les personnes physiques et jusqu'à 5 millions de francs pour les personnes morales. Par ailleurs, les dommages et intérêts obtenus par la BSA atteignent souvent cinquante fois le prix de vente des logiciels piratés. Daniel Padoin, commissaire de police principal du Service d'enquêtes sur les fraudes aux technologies de l'information (SEFTI), note que le piratage est favorisé par la baisse du coût des enregistrements de CD-ROM, qui a été divisé par deux au cours des dernières années. Entre janvier et juillet 1996, la BSA a encaissé 1,5 million de francs de dommages et intérêts, intégralement réinvestis dans ses actions de lutte contre le piratage, selon M. Maros. Elle mène actuellement une centaine d'actions judiciaires par mois. Jusqu'à présent, ces dernières ont essentiellement été déclenchées à la suite de dénonciations. Pourtant, les délateurs ne sont pas rémunérés pour leurs informations, même lorsqu'elles rapportent des sommes substantielles. Ces dernières, au-delà du financement des actions de la BSA, viendront grossir les bénéfices des éditeurs de logiciels. Malgré le considérable manque à gagner actuel, M. Maros reconnaît qu'il « ne connaît pas d'éditeurs qui ont fait faillite ».

Michel Alberganti

PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE 15 - LUNDI 16 SEPTEMBRE 1996

RETRAITE La création de fonds de pension va bouleverser la donne en matière d'offre de produits d'épargne à long terme pour les particuliers. L'assurance-vie, le place-

ment préféré des Français, qui y ont consacré l'an dernier 60 % de leur épargne financière, va être directement touchée. **LES PROFESSIONNELS** se veulent rassurants et consi-

dèrent que l'assurance-vie est un produit très différent des fonds de pension. L'assurance-vie joue pourtant depuis des années un rôle de substitut à une épargne-retraite par

capitalisation. **POUR ENCOURAGER** la souscription des nouveaux fonds de pension, des arbitrages seront forcément nécessaires entre les différents types de placements, et

l'assurance-vie ne devrait pas en souffrir indûment. **LE GOUVERNEMENT** a voulu éviter des transferts massifs en limitant la suppression des avantages fiscaux de l'assurance-vie.

Le succès de l'assurance-vie risque d'être menacé par les fonds de pension

Bien que plébiscitée par la plupart des assureurs, la création prochaine de fonds de pension en France pourrait affecter le marché de l'assurance-vie. Ce produit, qui est le placement fétiche des Français, a longtemps servi de substitut à l'épargne-retraite par capitalisation

APRÈS plusieurs mois de vacillation et de débats houleux, l'arrivée des fonds de pension fermement programmée pour l'année prochaine pose d'emblée une question, celle de la concurrence avec l'assurance-vie. En empiétant directement sur le terrain de l'épargne-retraite par capitalisation, jusqu'alors quasi-monopole de l'assurance-vie, la création de cette nouvelle forme de retraite complémentaire ne risque-t-elle pas de faire de l'ombre au placement préféré des Français ?

La plupart des professionnels se

chose. De l'autre, la souscription d'un fonds de pension résultera d'une décision prise sur le lieu de travail, dans le but exclusif de se constituer un complément de retraite en dehors des systèmes classiques de répartition.

La fonction première des fonds de pension sera de pallier l'insuffisance à venir des régimes de retraite par répartition, en mettant en œuvre un système complémentaire d'épargne par capitalisation (les fonds collectés par le biais de l'entreprise sont ensuite investis sur les marchés financiers). Un sys-

Patrick Warin, membre du directoire de la CNP (Caisse nationale de prévoyance), leader national des assurances de personnes, à travers les réseaux de La Poste et de la Caisse d'épargne.

Certes, l'assurance-vie est souvent choisie pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la constitution d'un complément pour la retraite. Elle bénéficie d'atouts multiples (souplesse des conditions d'épargne, taux de rémunération élevés, exonération des droits de succession, etc.) qui expliquent son incroyable succès (2 400 milliards de francs d'engagements). Mais il s'agit tout de même aujourd'hui du principal moyen de construire une retraite complémentaire par capitalisation. L'assurance-vie est d'ailleurs reconnue comme telle par l'ensemble des épargnants et les assureurs ne se sont pas privés pendant des années d'en faire un argument publicitaire. Or, comme le fait remarquer Patrick Warin, « la capacité d'épargne financière des Français n'est pas infiniment élastique ». Elle l'est d'autant moins que, comme l'a montré un récent sondage mené pour le Cenecep (Centre national des caisses d'épargne), les épargnants jugent dans leur grande majorité qu'il y a déjà « trop de choix en matière de placements ».

Pour encourager la souscription de ces nouveaux fonds de pension, des arbitrages seront donc nécessaires. Et rien ne permet d'affirmer que l'assurance-vie sortira in-



demne de l'opération. Le gouvernement a bien cherché à rassurer en limitant les modifications fiscales de l'assurance-vie à la seule suppression de l'avantage à l'entrée dont bénéficient les souscripteurs payant moins de 7 000 francs d'impôts sur le revenu. Les menaces récemment agitées de durcir la fiscalité des avances sur contrat, ou encore d'allonger la durée de souscription de huit à dix ans, voire de soumettre l'exonération des droits de succession à un seuil maximal, semblent momentanément éloignés.

« Il semble difficile d'imaginer, souligne un professionnel, que le gouvernement prenne le risque de toucher au placement fétiche des Français (l'assurance-vie) à absorber plus de 60 % des nouveaux placements financiers des ménages en 1995, et ferme l'une des principales sources d'alimentation du marché obligataire (les deux tiers des sommes collectées par l'assurance-vie (plus de 2 000 milliards de francs) sont placées en obligations). »

D'ailleurs, dans leur ensemble, les assureurs affichent une confiance sereine. Le projet des fonds de pension, soutenu depuis plusieurs années par la FFSA (Fédération française des sociétés d'assurances) et son président, Denis Kessler, représente pour la profession un véritable appel d'air, dans un domaine de prédilection, celui de la gestion des rentes viagères. Du moins pour les compagnies traditionnelles.

« C'est simple, affirme Gérard Athias, président de l'AFER (Association française d'épargne et de retraite), réputée pour son contrat à versements libres. D'un côté, il y a les vieilles sociétés d'assurances,

qui n'ont pas forcément su prendre le virage de l'assurance-vie moderne et, de l'autre, il y a des associations comme la nôtre qui sont loin d'approuver la réforme. » Naturellement, les premières se frottent les mains à l'idée de la mise en place des fonds de pension, qui constitue pour elles un système bien connu où elles vont pouvoir déployer de nouvelles forces. En revanche, et contrairement à la plupart de ses homo-

adhérents depuis vingt ans, on compte à peine 1 100 rentiers. Mais surtout il convient, lui, que cette réforme représente une menace latente pour l'assurance-vie. « Pour faire passer ce projet et le rendre attrayant, il va bien falloir écorner d'une façon ou d'une autre l'assurance-vie », affirme M. Athias. « Et je vois déjà certains gros adhérents qui s'inquiètent et envisagent de sortir de leur contrat. »

Cette vision pessimiste n'est guère partagée. Au Gaipare par exemple, autre association d'épargne retraite, on préfère jouer la carte de la confiance en se préparant à « une diversification de l'offre et à une relance du marché de l'assurance-vie ». « La mise en place des fonds de pension servira de révélateur pour les Français quant à la préparation de leur retraite, et cela risque de profiter en premier lieu à l'assurance-vie », souligne Marc Douville, directeur général du Gaipare.

Principaux distributeurs de produits d'assurance-vie par le biais de filiales spécialisées, les banques, qui drainent chaque année plus de 60 % de la collecte de nouveaux contrats, optent plutôt pour la prudence. Et le silence. « Dans la mesure où l'on ne connaît pas encore le projet définitif des fonds de pension, ni les modalités d'application auxquelles il sera soumis, nous

Un projet à peine ébauché

En chantier depuis le début des années 90, le projet des fonds de pension devrait enfin sortir de son limbo. Mais rien ne permet de dire à l'heure actuelle quelle sera sa forme définitive. Quel régime des modalités de versements et de la durée des futurs plans d'épargne-retraite, de leur fiscalité, ou encore de la sortie au moment de la retraite (rentes viagères et capital), tout reste encore à être précisé. Le premier avant-projet, présenté début septembre, et qui plaidait pour une sortie exclusive en rentes viagères, risque de subir sensiblement des modifications et s'ajoutera à l'étude de concertation qui s'achèvera début octobre.

Et il ne s'agit là que d'une première étape avant celle, décisive, du passage devant le Parlement. Reste à savoir si, à l'issue de ce parcours du combattant, le projet de fonds de pension trouvera encore grâce aux yeux des épargnants. Le peu de succès rencontré par les systèmes déjà existants (voir Madelin pour les travailleurs indépendants, Préfon ou CREF pour les fonctionnaires) permet de penser que le marché de l'assurance-vie (359 milliards de francs de collecte de primes pour la seule année 1995) a encore une certaine marge devant lui.

logues, Gérard Athias reste sceptique. A ses yeux, le projet des fonds d'épargne-retraite n'apporte rien par rapport au système existant de l'assurance-vie, si ce n'est des contraintes supplémentaires. « Et encore, reconnaît-il, le gouvernement est en train de revenir sur l'obligation de sortie en rente viagère telle qu'elle apparaissait dans le premier avant-projet. Maintenir cette condition serait absurde. A l'AFER par exemple, sur 500 000

ne pouvons rien dire », estime-t-on chez Predica, la filiale assurance-vie du Crédit agricole. Certains tentent de se rassurer. « Il y aura forcément des déplacements d'argent, reconnaît-on au Crédit mutuel, mais il est impossible de prévoir si l'assurance-vie sera la seule concernée. En fait, rien n'est plus difficile que de prévoir les mouvements d'épargne de la clientèle. »

Laurence Delain

Récupérer son épargne sans pénalité avant le 30 septembre

Mieux vaut le savoir, certaines mesures de déblocage anticipé de l'épargne prendront fin le 30 septembre. Elles permettront aux épargnants de retirer les sommes investies sur certains placements sans subir de pénalités fiscales. Voici les principales opportunités :

● Plan d'épargne-logement (PEL) : possibilité d'effectuer un retrait anticipé sans perte des avantages liés au PEL (prime d'Etat, droits à prêt). Le PEL doit avoir été ouvert depuis au moins deux ans et six mois à la date du retrait.

● Plan d'épargne populaire (PEP) : possibilité pour les personnes imposables à l'impôt sur le revenu de retirer tout ou partie des sommes déposées sur un PEP sans subir de pénalité fiscale. Pour pouvoir bénéficier de cette disposition, le plan devra avoir été ouvert avant le 20 décembre 1995.

● Scler monétaires de capitalisation : possibilité de bénéficier de l'exonération des plus-values quand le montant global de cession de ces titres ne dépasse pas 100 000 francs.

Conditions à respecter : les sommes récupérées doivent servir à financer la réalisation de certains travaux d'entretien ou d'amélioration dans la résidence principale ou secondaire de l'investisseur. Et le réinvestissement du produit de la cession doit être effectué au plus tard le 31 octobre 1996. L'exonération des plus-values s'applique aussi lorsque les sommes récupérées servent à acquérir des meubles, de la literie et aussi du matériel électroménager, des ordinateurs.

Autre solution pour bénéficier de cette mesure : acheter une voiture neuve. Le produit de la cession devra alors être réinvesti sous un délai d'un mois. A noter que l'exonération peut se cumuler avec l'attribution de la prime à la qualité automobile versée par l'Etat - 3 000 francs ou 7 000 francs selon le modèle choisi -, un dispositif qui prendra également fin le 30 septembre.

● Epargne solidaire : possibilité de débiter par anticipation les fonds issus de la participation aux résultats de l'entreprise ou ceux versés sur un plan d'épargne-entreprise sous réserve d'un accord de l'entreprise. Les sommes qui peuvent être récupérées à titre exceptionnel sans pénalité fiscale sont celles qui auraient été normalement disponibles en 1997 et 1998.

Laurent Edelmann

JEAN-MARIE FOURNIER PRODUCTIONS
CAVEAU

45, rue la Boétie - 75008 Paris

• 17 septembre 1996 •
de 12 h 30 à 13 h 30

**Débat
du
Monde**

Présenté par :

Jean-Marie COLOMBANI

Invités :

**Nicolas SARKOZY
Michel-Edouard LECLERC**

Animé par :

Erik IZRAELEWICZ

« LA RENTRÉE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE »

Prix des Places : 75 F

Renseignements - Tél. 49 53 05 07

Prochains débats : 8 et 22 octobre 1996

Les petits épargnants ne disposent pas des moyens pour gérer en direct un portefeuille d'actions

La gestion collective permet de limiter les erreurs

Attirés à la Bourse à la fin des années 80 par des privatisations mirifiques et un second marché qui s'apparentait alors à un casino, les

épargnants français ont souvent fait l'erreur de conserver de petits portefeuilles et de répugner à les confier à des gérants profes-

sionnels via les sicav et autres fonds communs. En 1995, la moitié des actionnaires individuels détenaient un portefeuille infé-

rieur à 100 000 francs, ce qui ne permet pas d'amortir les frais de courtage et de garde et d'avoir une gestion active.

LES MÉNAGES français se sont brûlés les doigts à la Bourse de Paris, qui piétine depuis le début des années 90. Peut-être seront-ils plus heureux en retrouvant les actions, via les fonds de pension, gérés par des professionnels. Car une partie de la déception des Français tient sans doute au fait qu'ils ont acheté en direct des actions, alors qu'ils n'en avaient ni les moyens financiers, ni la formation, ni les informations suffisantes pour les gérer seuls.

La plupart des Français investissent en effet en achetant directement des actions et renâclent à acquiescer des sicav investies en actions et gérées par des professionnels. D'après une enquête de la Sofres, la France comptait en 1995 5,3 millions de propriétaires d'actions en direct (contre 1,7 million en 1982) et seulement 2 millions de détenteurs de sicav actions. Selon le bulletin de la Banque de France d'août 1996, 21,5 % du portefeuille des ménages étaient constitués d'actions détenues en direct, et seulement 8,5 % de sicav actions - les 70 % étant constitués des produits monétaires ou obligataires.

Cette forte présence d'actionnaires individuels est due au programme de privatisations engagé en 1986, transformé en grande messe populaire. De nombreux Français ont constitué des portefeuilles de très petite taille. Exemple célèbre, la privatisation de Perdis en 1987, à laquelle 3,8 millions de particuliers ont souscrit pour se voir attribuer 400 actions de la société. De ce fait, les Français ont des portefeuilles trop petits pour pouvoir être gérés de manière efficace. En 1995, la moitié des actionnaires individuels détenaient un portefeuille inférieur à

100 000 francs, et seulement 5 % d'entre eux avaient réalisé plus d'une opération par mois, signe d'une gestion active. Pour pouvoir gérer correctement un portefeuille boursier, les règles de diversification imposent de détenir au moins une dizaine de lignes pour un montant de 200 000 francs environ, qui permette d'amortir les frais de courtage et de garde et d'avoir une gestion active de ses actions.

SEUL CRITIQUE

Tant que la Bourse montait, les ménages n'ont pas pris conscience de la nécessité de ce seul critique, d'autant que l'investissement en sociétés privatisées était largement subventionné. Le prix de vente des privatisées était attractif - certains dénonçaient alors le bradage du patrimoine national - et les investisseurs étaient censés de droits de souscription. Le cours de Bourse montait à coup sûr, les plus pressés pouvaient vendre leurs titres immédiatement et encaisser leur plus-value avant même d'avoir payé leur titre. Les autres ne payaient pas de droit de garde la première année et héritaient d'une action gratuite au bout de dix-huit mois. En 1995, 2,8 millions d'actionnaires ne possédaient que des privatisées.

Le vent a tourné avec les privatisations de 1993. Ces sociétés ont été vendues cher à une époque où le marché était relativement haut. Et les privatisées étaient des groupes de moins en moins brillants. À force de faire des coups de Bourse sans étudier les qualités intrinsèques des privatisées, les Français ont fait de mauvaises affaires avec Rhône-Poulenc, Elf, Renault, UFAP ou Usinor. Les débâcles d'Euromoney et d'Euro Disney, qui ont attiré respective-

ment 740 000 et 200 000 actionnaires individuels, ont achevé de dégoûter les investisseurs. Pen habitués à se couper le bras pour limiter leur perte, ces actionnaires ont conservé leurs titres, sur lesquels ils paient désormais des droits de garde élevés. Selon l'Institut national de la consommation, leur montant représente aujourd'hui 1,6 % du portefeuille chaque année, contre 0,7 % il y a dix ans, la hausse étant particulièrement forte pour les petits portefeuilles.

Il est toujours possible à un investisseur d'acheter en direct des valeurs de « bon père de famille », type L'Oréal, Air liquide ou Pernod-Ricard. Mais les professionnels conseillent la gestion collective, qui limite les risques - si les frais de ges-

tion des fonds ne sont pas excessifs. Le gérant, même s'il a de grandes difficultés à battre l'indice, est informé en temps réel sur les marchés. Il investit en gardant la tête froide au lieu d'être séduit affectivement par des projets très risqués, comme ce fut le cas d'Euromoney et d'Euromoney.

La France n'a pas une structure d'actionariat très différente de celle de la Grande-Bretagne, qui a elle aussi réalisé un vaste programme de privatisation. Selon la London Business School, 9,5 millions de Britanniques détiennent en direct des actions (contre 3 millions en 1980) et 6 millions détiennent l'équivalent des sicav actions. 80 % des investisseurs (8 millions) ont un portefeuille d'une valeur inférieure à

5 000 livres. 92 % d'entre eux détiennent moins de 10 actions différentes. Mais les particuliers anglais ont soigneusement évité d'investir dans Euromoney et la bonne tenue des privatisées britanniques - à l'exception de British Gas - a évité une déception semblable à celle connue en France.

Les États-Unis ne sont pas non plus très différents : on y compte plus de 30 millions d'actionnaires en direct ou via des sicav - sans compter les plans de retraite. 60 % d'entre eux ont un portefeuille inférieur à 25 000 dollars, et 42 % ne détiennent qu'une seule action, tandis que 5,3 millions sont exclusivement actionnaires via les sicav.

Arnaud Leparmentier

■ **SICAV** : l'encours des sicav françaises, toutes catégories confondues, a progressé de 0,97 % en août par rapport au mois précédent, à 1 658,083 milliards de francs, selon les statistiques mensuelles diffusées par Fiminfo. Par rapport à la fin de 1995, l'encours total a progressé de 6,68 %. L'encours des sicav monétaires, qui représentent la grosse majorité des sicav, a progressé de 1,26 % sur un mois à 947,385 milliards de francs.

■ **BOURSE** : pour les petits épargnants, les frais de Bourse et de courtage ont augmenté de 56 % en dix ans et les droits de garde des actions de 145 %, selon une enquête réalisée par l'Institut national de la consommation (INC). Pour une transaction de 5 000 francs, les frais de Bourse et courtage ont augmenté de 1986 à 1996 de 56 %, soit deux fois l'inflation.

■ **CRÉDITS** : les financements accordés par les établissements de crédits spécialisés ont augmenté de 10,6 % au premier semestre 1996 pour atteindre 141 milliards de francs, a indiqué jeudi 12 septembre l'Association française des sociétés financières (ASF). Les crédits immobiliers se sont accrus de 5,2 % à 32,6 milliards.

Les quatre-pièces ont la cote

Les statistiques que la Chambre syndicale des notaires de Paris publiera à la mi-octobre devraient confirmer une hausse sensible (environ 18 %) du nombre de transactions immobilières enregistrées à Paris durant le deuxième trimestre 1996. Faut-il pour autant en conclure que l'animation du marché est allée de pair avec une petite hausse des prix ? Il est trop tôt pour le dire, mais une chose est en tout cas certaine : tous les types de biens immobiliers ne résistent pas à la crise immobilière de la même façon.

À Paris, ce sont généralement les studios anciens qui offrent le moins de perspectives de plus-values à leurs propriétaires. Ainsi, entre le troisième trimestre 1995 et le troisième trimestre 1996, le prix de ces petites

unités d'habitation a encore perdu 17 % pour les immeubles édifiés entre 1914 et 1947, contre 16,3 % pour ceux construits de 1850 à 1913. À l'avenir, le marché étant saturé, aucune embellie n'est prévisible. Bilan plus contrasté pour les deux-pièces, catégorie de logements qui change le plus fréquemment de propriétaires. Les prix se sont, certes, élevés de 7 % durant la même période, mais le marché réserve parfois quelques surprises. En témoigne la surprenante hausse de prix (+35 % !) qui a favorisé les logements situés dans les immeubles construits entre 1914 et 1947. Rien ne prouve toutefois que cette évolution se poursuive, car ce type de constructions, assez fréquent dans les grandes agglomérations, paraît maintenant proche de son prix de marché.

Quant aux trois-pièces, nombreux mais sur lesquels se rabattent les accédants qui ne peuvent acheter plus grand, ils ont perdu, en moyenne, 5,6 %, avec une chute des prix qui

a pu dépasser 18 % pour ceux situés dans les « beaux quartiers » et donc longtemps surcotés.

Sur le long terme, à Paris, ce sont indéniablement les quatre-pièces anciens à usage d'habitation qui offrent le meilleur potentiel de gain. Certains accidents de parcours sont bien entendu notables, comme la baisse de 11,1 % qui a frappé les immeubles sortis du sol entre 1850 et 1913. Mais ce type de surface, dont les prix n'ont abandonné, en moyenne, que 2,5 % entre juillet 1995 et juillet 1996, continuera à attirer les acheteurs. Deux raisons à cela : le parc immobilier parisien est structurellement déficitaire en logements de ce type alors que leurs prix, de l'ordre de 1,8 million de francs, les rendent accessibles à des couples de cadres supérieurs dotés d'un bon apport initial.

Arnaud de Frémerville

CPR

GRUPE BANCAIRE
DE GESTION
ET D'INTERMEDIATION

RÉSULTATS DU 1^{er} SEMESTRE 1996

	1 ^{er} semestre 96	Croissance annuelle (chiffres 95 divisés par 2)
Produit net Bancaire	1 107,6 MF	+19,5 %
Résultat brut d'exploitation	571,3 MF	+32,8 %
Résultat net	183,0 MF	+29,5 %
Résultat net sur capitaux propres	12,57 %	+17,5 %



* Résultat net consolidé avant amortissement des écarts d'acquisition : 207,8 millions de francs.

INFORMATION AUX ACTIONNAIRES

RÉSULTAT NET EN CROISSANCE DE 29,5 %

Tirant profit d'un contexte favorable, CPR a significativement augmenté le volume d'activité de ses trois métiers. Le PNB de 1 107,6 millions de francs est en augmentation de 19,5 % en base annuelle.

Le résultat net, part du groupe, atteint 183 millions de francs. De plus, les fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) ont été portés de 80 à 100 millions de francs. En croissance sensible, la rentabilité des capitaux propres atteint 12,57 %.

Les fonds propres et titres assimilés augmentent à nouveau et s'élèvent à 4 387 millions de francs. Ils répondent largement au minimum requis par le nouveau ratio d'adéquation des fonds propres.

→ Gestion pour compte propre

La gestion pour compte propre a, une nouvelle fois, largement contribué au résultat du groupe. CPR a poursuivi ses activités de transformation à moins de deux ans et d'arbitrages interdevises et sur la courbe des taux.

Le résultat des activités à l'étranger continue à progresser.

→ Intermédiation

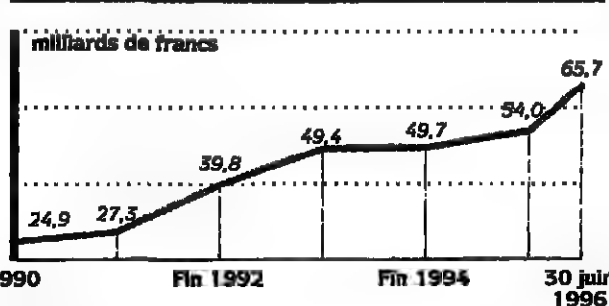
En dépit d'éléments exceptionnels négatifs, le résultat des activités d'intermédiation progresse notamment pour les produits de taux.

Sur le marché du courtage interbancaire, le rapprochement d'HPC et d'Anjou Courtage a permis d'accroître les parts de marché.

→ Gestion pour compte de tiers

Le résultat des activités de gestion pour compte de clients privés et institutionnels a connu une hausse importante.

La croissance de plus de 11 milliards des encours gérés illustre la capacité de CPR Gestion à répondre aux exigences croissantes des clients et aux standards français et étrangers les plus élevés.



Perspectives

CPR continue aujourd'hui à accroître son professionnalisme pour faire de l'Europe son marché naturel de demain.

Fidèle à sa stratégie de diversification, CPR poursuit ses efforts pour développer ses compétences sur les marchés d'actions.

CPR va intensifier la mise en œuvre des synergies entre les différentes équipes du groupe de façon à poursuivre son développement et à accroître la rentabilité de ses activités orientées vers la clientèle.

CPR, 30 RUE SAINT GEORGES, 75312 PARIS CEDEX 09. TEL. (1) 45 96 24 38 FAX. (1) 45 96 23 03
Internet: www.cpr.fr

Rumeurs et démentis

REVUE DES ACTIONS

AGROALIMENTAIRE	13-09-96	DIF.
Bouygues	225,4	+0,2
Danone	720	+0,2
Edisat	258	+0,2
Promagris	4501	+0,2
LYMHI Most Valtion	1148	+0,2
Permot-Ricard	291,80	+0,2
Remy Cointreau	130,80	+0,2
Saint-Louis	1219	+0,2

ASSURANCES	13-09-96	DIF.
ACF-Ass.Gen.France	135	+0,2
Assa	288,10	+0,2
GAN	110,80	+0,2
SCOR	204,70	+0,2
UAP	104	+0,2
Union Assur.Fdal	625	+0,2

BATIMENT ET MATERIAUX	13-09-96	DIF.
Bouygues	494,40	+0,2
Ciments Fr.Priv.B	183,50	+0,2
Cole	793	+0,2
Eiffage	401	+0,2
Eurochem	8,85	+0,2
CTM-Entrepose	300	+0,2
Imat	726	+0,2
Jean Lefebvre	202,50	+0,2
Lafarge	480	+0,2
Saint-Gobain	654	+0,2
SGE	94,70	+0,2

CHIMIE	13-09-96	DIF.
Air Liquide	909	+0,2
Geacques (B)	435	+0,2
Michelin	254,20	+0,2
Plastic-Omn.(A)	135,70	+0,2
Rhone-Poulenc	123	+0,2
Santof	423	+0,2
Synthelabo	443	+0,2

LES PERFORMANCES DES SICAV ACTIONS

(Les premières et les dernières de chaque catégorie) le 6 septembre

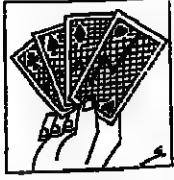
LIBELLÉ Organisme Rang 1995 Rang 96 Valeur liquid.

ACTIONS FRANCE

Performance moyenne sur 1 an : 10,10 %, sur 5 ans : 33,12 %

PARIBAS FRANCE EMERGENCE (C)	1	2	1995,50
PARIBAS FRANCE EMERGENCE (D)	2	3	1990,75
INVESTCO ACTIONS FRANÇAISES	3	4	175,56
UNI-HOCH (C)	4	5	300,94
UNI-HOCH (D)	5	6	297,97
INDOSUEZ CROISSANCE FRANCE	6	7	658,47
ACF INVEST	7	8	171,13
FRANCE GAN	8	9	13991,34
HAUSMANN FRANCE (C)	9	10	1425,39
HAUSMANN FRANCE (D)	10	11	1370,81
STOLE SA	11	12	3799,60
ACTIONS AGRO-ALIMENTAIRE (C)	12	13	1487,11
ACTIONS AGRO-ALIMENTAIRE (D)	13	14	1395,29
ORFALMO	14	15	1873,35
ORFALMO	15	16	920,16
ALF	16	17	1614,39
SGE	17	18	126,89
FRANCE FUTUR	18	19	389,14
MERCIER ACTIONS FRANCE	19	20	1333,70
PARIBAS	20	21	857,31
PARIBAS	21	22	228,86
PARIBAS	22	23	120,83
PARIBAS	23	24	122,75
PARIBAS	24	25	1095,46
PARIBAS	25	26	1252,09
PARIBAS	26	27	695,33
PARIBAS	27	28	1010,69
PARIBAS	28	29	1251,14
PARIBAS	29	30	974,31
PARIBAS	30	31	548,37
PARIBAS	31	32	1041,74
PARIBAS	32	33	1095,46
PARIBAS	33	34	1338,69
PARIBAS	34	35	17647,31
PARIBAS	35	36	11343,27
PARIBAS	36	37	367,48
PARIBAS	37	38	171,68
PARIBAS	38	39	1080
PARIBAS	39	40	1101,29

UNE FOIS ENCORE, les résultats des entreprises et les rumeurs ont donné un sérieux coup de pouce au marché. Pour la deuxième semaine consécutive, la Bourse de Paris termine sur un score largement positif, se maintenant au-dessus du niveau des 2 000 points.



En cinq séances, l'indice CAC 40 a engrangé 75,62 points, soit 3,77 %, pour s'établir à 2 080,37 points. Depuis le début de l'année, le gain est de 11,1 %.

L'entreprise dont le titre a mobilisé l'attention des boursiers en début de semaine n'a pourtant pas annoncé ses résultats semestriels et n'a pas fait l'objet de rumeur particulière. Mais il était normal qu'après l'annonce, vendredi 6 septembre, de sa fusion avec le groupe sud-africain Netfold Canal Plus se retrouve sous les feux de la rampe.

Le titre Canal Plus a ouvert en baisse lundi matin à la Bourse de Paris. Suspension jusqu'à la fin de la semaine de 1 169 francs, l'action perdait dès les premières transactions 3,3 %, avant de se reprendre pour finalement afficher, en clôture, un gain de 0,43 %.

Les opérateurs notent que la fusion diluait fortement les résultats, mais soulignent que le dividende devait être maintenu. Stéphanie Lefebvre, de la société de Bourse Leven, recommande le titre à l'achat, insistant sur la

complémentarité géographique des deux groupes, mais surtout sur le fait que cette fusion va permettre à la chaîne cryptée de se relancer dans la bataille du numérique qui anime le marché européen. En dépit de ces bonnes perspectives, le titre termine la semaine sur un recul de 5,64 %, à 1 103 francs.

ENQUÊTE SUR CERUS
Au chapitre des rumeurs et spéculations, Cerus et Valeo ont tenu la corde cette semaine. Cerus, holding française de Carlo De Benedetti, qui avait déjà bondi de 27,9 %, huit jours auparavant, a continué sur sa lancée, entraînant l'équipementier automobile Valeo, son principal actif, dans son sillage.

A l'origine de cette nouvelle fièvre spéculative, des articles de presse faisant état du rachat de Cerus par la CGIP holding familiale des Wendel. Mais celle-ci a démenti mardi « les intentions qu'on lui prête », ce qui a rapidement fait retomber les cours des deux valeurs, avant que l'hypothèse d'une simple cession par Cerus de sa participation de 28 % dans Valeo refasse surface.

Les dirigeants de la CGIP ont toutefois confirmé qu'ils étaient intéressés par cette participation : selon *La Vie française*, ces négociations pourraient déboucher sur un rachat autour de 350 francs par action. Cerus a terminé la semaine à 123 francs en hausse de 10,4 %, Valeo a gagné

2 % à 280 francs et la CGIP a perdu 2,47 % à 1 180 francs. La Commission des opérations de Bourse a ouvert une enquête sur le marché des deux valeurs.

En milieu de semaine, une autre rumeur, concernant une éventuelle OPA lancée par AXA sur l'UAP, a nettement profité à l'assureur privé, qui a terminé sur un gain de 3,29 % à 103,50 francs, après un plus haut en cours de séance, à 106,70 francs.

La rumeur a été démentie, mais un opérateur relevait que ce type de rumeur était fréquent compte tenu de la faiblesse du cours de l'action depuis sa privatisation : celle-ci avait alors été proposée au prix de 152 francs. Vendredi en clôture, elle cotait 104 francs, en recul de 31,6 % sur son cours d'OPV.

Côté résultats, Renault a annoncé un bénéfice net part du groupe de 158 millions de francs pour le premier semestre 1996, divisé par dix par rapport à la même période de 1995 (1,755 milliard de francs). Dans un entretien au *Monde* (Le Monde du 12 septembre), Louis Schweitzer, PDG du constructeur, a estimé la perte à venir pour l'ensemble de l'exercice 1996. Le titre, comme celui de l'UAP, affiche un recul de 30,24 % depuis son OPV.

FRANÇOIS BOSTNAVIRON

THOMSON-CSF	13-09-96	DIF.
Thomson-CSF	149,80	+0,2
Thomson-CSF	149,80	+0,2
Thomson-CSF	149,80	+0,2
Thomson-CSF	149,80	+0,2
Thomson-CSF	149,80	+0,2
Thomson-CSF	149,80	+0,2
Thomson-CSF	149,80	+0,2
Thomson-CSF	149,80	+0,2
Thomson-CSF	149,80	+0,2
Thomson-CSF	149,80	+0,2

AUTRES SICAV INTERNATIONALES

Performance moyenne sur 1 an : 7,96 %, sur 5 ans : 19,96 %

SELECTION SAITE	1	2	1995,50
SELECTION SAITE	2	3	1990,75
SELECTION SAITE	3	4	175,56
SELECTION SAITE	4	5	300,94
SELECTION SAITE	5	6	297,97
SELECTION SAITE	6	7	658,47
SELECTION SAITE	7	8	171,13
SELECTION SAITE	8	9	13991,34
SELECTION SAITE	9	10	1425,39
SELECTION SAITE	10	11	1370,81
SELECTION SAITE	11	12	3799,60
SELECTION SAITE	12	13	1487,11
SELECTION SAITE	13	14	1395,29
SELECTION SAITE	14	15	1873,35
SELECTION SAITE	15	16	920,16
SELECTION SAITE	16	17	1614,39
SELECTION SAITE	17	18	126,89
SELECTION SAITE	18	19	389,14
SELECTION SAITE	19	20	1333,70
SELECTION SAITE	20	21	857,31
SELECTION SAITE	21	22	228,86
SELECTION SAITE	22	23	120,83
SELECTION SAITE	23	24	122,75
SELECTION SAITE	24	25	1095,46
SELECTION SAITE	25	26	1252,09
SELECTION SAITE	26	27	695,33
SELECTION SAITE	27	28	1010,69
SELECTION SAITE	28	29	1251,14
SELECTION SAITE	29	30	974,31
SELECTION SAITE	30	31	548,37
SELECTION SAITE	31	32	1041,74
SELECTION SAITE	32	33	1095,46
SELECTION SAITE	33	34	1338,69
SELECTION SAITE	34	35	17647,31
SELECTION SAITE	35	36	11343,27
SELECTION SAITE	36	37	367,48
SELECTION SAITE	37	38	171,68
SELECTION SAITE	38	39	1080
SELECTION SAITE	39	40	1101,29

ACTIONS EUROPE

Performance moyenne sur 1 an : 11,25 %, sur 5 ans : 37,18 %

EURO PNE	1	2	1995,50
EURO PNE	2	3	1990,75
EURO PNE	3	4	175,56
EURO PNE	4	5	300,94
EURO PNE	5	6	297,97
EURO PNE	6	7	658,47
EURO PNE	7	8	171,13
EURO PNE	8	9	13991,34
EURO PNE	9	10	1425,39
EURO PNE	10	11	1370,81
EURO PNE	11	12	3799,60
EURO PNE	12	13	1487,11
EURO PNE	13	14	1395,29
EURO PNE	14	15	1873,35
EURO PNE	15	16	920,16
EURO PNE	16	17	1614,39
EURO PNE	17	18	126,89
EURO PNE	18	19	389,14
EURO PNE	19	20	1333,70
EURO PNE	20	21	857,31
EURO PNE	21	22	228,86
EURO PNE	22	23	120,83
EURO PNE	23	24	122,75
EURO PNE	24	25	1095,46
EURO PNE	25	26	1252,09
EURO PNE	26	27	695,33
EURO PNE	27	28	1010,69
EURO PNE	28	29	1251,14
EURO PNE	29	30	974,31
EURO PNE	30	31	548,37
EURO PNE	31	32	1041,74
EURO PNE	32	33	1095,46
EURO PNE	33	34	1338,69
EURO PNE	34	35	17647,31
EURO PNE	35	36	11343,27
EURO PNE	36	37	367,48
EURO PNE	37	38	171,68
EURO PNE	38	39	1080
EURO PNE	39	40	1101,29

ACTIONS AMERIQUE

Performance moyenne sur 1 an : 10,26 %, sur 5 ans : 33,26 %

USA INDEX GESTION	1	2	1995,50
USA INDEX GESTION	2	3	1990,75
USA INDEX GESTION	3	4	175,56
USA INDEX GESTION	4	5	300,94
USA INDEX GESTION	5	6	297,97
USA INDEX GESTION	6	7	658,47
USA INDEX GESTION	7	8	171,13
USA INDEX GESTION	8	9	13991,34
USA INDEX GESTION	9	10	1425,39
USA INDEX GESTION	10	11	1370,81
USA INDEX GESTION	11	12	3799,60
USA INDEX GESTION	12	13	1487,11
USA INDEX GESTION	13	14	1395,29
USA INDEX GESTION	14	15	1873,35
USA INDEX GESTION	15	16	920,16
USA INDEX GESTION	16	17	1614,39
USA INDEX GESTION	17	18	126,89
USA INDEX GESTION	18	19	389,14
USA INDEX GESTION	19	20	1333,70
USA INDEX GESTION	20	21	857,31
USA INDEX GESTION	21	22	228,86
USA INDEX GESTION	22	23	120,83
USA INDEX GESTION	23	24	122,75
USA INDEX GESTION	24	25	1095,46
USA INDEX GESTION	25	26	1252,09
USA INDEX GESTION	26	27	695,33
USA INDEX GESTION	27	28	1010,69
USA INDEX GESTION	28	29	1251,14
USA INDEX GESTION	29	30	974,31
USA INDEX GESTION	30	31	548,37
USA INDEX GESTION	31	32	1041,74
USA INDEX GESTION	32	33	1095,46
USA INDEX GESTION	33	34	1338,69
USA INDEX GESTION	34	35	17647,31
USA INDEX GESTION	35	36	11343,27
USA INDEX GESTION	36	37	367,48
USA INDEX GESTION	37	38	171,68
USA INDEX GESTION	38	39	1080
USA INDEX GESTION	39	40	1101,29

ACTIONS ASIE-PACIFIQUE

Performance moyenne sur 1 an : -1,14 %, sur 5 ans : 14,99 %

ETIOLIS PACIFIQUE	1	2	1995,50
ETIOLIS PACIFIQUE	2	3	1990,75
ETIOLIS PACIFIQUE	3	4	175,56
ETIOLIS PACIFIQUE	4	5	300,94
ETIOLIS PACIFIQUE	5	6	297,97
ETIOLIS PACIFIQUE	6	7	658,47
ETIOLIS PACIFIQUE	7	8	171,13
ETIOLIS PACIFIQUE	8	9	13991,34
ETIOLIS PACIFIQUE	9	10	1425,39
ETIOLIS PACIFIQUE	10	11	1370,81
ETIOLIS PACIFIQUE	11	12	3799,60
ETIOLIS PACIFIQUE	12	13	1487,11
ETIOLIS PACIFIQUE	13	14	1395,29
ETIOLIS PACIFIQUE	14	15	1873,35
ETIOLIS PACIFIQUE	15	16	920,16
ETIOLIS PACIFIQUE	16	17	1614,39
ETIOLIS PACIFIQUE	17	18	126,89
ETIOLIS PACIFIQUE	18	19	389,14
ETIOLIS PACIFIQUE	19	20	1333,70
ETIOLIS PACIFIQUE	20	21	857,31
ETIOLIS PACIFIQUE	21	22	228,86
ETIOLIS PACIFIQUE	22	23	120,83
ETIOLIS PACIFIQUE	23	24	122,75
ETIOLIS PACIFIQUE	24	25	1095,46
ETIOLIS PACIFIQUE	25	26	1252,09
ETIOLIS PACIFIQUE	26	27	695,33
ETIOLIS PACIFIQUE	27	28	1010,69
ETIOLIS PACIFIQUE	28	29	1251,14
ETIOLIS PACIFIQUE	29	30	974,31
ETIOLIS PACIFIQUE	30	31	548,37
ETIOLIS PACIFIQUE	31	32	1041,74
ETIOLIS PACIFIQUE	32	33	1095,46
ETIOLIS PACIFIQUE	33	34	1338,69
ETIOLIS PACIFIQUE	34	35	17647,31
ETIOLIS PACIFIQUE	35	36	11343,27
ETIOLIS PACIFIQUE	36	37	367,48
ETIOLIS PACIFIQUE	37	38	171,68
ETIOLIS PACIFIQUE	38	39	1080
ETIOLIS PACIFIQUE	39	40	1101,29

Les statistiques américaines dopent les marchés obligataires

Les taux obligataires américains sont redescendus nettement sous le seuil des 7 %. Le Matif s'est inscrit à son plus haut niveau de l'année. Le franc est passé sous les 3,41 pour 1 mark

Le consensus sur une hausse imminente de ses taux par la Réserve fédérale (Fed) a fini par voler en éclats en fin de semaine, après la publication d'une série de statistiques indiquant que la croissance américaine ne se

traduit pas par des tensions inflationnistes. La hausse du dollar a marqué un arrêt. Le franc a continué à s'apprécier face au mark, pour passer jeudi 12 septembre au soir sous le seuil des 3,41 pour 1 mark. Vendredi, les

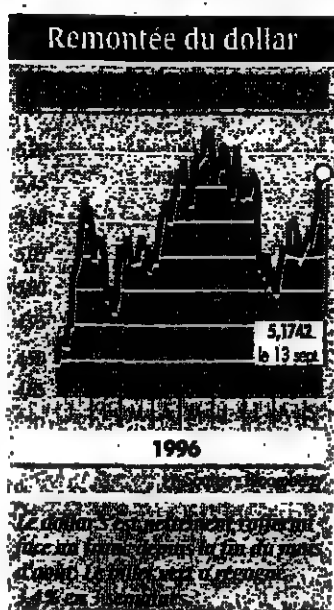
marchés obligataires étaient euphoriques. Le taux des bons du Trésor américain à 30 ans est passé sous les 7 %. Les opérateurs pronostiquent maintenant un statu quo sur les taux directeurs américains à l'is-

sue de la réunion, le 24 septembre, du comité de politique monétaire de la Fed. Vendredi, le Matif a atteint ses plus hauts niveaux de l'année. Les taux à 10 ans en France sont descendus à 6,25 %.

LA REPRISE du dollar entamée au début du mois s'est poursuivie pendant la majeure partie de la semaine, avant de voir son ampleur limitée par une petite correction vendredi 13 septembre. Le billet vert doit ses soubresauts à un changement d'appréciation des analystes sur l'économie américaine. Ils constatent, avec les dernières statistiques publiées, que la croissance reste soutenue, mais que les tensions inflationnistes semblent limitées. Après avoir longtemps fait l'analyse d'une croissance robuste et risqué de tensions inflationnistes, les économistes commencent à réaliser que leurs craintes étaient peut-être exagérées. Le fameux *soft landing*, atténué en douceur de l'économie américaine, reprend du service. Du coup, le consensus existant sur une hausse imminente et assez importante de ses taux par la Réserve fédérale (Fed), qui poussait la devise américaine, a fini par voler en éclats.

RALENTISSEMENT

Mais ce que le dollar a un peu perdu, le marché obligataire américain et Wall Street l'ont largement gagné. Le taux sur les émissions du Trésor à 30 ans, la principale valeur de référence, est retombé vendredi sous la barre des 7 %, à 6,96 % contre 7,12 % une semaine auparavant.



D'un vendredi à l'autre, la progression du billet vert reste appréciable : de 1,4990 mark, 109,40 yens et 5,09 francs à 1,5120 mark, 110,40 yens et 5,1580 francs. Le dollar a tiré un temps avec les 1,52 pour 1 deutschemark et près de 5,18 francs. La crainte de la surchauffe économique, à l'origine de cette envolée, avait pris corps après l'annonce, vendredi 7 septembre, d'un recul du taux de chô-

mage aux Etats-Unis à un niveau - le plus bas depuis mars 1989 - de 5,1 %.

Le scénario, envisagé un temps par les opérateurs, d'une hausse rapide de ses taux par la Réserve

soit, des ventes de détail aux Etats-Unis après une hausse de 0,1 % en juillet (chiffre non révisé) a renforcé les analystes (qui tablaient généralement sur un gain de 0,7 %) dans leur sentiment que l'activité

« Le franc n'est pas surévalué »

« Un débat trop véhément sur la politique monétaire française est immédiatement projeté à l'étranger et se paie en termes de taux d'intérêt », a estimé, mercredi 11 septembre, le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, devant la commission des finances de l'Assemblée nationale. Se défendant d'être « psychorigide », M. Trichet a justifié la position du comité de politique monétaire de la Banque de France par « la nécessité d'inspirer confiance au monde entier afin d'obtenir que les investisseurs consentent à l'économie française les taux les plus possibles », selon le compte rendu de l'audition de M. Trichet publié jeudi 12 septembre par l'Assemblée nationale. Jugant « totalement contradictoire de vouloir à la fois une monnaie faible et des taux d'intérêt bas », il a estimé que « le franc ne peut être considéré comme une devise surévaluée, compte tenu de l'importance de l'excédent commercial et de celui de la balance des transactions courantes ».

fédérale a semblé moins vraisemblable après l'annonce surprise, jeudi, d'une baisse de 0,1 % de l'indice des prix de gros américain au mois d'août. Ce chiffre a renforcé l'impact de l'annonce, la semaine précédente, de l'augmentation (+21 000) des demandes hebdomadaires d'allocations chômage à 338 000, plus haut niveau depuis la mi-juillet. Vendredi, l'annonce d'une hausse de 0,2 %, toujours en

économique se ralentit. Les opérateurs sont aujourd'hui beaucoup moins nombreux à pronostiquer une hausse (de l'ordre de 0,50 %, voire même de 0,25 %) de son taux au jour le jour (Fed Funds, aujourd'hui à 5,25 %) par la Réserve fédérale américaine à l'occasion de la réunion, le 24 septembre, de son comité de politique monétaire. Déjà mardi, le chef des conseillers économiques de la Mal-

son Blanche, Joseph Stiglitz, avait affirmé qu'il n'y avait aucun signe d'accélération de l'inflation.

« En année électorale, la Fed préfère ne pas modifier sa politique monétaire, et ces chiffres pourraient lui servir de justification », déclare Arthur Hogan, stratège boursier de la firme Dean Witter. Même si la Fed décide d'agir, ce sera sans doute au maximum d'un quart de point, ce qui n'est pas assez pour freiner sérieusement l'économie ou déstabiliser les marchés financiers, estimaient vendredi plusieurs analystes.

MÉNAGES « SAINS »

Pour ajouter à l'euphorie, l'un des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine, Lawrence Lindsey, a estimé jeudi que le niveau record d'endettement des ménages aux Etats-Unis ne constituait pas une menace pour l'expansion économique. Le budget des ménages américains est dans l'ensemble « sain », a affirmé M. Lindsey devant la commission bancaire de la Chambre des représentants. L'endettement des ménages atteint 83 % des revenus, selon la Fed, si l'on ajoute aux emprunts immobiliers la dette pour des crédits à la consommation.

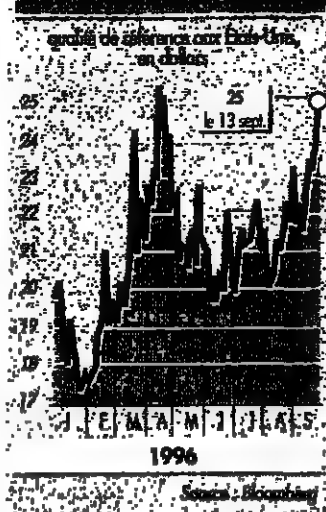
Le franc français a logiquement bénéficié cette semaine de la remontée du dollar et de l'affaiblissement en contrepartie du mark. Il a terminé vendredi sous les 3,41 marks, à 3,4090, contre 3,4150 sept jours plus tôt.

Le franc a également profité d'un ralentissement de l'inflation en France. « L'évolution des prix à la consommation en août permet à la France d'améliorer son différentiel d'inflation avec l'Allemagne », explique Christian Dargatzis, analyste à la Segespar (filiale du Crédit agricole). Les prix à la consommation en France ont baissé de 0,2 % à 0,3 % en août par rapport au mois de juillet, progressant sur un an de +1,6 % à +1,7 %, selon l'indice provisoire de l'Insee publié vendredi. Depuis le début de l'année, la hausse est comprise entre 1 % et 1,1 % tandis qu'en août 1995 elle était de 1,5 % par rapport à janvier 1995. L'annonce, vendredi matin, d'un excédent de 8,2 milliards de francs en juin (après +6,9 milliards en mai) pour la balance des transactions courantes de la France favorise également la bonne tenue du franc.

Dans la foulée du marché obligataire américain, le contrat notional du Matif a atteint de nouveaux sommets pour 1996. A l'issue de sa douzième séance de hausse consécutive, le contrat notional de décembre s'est adjugé vendredi 80 centimes à 123,64. Les taux à 10 ans sont descendus en France à 6,25 % et en Allemagne à 6,16 %.

MATIÈRES PREMIÈRES

Envolée des cours du pétrole



LES TENSIONS EN IRAK et les perspectives de nouveaux raids aériens américains (lire page 2) ont contribué à raffermir les prix du pétrole, qui retrouvent des niveaux jamais atteints depuis l'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990. La situation s'est encore tendue sur les marchés jeudi 12 septembre, après l'autorisation accordée par le Koweït à des avions furtifs américains de mener des attaques à partir de son territoire. A New-York, le light sweet crude franchissait la barre des 25 dollars et, à Londres, le Brent, qualité de référence de la mer du Nord, se traitait au-dessus des 24 dollars. Le mouvement se stabilisait vendredi 13, le light sweet crude s'échangeant à 24,51 dollars et le Brent à 24,13 dollars.

Les prix ont retrouvé leur record du 11 avril (25,34 dollars pour le light sweet crude et 24,3 dollars pour le Brent). Au printemps, les cours s'étaient emballés en raison d'importations accrues, après un hiver rigoureux dans l'hémisphère nord. La fièvre était ensuite retombée, sans pour autant entraîner une baisse des cours, la demande restant soutenue en Asie. Durant l'été, la perspective d'une levée partielle de l'embargo pétrolier frappant l'Irak et d'une mise sur le marché de 700 000 barils/jour, soit 1 % de la production mondiale, laissaient entrevoir une baisse. Formalisé en mai, l'accord « pétrole contre nourriture » aurait dû entrer en vigueur au début de l'automne. Mais, le 1^{er} septembre, à la suite de l'offensive irakienne au Kurdistan, le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, décidait de suspendre sa mise en œuvre. Les opérateurs sont convaincus que la situation n'évoluera pas avant les élections présidentielles américaines de novembre et restera bloquée jusqu'au début de l'année prochaine. Les cours devraient donc se maintenir. De plus, tant que les sanctions contre l'Irak ne seront pas levées, les prix seront portés par les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie qui annoncent, pour 1997, une demande pétrolière en hausse de 2,5 % contre 2,4 % l'année précédente.

Marché international des capitaux : ambiance euphorique

DE NOMBREUX EMPRUNTEURS avaient attendu la deuxième semaine de septembre pour reprendre en force leurs appels au marché international des capitaux. Ils ont trouvé en face d'eux des investisseurs pressés d'agir, à moyen ou à long terme, car le niveau de l'intérêt a continué de baisser. Et c'était bien avant la publication des statistiques rassurantes au sujet de l'inflation en Amérique et en Europe, et avant l'adoption par le Parlement allemand d'un plan d'austérité qui, à l'heure des grands débats budgétaires en Europe, montre qu'il est possible de faire passer sans difficulté majeure des mesures de rigueur vraiment impopulaires.

Une foule d'autres emprunteurs se préparent à bénéficier de ces nouvelles favorables au marché, encouragés par les réussites récentes de la Banque européenne d'investissement, de l'Italie ou de France Telecom dans le compartiment du dollar, ou bien encore, dans celui du deutschemark, de la Turquie, du Venezuela, de la Tennessee Valley Authority (la plus prestigieuse des entreprises publiques américaines), Nestlé ou Unilever.

Le mark retient particulièrement l'attention, car il ne cesse de s'internationaliser en tant que monnaie d'emprunt. Les principaux intermédiaires financiers du monde entier rivalisent pour y jouer un rôle de plus en plus important, marchant sur les brisées des banques allemandes, obligées de faire d'importantes concessions.

On l'a bien vu, jeudi 12 septembre, à l'occa-

sion de l'émission de 300 millions de DM lancée pour une durée de cinq ans par Unilever, qui fera coter ses obligations, contrairement à toutes les habitudes, à Londres et à Amsterdam, mais pas en Allemagne. Les grands banques allemandes refusent jusqu'à présent de s'associer à de telles opérations en marks, qui s'adressent manifestement à des particuliers, à moins que les titres soient cotés dans leur pays. Mais la cotation en Allemagne coûte cher, et la signature d'Unilever est certainement l'une des meilleures qui soient. Aussi, la Deutsche Bank a-t-elle fait une exception à ses propres règles et, après bien des débats, a accepté de diriger cette affaire conjointement avec un établissement néerlandais, ABN Amro.

ATTENTES SUR L'EURO

Parmi les émetteurs dont on attend la venue prochaine, l'Afrique du Sud, la Banque Interaméricaine de développement et la Colombie ont fait part de leur intention de lever des fonds en marks. Daimler Benz et la ville de Yokohama devraient bientôt se présenter dans les compartiments du dollar, à New York et sur le Euromarché respectivement. D'aucuns espèrent un retour prochain de l'Angleterre, dont la précédente émission Internationale, libellée en dollars, remonte au début de l'été et a laissé un excellent souvenir. Si le marché du franc français n'arrive guère à élargir le cercle de ses investisseurs (dans leur majorité, des compagnies d'assurances françaises), il continue d'attirer des emprunteurs de choix.

La Banque africaine de développement et la Suède viennent d'y drainer pour 5 milliards de francs au total. L'Espagne et l'Italie ne devraient pas tarder à suivre leur exemple.

L'ambiance d'euphorie dans laquelle se trouvait le marché en fin de semaine a fait passer au second plan les incertitudes concernant la valeur de la future monnaie européenne. On ne sera fixé à ce sujet que le jour où on connaîtra les participants à l'Union monétaire qui pourrait exister dès 1999 : on admet généralement que moins les participants seront nombreux et plus l'euro aura des chances d'être fort, car il se substituera aux devises d'un cercle restreint d'Etats qui constitueraient une sorte d'élite.

Mais si ce groupe s'étend à des pays qui, malgré leurs efforts actuels, resteront loin des objectifs prévus par le traité de Maastricht, le doute s'insinuera sur la solidité de la nouvelle monnaie. Il faudrait alors compenser cette faiblesse innée par une montée des taux d'intérêt.

Il est intéressant de noter que c'est en Suisse que cette crainte s'exprime le plus vivement. Certaines banques de ce pays estiment que, par contagion, leurs propres taux d'intérêt devraient augmenter et que cela pourrait même se produire rapidement. Bien que peu nombreuses, elles ont réussi à se faire entendre, ce qui pourrait expliquer pourquoi le marché suisse était quelque peu délaissé ces derniers jours.

Christophe Vetter

Eric Leser

Dominique Gallois

New York, Londres et Francfort terminent à leur plus haut niveau historique

LES GRANDES PLACES financières internationales ont vécu une semaine quasi euphorique dans le sillage de Wall Street. A l'exception de la Bourse de Londres, qui, tout en terminant la semaine à son plus haut niveau historique, ne gagne que 1,92 %, toutes les Bourses affichent des gains supérieurs à 3 %. La Bourse de New York a gagné 3,16 %, celle de Tokyo, 3,42 % tandis que Paris et Francfort s'appréciaient respectivement à +3,77 % et +3,14 %.

A l'origine de cette flamée de hausse, Wall Street et l'économie américaine, qui ne donne toujours pas de signe de tensions inflationnistes. Après la correction qu'a connue la Bourse new-yorkaise au cours de l'été, elle semble aujourd'hui repartir à la conquête de nouveaux sommets, les dernières statistiques économiques dissipent les craintes d'un relèvement des taux d'intérêt américains lors de la prochaine réunion du comité monétaire de la Ré-

serve fédérale, le 24 septembre. L'indice Dow Jones a crevé le plafond des 5 800 points pour terminer vendredi à 5 838,52 points, en hausse de 178,66 points (+3,16 %) sur la semaine. Cela fait près de quatre mois que Wall Street n'avait pas battu un record : le dernier remontait au 22 mai, date à laquelle l'indice Dow Jones avait atteint 5 778 points.

Selon Arthur Hogan, analyste chez Dean Witter, les derniers indicateurs, faisant état d'une hausse très modérée des prix, devraient persuader la Réserve fédérale de laisser inchangés ses taux directeurs jusqu'à l'élection présidentielle du 5 novembre. Mais son avis n'est pas partagé par Ed La Varnway, analyste chez First Albany, qui estime que l'indice des prix à la consommation ne suffit pas pour affirmer que la Fed ne relèvera pas ses taux. Selon lui, la vraie cause du problème est l'inflation par les salaires, et surtout l'augmentation du salaire ho-

COUP DE FOUET

En Europe, sur les trois grandes places, deux ont terminé la semaine à leur plus haut niveau historique. La Bourse de Francfort a gagné 3,14 %, la vigueur retrouvée du dollar lui permettant même de battre un nouveau record vendredi avec la complexité du marché obligataire. L'indice DAX affichait 2 595,96 points vendredi à la clô-

ture de la séance officielle, un record historique qui représente un gain de 78,96 points par rapport à la clôture du 6 septembre. Les signaux positifs sont venus des Etats-Unis et notamment du niveau du dollar par rapport au deutschemark. Le billet vert a repassé mardi la barre psychologique de 1,50 deutschemark, pour la première fois depuis deux mois, ce qui a donné un coup de fouet aux valeurs automobiles et chimiques, qui dépendent énormément de l'exportation.

A Londres, l'indice Footsie s'est envolé et semble désormais à portée de la barre psychologique des 4 000 points. Vendredi à la clôture, il atteignait un nouveau record de 3 968,1 points, contre 3 893 points une semaine auparavant (+1,92 %). Le Stock Exchange a non seulement bénéficié de l'euphorie de Wall Street, mais également d'une série de statistiques démontrant une maîtrise de la hausse des prix en Grande-Bre-

tagne. La Bourse reste fermement convaincue que le chancelier de l'Echiquier, Kenneth Clarke, passant outre l'opposition de la Banque d'Angleterre, détendra un peu le loyer de l'argent d'ici aux prochaines élections, prévues au plus tard en mai. S'il avait cette intention, aucune des statistiques de la semaine ne pourrait l'en dissuader. L'indice des prix de gros et celui des prix de détail n'ont pas fait apparaître de pression inflationniste. Le chômage a encore une fois baissé, pour atteindre son plus bas niveau depuis cinq ans et demi en août, mais le salaire moyen est resté stable.

Le marché parisien a également réalisé une remarquable performance cette semaine, la plus forte de toutes les grandes places avec un gain de 3,77 %. L'indice CAC 40 atteint à 2 080,73 points. Les opérateurs estiment que cette nouvelle et forte progression s'est effectuée grâce à la publication de bons résultats de sociétés, à la

bonne tenue des marchés de taux, à la reprise du franc et à la perspective d'un rebond de l'activité dans les prochains mois. L'objectif des 2 100 points paraît désormais à portée de main.

La Bourse de Tokyo, qui avait fait du surplace, huit jours plus tôt, a également participé à la hausse. Dans le sillage des valeurs américaines, la cote nipponne s'est appréciée de 3,42 % cette semaine. L'indice Nikkei a gagné 690,11 points, pour terminer à 20 842,64 points. Cependant, des opérateurs affirment que le dernier cycle de correction est loin d'être terminé. « L'indice pourrait descendre en dessous des 20 000 points cette année », a déclaré un intervenant d'une société de courtage, remarquant que les investisseurs étrangers resteraient peu actifs tant que la reprise économique au Japon ne sera pas effective...

F. Br.

TOKYO	NEW YORK	PARIS	LONDRES	FRANCFORT
↑ + 3,42%	↑ + 3,16%	↑ + 3,77%	↑ + 1,92%	↑ + 3,14%
INDICE NIKKEI	DOW JONES	CAC 40	FT 100	DAX 30

AUJOURD'HUI

SCIENCES

IMAGES Le salon Photokina, qui se tient à Cologne (Allemagne) du 18 au 23 septembre, doit être marqué par une offensive de la photographie numérique. ● DES APPA-

REILS entre 2 000 et 4 000 francs font leur apparition avec une qualité d'image acceptable pour les petits formats d'impression et un aspect identique à celui des compacts

classiques. ● L'ORDINATEUR n'est plus un composant indispensable de la chaîne de traitement de la photo numérique grâce au système d'Olympus qui permet de brancher

l'appareil de prise de vues sur une imprimante à sublimation thermique. ● LES FABRICANTS d'appareils proposent des solutions plus complètes en offrant gratuitement

des logiciels de retouche d'image et de classement sur ordinateur. ● LE STOCKAGE des photos dans l'appareil fait appel soit à une mémoire interne, soit à une carte amovible.

La photographie numérique s'efforce de séduire les consommateurs

De nouveaux appareils, de même taille et même poids que les compacts à pellicule argentique, arrivent sur le marché pour offrir aux amateurs de clichés familiaux la possibilité de voir leurs « œuvres » immédiatement sur imprimante ou sur écran

UN APPAREIL de photographie numérique à 4 000 francs chez Olympus et à 4 500 francs chez Fujifilm : ces deux nouveautés seront présentées lors du salon de l'image, la Photokina (du 18 au 23 septembre à Cologne, en Allemagne), et elles marquent une étape dans l'histoire de la photographie numérique.

Leur aspect se confond avec celui des appareils compacts à pellicule argentique de type 24 x 36. Même taille et même simplicité d'emploi. Les modèles d'Olympus se branchent directement sur une imprimante pour fournir des épreuves sur papier. Les faiblesses de la technologie numérique en matière de qualité d'image semblent ainsi réduites à un niveau acceptable, pour un prix qui devient abordable.

Les pionniers de l'image numérique issus de l'industrie photographique (Canon, Kodak) et de l'informatique (Apple) sont rejoints par des concurrents comme Casio et même Sega. Ces derniers n'hésitent pas à casser les prix. En juillet, Casio a lancé le QV-100, un appareil photo numérique de la taille d'un format compact coûtant entre 2 000 et 3 500 francs. Sega, le fabricant de console de jeux vidéo, vient d'annoncer le lancement au

Japon en novembre d'un appareil à 1 350 francs.

Kodak avait ouvert la voie en juin avec son modèle DC 20 à 2 690 francs. Anne Ricard, chef de la division image numérique de Kodak France, estime que « l'objectif est de parvenir à des appareils numériques à 1 500 francs afin qu'ils puissent devenir des cadeaux de Noël ». Chez Olympus France, Didier Quilain, président du directeur, rêve de voir « 100 000 appareils photo numériques vendus en France pour les fêtes de l'an 2000 ». Par rapport aux appareils vendus plus de 10 000 francs jusqu'à l'an dernier, la chute s'annonce spectaculaire.

Les parts pris affichées par Olympus avec sa gamme Camedia (trois appareils à 4 000, 6 000 et 8 000 francs) illustrent le virage de la photo numérique vers les consommateurs. Un viseur optique, un objectif de qualité, point fort d'Olympus, une taille et un poids identiques à ceux d'un appareil compact classique permettent aux Camedia de se fondre dans le décor des amateurs de photos familiales.

Jusqu'à présent, les appareils numériques n'étaient conçus que comme des auxiliaires de l'ordina-

teur personnel. Une fois leur mémoire électronique remplie, il fallait les vider dans celle d'un ordinateur avant de pouvoir les imprimer. Olympus supprime cette étape grâce au branchement direct sur une imprimante par l'intermédiaire d'un simple câble.

DES FONCTIONS NOUVELLES

L'imprimante numérique couleur P-150E coûte 4 000 francs supplémentaires mais elle fournit, en deux minutes, une épreuve de qualité au format 82 x 109 mm sur un papier spécial (100 x 141 mm).

Le coût exponentiel du pixel

Dès que la résolution de l'image électronique augmente, les prix s'envolent. Pour passer des 350 000 pixels (points de l'image numérique) du modèle Camedia C-400L aux 810 000 pixels du C-800L, on grimpe de 6 000 à 8 000 francs. Le Fujifilm DS 505 de Fujifilm dispose de 1,3 million de pixels mais revient à plus de 50 000 francs. Tandis que, chez Kodak, le sophistiqué DCS 460 (6 millions de pixels) coûte 140 000 francs... « Nous disposons d'un capteur de 16 millions de pixels », indique Anne Ricard, chef de la division ingénierie numérique de Kodak France, mais il revient trop cher pour que nous le commercialisons. La technologie numérique qui se rapprocherait des 20 millions de points de l'image d'une pellicule argentique au format 24x36 ordinaire n'est pas encore à la portée des professionnels. Les amateurs, même argentés, devront se contenter d'une résolution 20 à 50 fois inférieure. Tel est le prix à payer aujourd'hui pour éviter le délai de développement et de tirage.

Chaque tirage revient à 5 francs. La technologie utilisée, la sublimation thermique, restait, jusqu'à aujourd'hui, réservée aux professionnels. Les amateurs devaient se contenter des modèles à jet d'encre qui, malgré des progrès, ne parviennent pas à une qualité « photographique » à partir d'images provenant d'appareils photo numériques.

La sublimation des colorants provoque une légère diffusion de chaque point qui masque la faiblesse de la définition, le talon d'Achille de l'image numérique. La

netteté y perd un peu, mais le contraste est satisfaisant. Fujifilm utilise sa technologie thermo-autochrome avec l'imprimante NC-3D vendue 3 990 francs et associée au modèle DS-7 lancé à la Photokina pour 4 490 francs. Le passage par un micro-ordinateur reste indispensable avec ce système.

Pour compenser la faiblesse de leur qualité d'image, les appareils électroniques offrent des fonctions nouvelles. La plupart sont équipés d'un écran à cristaux liquides (LCD) qui affiche l'image captée. L'utilisateur peut choisir de la conserver ou de l'effacer. Il peut aussi visualiser l'ensemble des photos enregistrées sous une forme proche des planches contact. Des logiciels de traitement d'image (Adobe PhotoDeluxe) et de classement sur ordinateur (Archivist de Fujifilm) sont offerts gratuitement avec les appareils afin d'apporter ce que Renaud Thierry appelle une « solution numérique ».

La standardisation des appareils se heurte aux méthodes de stockage des images. Deux écoles s'affrontent : la mémoire interne et la carte électronique amovible. Olympus a choisi la première. Les mémoires flash de la gamme Camedia stockent de 12 à 120 images suivant

les modèles et la résolution choisie. Fujifilm opte pour la carte amovible en introduisant un nouveau format, le SS FDC. Baptisée SmartMedia, la carte contient 2 mégaoctets de mémoire (30 à 60 images) et ne mesure que 3 centimètres pour moins de 1 millimètre d'épaisseur. De quoi réduire la taille des appareils numériques, handicapés par les cartes PCMCIA développées pour les micro-ordinateurs portables.

La photo numérique trouve ses marques, mais les amateurs acceptent-ils de sacrifier le « piqué » de leurs images à l'instantanéité de leur apparition sur écran ou sur papier ? En abordant le marché des amateurs, le numérique se heurte à l'obstacle de la qualité atteinte par les modèles 24 x 36 les plus modestes. Le piqué de l'image obtenue avec un appareil jetable à 50 francs reste hors de portée du bas de gamme numérique.

La possibilité de distribuer leurs œuvres via Internet pourrait séduire les adeptes du multimédia, à moins qu'ils n'attendent la baisse du prix des Caméscopes numériques qui combinent les fonctions vidéo et photo.

Michel Alberganti

SPORTS

Jacques Villeneuve se déclare déçu par le milieu de la formule 1



FORMULE 1

LE MANS de notre envoyé spécial. En principe, ce genre de déplacement figure sur l'agenda des pilotes de formule 1 comme une de ces formalités que doivent les champions à leurs commanditaires. Vendredi 13 septembre, Jacques Villeneuve découvre la « fièvre Elf », le centre permanent d'entraînement et de formation consacré à la compétition automobile, installé à côté du circuit des 24 Heures du Mans.

Mais cette visite intervient à une semaine d'un Grand Prix du Portugal, un rendez-vous décisif pour le championnat du monde des conducteurs. Avec 13 points de retard, le pilote canadien de vingt-cinq ans a une petite chance d'arracher le titre à son coéquipier de l'écurie Williams-Renault, le Britannique Damon Hill, au terme des courses d'Estoril, dimanche 22 septembre, et de Suzuka, deux semaines plus tard. Et le nouveau venu dans la formule 1 semble prêt à tout pour déstabiliser un adversaire qu'il sent à sa portée.

Pour forcer les événements, le jeune Québécois n'exclut pas l'éventualité d'utiliser les mêmes méthodes que son aîné à l'occasion des départs. « Je n'aime pas mettre les autres dans les bordures », dit-il. A Melbourne, au début de la saison, je n'ai pas profité de ma pole position pour former la porte à Damon Hill. Par la suite, à chaque fois que nous étions ensemble sur la première ligne, et en particulier à Montréal et à Monza, il m'a volontairement empêché de le passer au départ. Puisqu'une telle attitude est tolérée en formule 1, je ne vois pas pourquoi je m'en priverais à Estoril, si je réussis à le devancer aux qualifications.

Et si, par hasard, Damon Hill n'a pas bien saisi les intentions de son coéquipier, Jacques Villeneuve ajoute : « Je jouerai à fond les chances qui me restent. J'ai peut-être commis des erreurs à Monza à cause de l'enjeu. Maintenant, après deux saisons où il a fini 2^e au championnat du monde, c'est à Damon de montrer qu'il a le mental pour résister à la pression. Qu'il sache que je ne manquerai pas de l'attaquer dans les règles. Je pense que les 9 000 kilomètres d'essais de l'hiver, les qualités de la Williams-Renault, me permettaient de me battre pour le titre à la régulière. Je me rends

compte qu'il me restait à en apprendre un peu plus sur la formule 1. »

Jacques Villeneuve n'est pas vraiment enthousiasmé par le monde « aseptisé » qu'il a découvert cette année, après deux saisons en IndyCar, marquée par un titre en 1995. « La formule 1, c'est un monde où tout le monde veut être compétitif que la recherche de budgets, puis ensuite les obligations à rendre aux sponsors, prennent souvent le pas sur le reste. D'ailleurs, je ne sais pas combien de temps je resterai en formule 1. Mon contrat avec Williams est encore d'une année. Ensuite, cinq ou dix ans sur les circuits ? Je verrai. Il y a tant d'autres choses intéressantes à faire dans la vie. »

« PAS DE MAGNANIE »

Le Québécois en profite pour critiquer les circuits redessinés « de façon aberrante ». « Par exemple, ils ont mis un mur à la sortie du virage qui vient d'être refait à Estoril. C'est cela le professionnalisme de la FIA [Fédération internationale de l'automobile]. Il est vrai que certains aiment les chicanes. Ailleurs, il y a tellement de place pour sortir des

courbes que même un mauvais pilote peut aller à fond. » L'occasion est bonne pour Jacques Villeneuve de dénoncer une nouvelle fois les jeunes gens fortunés, comme le Brésilien Pedro Diniz, de l'écurie Ligier, « qui ont le seul mérite d'apporter de l'argent pour embaucher un conducteur méritant dans leur écurie. »

D'ailleurs, Jacques Villeneuve avoue qu'il ne regarderait pas plus de quelques minutes un Grand Prix à la télévision. « Il se passe quelque chose au départ, mais après ? » Et quand on lui demande dans quel état de fatigue il finit une course, il répond : « De la tension nerveuse certainement. Mais c'est tout. Il n'y a pas réellement de bagarre entre les pilotes. Nous ne pouvons pratiquement pas nous doubler. Avec les changements de vitesse au volant, ce n'est pas trop dur de faire une course quand on se sent presque seul sur la piste. Tant qu'à faire des ravitaillements, il faudrait que cela soit après le même nombre de tours. Cela permettrait peut-être d'éviter les seuls dépassements dans les stands. »

Et Jacques Villeneuve profite de son passage au Mans pour expliquer une compétitivité retrouvée à mi-saison après avoir marqué le

pas sur quelques courses : « J'ai dû faire comprendre aux responsables de l'écurie Williams qu'il pouvait y avoir une autre façon de régler une voiture que celle à laquelle ils étaient habitués. Avec mon ingénieur, nous tenons à nos repères. Je n'ai pas forcément la même façon de piloter que les autres, et il n'y a pas de voiture idéale que l'on peut se contenter d'adapter. La course automobile a toujours été une question d'équilibre entre les qualités du pilote et celles de la voiture. Les enjeux sont devenus si importants en formule 1 que l'on ne prend plus aucun risque. Ce n'est pas là que je prends du plaisir à piloter, mais dans une course de kart avec mes copains. »

Christophe de Chenay

■ Damon Hill n'a pas dans l'écurie McLaren après l'annonce d'un renouvellement du contrat du Finlandais Mika Häkkinen aux côtés de l'écossais David Coulthard dans l'équipe dirigée par Ron Dennis. Remplacé par Frank Williams après le Grand Prix de Belgique, le leader du championnat du monde pourrait devoir se contenter d'une place dans l'écurie Jordan, peut-être aux côtés de Ralf, frère cadet de Michael Schumacher.

■ RUGBY : La France s'engage dans le Tournoi des cinq nations jusqu'en 2007. Le comité directeur de la Fédération française de rugby (FFR), réuni vendredi 13 septembre à Toulouse, a décidé de ratifier l'accord passé entre les fédérations des cinq nations sur la poursuite du Tournoi (Le Monde du 11 septembre). Dans un communiqué, le comité directeur a par ailleurs précisé que « les droits de télévision seront négociés par le Comité des cinq nations à partir de juin 2002 », date à laquelle chacune des fédérations sera libre de négocier ces droits individuellement.

RÉSULTATS

BASKET-BALL

Championnat de France Pro A
1^{er} journée (matchs amicaux)
Nancy - Chalon-sur-Saône
Montpellier - Orléans
80-91, 81-82, 79-78

CYCLISME

Tour d'Espagne
1^{re} étape, Alcala-Despina (174,1 km)
1. F. Battistini (Ita., 46:31) ; 2. G. Lombard (Fra.) ; 3. M. Scandini (Ita., 46:31) ; 4. L. Jalabert (Fra.) ; 5. M. Agabonelli (Ita., 46:31)
Classement général : 1. F. Battistini ; 2. L. Jalabert, à 22 s ; 3. G. Lombard, à 25 s ; 4. J. Wöhrer (Aut.), à 44 s ; 5. L. Favarini (Ita.), à 51 s.

FOOTBALL

Championnat de France D2
1^{re} journée (matchs amicaux)
Le Mans - Lorient
Saint-Brieuc - Rochefort
0-1, 1-2

Les héros américains des Jeux d'Atlanta entretiennent leur notoriété

ATLANTA
correspondance

La plaisanterie est partie de Washington. Mais elle a déjà fait plusieurs fois le tour du pays. Depuis la fin des Jeux d'Atlanta, Bill Clinton aurait passé plus de temps en compagnie de Kerri Strug que dans le bureau de ses conseillers politiques. Ironique ? A peine. La petite gymnaste au visage de poupée, transformée en héroïne nationale pour avoir exécuté avec une cheville blessée son ultime saut de cheval, connaît désormais par cœur le chemin de la Maison Blanche.

Elle a reçu une première visite présidentielle au lendemain de son acte de bravoure. Puis elle a pris la route de Washington pour répondre à l'invitation de Bill et Hillary Clinton à la fin de la saison olympique américaine. En fin, privilège plus rare, Kerri Strug était de la soirée d'anniversaire du président sortant. Bill Clinton avait tenu à la placer à la droite de sa fille Chelsea, au moment du dîner.

A Atlanta, les États-Unis ont récolté 101 médailles olympiques, dont 44 en or. Le pays n'en attendait pas moins de ses athlètes. Mais, une fois le rideau baissé, la notoriété a été partagée en parts plutôt inégales. A la veille des Jeux, il avait été demandé au public de se familiariser

avec les noms et les visages des athlètes Gwen Torrence, Michael Johnson et Dan O'Brien, des nageurs Tom Dolan et Janet Evans, de la gymnaste Dominique Moceanu, du cycliste Lance Armstrong et du boxeur Antonio Tarver.

Quelques semaines seulement après l'extinction de la flamme olympique, Michael Johnson est bien le seul de la liste dont la silhouette évoque encore le souvenir d'un moment d'éternité. Les autres, simplement battus ou vainqueurs trop discrets, ont disparu sans gloire. Et leur place a été prise par une galerie de portraits au contenu plus inattendu.

RECONNAÎTRE LA VÉRITÉ

Signe des temps : ces Jeux ont d'abord fait la fortune des femmes. Et, phénomène logique, ils ont assuré la notoriété des sportives les plus distinctement reconnaissables à la télévision. A elle seule, Kerri Strug a retenu une bonne part de l'attention. Sa cheville blessée ne lui a pas seulement valu l'amitié du locataire de la Maison Blanche. Son compte en banque aurait déjà grossi de près de 15 millions de francs et son nouvel agent, soigneusement choisi dans la bousculade des candidats, négocie chacune de ses apparitions publiques entre

75 000 et 125 000 francs. « Je reçois des lettres de partout, et même de prison, explique-t-elle de sa voix haut perchée. Les petites filles qui m'écrivent m'expliquent souvent qu'elles font leur "Kerri Strug" avant de se coucher. Elles sautent sur la table du salon, se réceptionnent sur une seule jambe et demandent à leur père de les porter dans leur bras, comme l'a fait mon entraîneur à ma descente du podium. »

Le reste de l'équipe américaine de gymnastique, championne olympique, ne se vend pas mal non plus. Les sept jeunes filles ont récemment signé un contrat d'exclusivité avec un éditeur pour la réalisation d'un livre qui racontera, à temps pour les fêtes de fin d'année, leur victoire aux Jeux d'Atlanta. Il leur faut désormais faire un choix définitif entre les nombreuses offres de tournées post-olympiques. Eddie Elmhorn, le propriétaire de l'équipe de baseball des White Sox de Chicago, se dit prêt à envoyer à chacune un chèque de 5 millions de francs en échange de leur promesse de rejoindre sa troupe, le Magic Tour, pour une tournée d'exhibition qui doit faire halte dans trente-trois villes américaines. Seul ennui : l'offre du promoteur ne tient que si l'équipe est au complet. Et plusieurs de ses membres, dont Shannon Miller et Dominique Moceanu,

auraient déjà donné leur accord de principe à une tournée concurrente, dirigée par l'assureur John Hancock.

Pour les autres héros de la quinzaine olympique, la notoriété a pris des formes souvent plus inédites. Lisa Leslie, vedette de la Dream Team féminine de basket, peine à trouver le temps d'entretenir sa condition avant le début du nouveau championnat professionnel américain. Les agences de mannequins se l'arrachent.

Carl Lewis, vainqueur à Atlanta de son quarantième concours de saut en longueur olympique, a enfin gagné ce que ses huit premières médailles d'or n'avaient jamais pu lui offrir : une rue à son nom, la Carl Lewis Way, dans sa ville natale de Willingboro, dans le New Jersey.

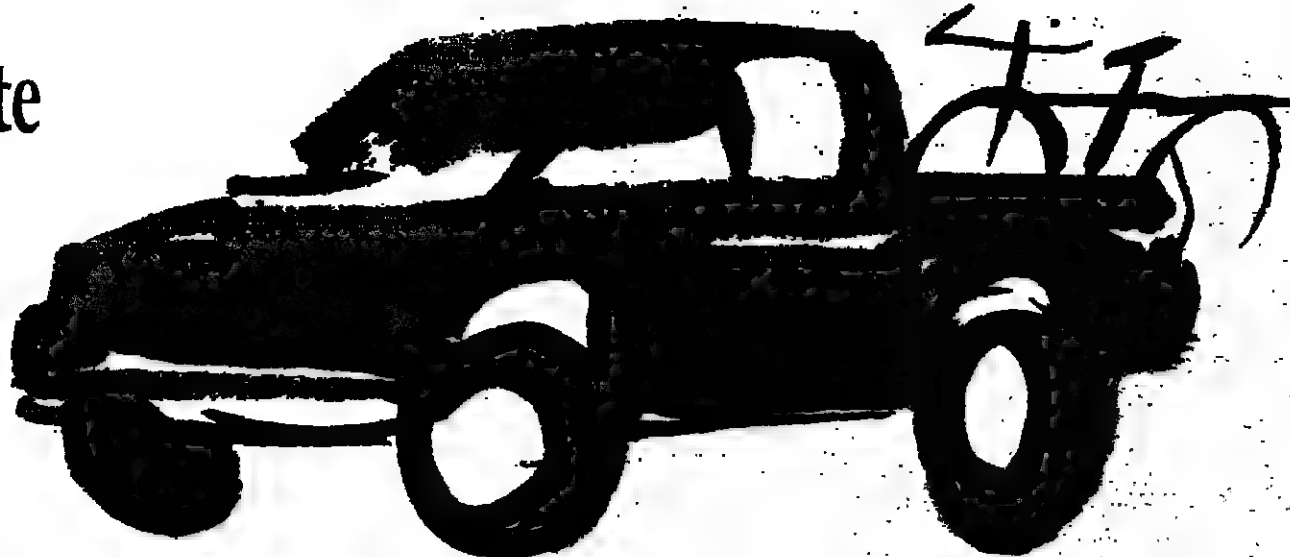
Justin Huishe, champion olympique de tir à l'arc en individuel et par équipes, traîne depuis plusieurs années une condamnation mineure pour un acte de vandalisme, bien qu'il se soit toujours déclaré innocent. A son retour des Jeux, la justice s'est souvenue comme par miracle que sa demande d'appel n'avait jamais abouti. Elle a décidé d'annuler sa peine.

Alain Mercier

En bref
D'où viennent les stocks vendus à Quai des Marques ?
36 68 48 38
http://www.quaidesmarques.com

La camionnette du dimanche

Rustique et utilitaire, le pick-up offre aux amateurs de surf et de motocross le véhicule qui leur manquait



PAS LOIN de 5 mètres de long, une cabine (double, le plus souvent, afin de pouvoir accueillir plus de deux personnes) située tellement haut que certains doivent utiliser le marche-pied latéral pour y accéder, des pneus géants, des rétroviseurs dignes d'un camion et, surtout, cet étonnant plateau arrière, dont on se demande bien ce qu'il peut accueillir, car on le voit généralement vide.

De ces impressionnants pick-up, les Américains raffolent. Outre-Atlantique, les années 90 ont mis au goût du jour un véhicule plus connu jusqu'alors pour sa rusticité. Sur ces engins multicolores et relativement bon marché, les motos ou les vélos de cross et, surtout, les planches de surf sont les bienvenus. En outre, selon les analyses du marché, les conductrices apprécient particulièrement le sentiment de sécurité qu'engendre le fait de dominer la route.

A notre échelle, tout cela n'a, semble-t-il, rien de très raisonnable. Car qui donc peut être attiré par un pareil artelage ? Pourtant, les automobilistes européens commencent à regarder d'un œil nouveau ce pick-up, vendu sur le Vieux Continent exclusivement en motorisation diesel, et essentiellement en version 4x4.

En France, ces modèles dits de loisirs n'ont encore attiré qu'une clientèle limitée. On estime que, sur trois mille exemplaires vendus chaque année dans l'Hexagone, un peu plus de tiers sont achetés par des

particuliers, dans le sillage de la mouvance 4x4, en constante progression depuis quelques années. Rien à voir avec nos antiques références, les incroyables Peugeot 404 et 504, providence des maçons à casquette en Europe et des taxis-brousse en Afrique.

Le week-end, se hisser au volant de ces drôles de petits mastodontes étincelants, jaugant allégrement la tonne et demie,

vaste benne. Couvrir cette dernière avec un couvre-benne rigide ou en toile ne résout pas vraiment le dilemme. Quant aux suspensions, elles sont en phase avec la raison sociale du véhicule : puisque le cahier des charges prévoit l'éventualité de rééditer les douze travaux d'Hercule, l'essieu arrière est on ne peut plus ferme. Gare aux « coups de raquette » sur le ralentisseur abordé trop vite !

Outre-Atlantique, les années 90 ont mis au goût du jour un véhicule plus connu jusqu'alors pour sa rusticité. Sur ces engins multicolores et relativement bon marché, les motos ou les vélos de cross et, surtout, les planches de surf sont les bienvenus

capables d'embarquer 10 quintaux sur leur dos, signifie que l'on roule au deuxième degré. C'est assez logique, car le pick-up est un paradoxe ambulant. Pour peu que les places disponibles (cinq ou deux, selon la cabine) soient occupées, l'embarquement du moindre sac de voyage exige que l'on rogne sur l'espace vital des passagers, déjà passablement réduit à l'arrière. Il est, en effet, risqué de laisser un chargement libre dans la

Commercialisé début septembre, le pick-up L 200 de Mitsubishi est l'illustration la plus abondante de ces nouveaux venus, dont la structure reste rustique mais qui n'oublient ni la moquette sous les pieds du conducteur, ni les vitres teintées, le volant réglable en hauteur et l'air conditionné. Esthétiquement plus proclé d'une berline que son prédécesseur, le L 200 a reçu un poste de conduite qui n'a rien de spar-

tiat et une instrumentation complète. La direction est douce et précise, mais, en ville, particulièrement dans les parkings, l'énorme rayon de braquage rend certaines manœuvres délicates.

Les 100 chevaux de son gros 2.5 litres diesel à injection directe (un intercooler améliore le refroidissement du turbo tout en limitant la consommation) caracolent allégrement sur autoroute. La vitesse de pointe (un peu plus de 140 km/h) interdit de s'installer trop longtemps sur la voie de gauche, mais s'avère bien suffisante. Surprise : vibrations et niveau sonore ne dépassent jamais le seuil du raisonnable, et le gros Mitsubishi fait également preuve d'une excellente stabilité sur les petites routes, ce qui n'est pas l'apanage de tous les 4x4. Une caractéristique qui doit beaucoup à la nécessaire aptitude des suspensions.

Moins barbare que prévu, le L 200 propose des colofis de bon goût et menace la suprématie de l'imposant Toyota Hilux

sur le marché français. Comme son concurrent, ce pick-up poli-cé suggère que l'on ferait fausse route en réduisant l'attrait pour ces utilitaires à une fascination puérile pour les objets du rêve américain. Dans ses nouveaux habits, le pick-up s'ajoute à l'attirail d'un style de vie centré autour des loisirs.

L'essor des breaks, qui ne sont plus depuis longtemps des voitures réservées aux familles nombreuses, exprime en partie le même phénomène : une partie des automobilistes orientent leur choix en tenant compte de la pratique, même irrégulière, d'une activité de plein air. Les modèles de loisirs (breaks et 4x4, pour l'essentiel), qui représentaient moins de 10 % du marché européen en 1985 en totalisent actuellement 15 %, et les constructeurs estiment qu'ils représenteront 20 % en 2005.

« En France, les utilisateurs de pick-up sont des amateurs de motocross, de surf, de planche à voile ou de randonnées à vélo », confirme-t-on chez Toyota, où l'on admet néanmoins que ce véhicule « n'est pas encore à la mode ». Cet été, en voyant toutes ces berlines surchargées de VTT, on pouvait se demander si le pick-up, champion de l'escapade, ne risquait pas de prendre bientôt leur place sur le chemin des vacances.

Jean-Michel Normand

* Mitsubishi L 200 (de 136 800 à 170 770 F). Toyota Hilux (de 148 941 à 165 704 F).



portraits sur le vit, des scènes avec foules, police et chiens, et des pièces à conviction examinées d'un film noir. Réalisée par l'agence suédoise Garbergs, sous l'objectif de Henrik Halvarsson, cette campagne a permis de multiplier les ventes en France par trois. En format tabloïd, des brochures maison ont été envoyées à trois mille entreprises en France cet automne.

Le magasin Dockers ouvert à Nice au printemps est doté d'un « fit centre », où selon d'essayer avec conseillers-vendeurs qui offrent les services classiques des tailleurs : livraisons à domicile, retouches gratuites (mais en moins de dix minutes). Une nouvelle manière pour les Américains de rhabiller la France, qu'on célèbre parfois encore comme le pays de l'élégance et du goût.

Laurence Benoit

Plus de cow-boy au bureau

Comment s'habiller, pour l'homme au travail, l'homme au bureau ? Du strict au décontracté, les Américains pratiquent un code vestimentaire dont l'une des figures a pris le nom de Friday wear, une tenue un peu moins formelle à la veille du week-end. Les fabricants s'engouffrent dans la brèche et tentent de montrer que le confortable et le convenable ne sont pas forcément antinomiques.

Sur le thème « Liberté, égalité, décontracté », la marque Dockers, de la grande famille Levi's, part aussi à la conquête des cadres, avec des pantalons 100 % coton. La campagne publicitaire qui débutera le 17 septembre met en scène Bill, Jacques, Idi, Boris, Helmut, qui craquent pour un « chino », avec en leitmotiv :

« Difficile d'être sympa quand on ne se sent pas à l'aise. »

Depuis la fin des années 80, le « chino » s'est imposé comme un classique : il figure dans bien des collections, associé au savoir-faire français (Bernard Zins) ou à l'outwear américain sous le nom de « kaid » (Gap). Dockers le propose en quatre longueurs de jambes et dix tours de taille (de 395 F à 450 F), et lui donne l'étotie d'un concept. Lancée en 1986 aux Etats-Unis, la marque est arrivée en France en 1993, avec pour objectif de « permettre à l'homme de se libérer des conventions vestimentaires inconfortables ». Dockers serait ainsi, selon Patrick Mercanton, responsable du marketing en France, « l'ambassadeur naturel du Friday wear », tenue adoptée par deux entreprises américaines sur trois. Et, parmi elles, Ford et IBM, deux

bastions du conservatisme.

Le Friday wear serait ainsi bon pour le moral et pas mauvais pour la productivité, selon une enquête commandée à Evans Research Associates, par Levi Strauss, auprès des directeurs des ressources humaines des grandes sociétés. Une mythologie chasse l'autre. L'image du cow-boy est en voie de disparition, remplacée par celle de l'urbanisme souriant et performant, lisse, beige et convivial, qui n'embête personne, pas même sa femme de ménage. En mai 1996, cent ans après l'invention du fer électrique, Dockers a mis au point l'easy care cotton, n'exigeant aucun repassage, grâce à une résine qui permet de stabiliser le tissu. La publicité de Dockers frappe, avec des

LIEU

Librairie service compris

CE N'EST PAS encore un café littéraire, c'est déjà une librairie avec un bar et des tables où l'on peut donner un rendez-vous ou parcourir les nouvelles du jour dans l'un des quotidiens tendus sur un manche en bois, pratique courante en Europe centrale.

En ouvrant, boulevard Montmartre, leur troisième enseigne, après le centre commercial Belle-Epine et celui des Quatre-Temps à la Défense, les magasins Extrapole ont choisi de rentrer dans la capitale à l'un de ses points de fusion. A égale distance du musée Grévin et du Hard Rock Café, institutions qui attirent chaque année leur demi-million de visiteurs et clients, entre le Rex et la Bourse, les grands boulevards font vivre ce Paris du XIX^e siècle où Walter Benjamin avait discerné l'archétype de la ville. Celui où les surréalistes puisaient dans le gisement banal des mots offerts le matériau de leur rêve éveillé. Comme on pourrait le faire encore dans la lumière mesurée des passages, des Panoramas, Châtelet et Verdeau, dont la phrase court en sourdine à l'écart du brouhaha.

On disait qu'il n'y avait plus de disquaires, bientôt plus de libraires. Les grandes surfaces apportent leur réponse-type : self-service, prix tirés, et plus de contacts personnalisés. De grands généralistes de la « consommation culturelle », comme la Fnac ou Virgin, appliquant des méthodes similaires pour tailler leur empire, dans l'image ou la musique, puis en annexant l'écrit. Riffet de masse, bouillie, vertige, le consommateur succombe au désir de tout voir, de tout connaître, ou se décourage.

Chez Extrapole, qui vend des disques, des vidéos, des logiciels et des jeux, à côté des livres et de la papeterie, on se déclare « il-bro » : ce qui suppose accueil et conseil. Même si les promotions de films de la semaine frappent d'emblée à l'entrée du magasin du boulevard Montmartre, même si les mangas, ces dessins animés japonais, occupent toute une rangée sur Quatre-Temps, et si le rap dispose d'un coin à part, même si enfin le multimédia représente 17 % du chiffre d'affaires, la librairie bénéficie d'un espace de calme et d'une présentation chaleureuse : bibliothèques en bois, lampes en opaline au-dessus des tables, planchers créés, et quelques fauteuils.

Le café n'est pas loin, on peut prendre le temps de lire. Le décor, dû à l'architecte Jean-Luc Céléreau, a été pensé dans cet esprit par le créateur de la chaîne, Philippe Mondan, un ancien de la Fnac, dont il était devenu directeur général après onze ans de maison. Présence de jeunes vendeurs-conseillers, ouverture d'écrans gratuits pour accéder à l'internet, carte de fidélité, et une disposition ouverte où les caisses regroupées ont été placées ostensiblement à côté de la sortie, aussi libre que l'entrée.

Michèle Champenois

* Extrapole, 5, boulevard Montmartre, 75002 Paris. Tél. : 40-13-72-13. De 10 heures à 24 heures. Centre commercial Les Quatre Temps, niveau 0, la Défense. Tél. : 41-02-99-00. De 10 heures à 20 heures.

ESPACE BOU TIQUES

MON IMPER Nouvelle collection

IMPER ET PRET-A-PORTER H. et F. AQUASCUTUM, BURBERRY, STEINBOCK, BRUNO ST HILAIRE, etc. 63, rue de Valenciennes 75009 Paris - Tél. : 48.34.46.98

LA REPRISE ECONOMIQUE !

Ashford Vous met sur la voie...

Très haut de gamme au meilleur prix, Ashford vous aidera à affronter la concurrence. Sachez en profiter.

B.P. 1009

Plus jadis de 100% dans la collection qu'aujourd'hui

24 rue de Chateaudun 75009 PARIS.M^e ND de Lorette 4 rue du GI Lanrezac 75017 Paris.M^e Etoile (sortie Carnot) Vente par correspondance : Tel-(1) 48.88.98.66

Depuis 1894 DE LA RETOUCHE AU BEAU VÊTEMENT

LEGRAND Tailleur sur mesure Hommes et Dames

Luxueuses draperies, prix agréables

27, rue du 4-Septembre, PARIS 2^e Tél. : 47.42.70.61

Bexley COUSU GOOD YEAR

Vous plaisez fleur, doublure veau, nouvelle cuir

PRIX UNIQUE 1 seul 650 F

EMBAUCHOIRS en libre main du 24 au 28

Paris 1^{er} - 35, bd Henri IV M^e Bastille Paris 7^e - 39, bd Raspail M^e Clémenceau Lyon 1^{er} - 26, rue Lamartine M^e Bland-Villie Lyon 2^e - 4, rue Châtelain M^e Bellecour

Banque d'essence des magasins : 100/200 - 400/200/300/400/500/600/700/800/900/1000/1200/1400/1600/1800/2000/2200/2400/2600/2800/3000/3200/3400/3600/3800/4000/4200/4400/4600/4800/5000/5200/5400/5600/5800/6000/6200/6400/6600/6800/7000/7200/7400/7600/7800/8000/8200/8400/8600/8800/9000/9200/9400/9600/9800/10000

BEXLEY VFC 20, rue Lamartine - 69001 Lyon Tél. 75 30 40 16

Finsbury A TOUCH OF CLASS

Chaussures de luxe, fabrication artisanale

Très vaste choix en demi-pointure et plusieurs largeurs

Rapport qualité/prix exceptionnel

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris 5, rue de Rivoli, 75004 Paris 112 bis, rue de Rennes, 75006 Paris

Volupté et frustration à la Biennale des antiquaires

L'une des plus importantes foires d'art du monde se tient à Paris, au Carrousel du Louvre, jusqu'au 29 septembre. Si certaines œuvres sont exceptionnelles, d'autres ont été un peu trop souvent exposées

XVIII^e BIENNALE INTERNATIONALE DES ANTIQUAIRES AVEC LE LIVRE RARE ET LA JOAILLERIE. Carrousel du Louvre, 99, rue de Rivoli, M^o Palais-Royal/Musée du Louvre. Jusqu'au 29 septembre. Tous les jours, de 12 heures à 21 heures. Nocturne jusqu'à 23 heures les lundi 16 et 23, et les mercredi 18 et 25 septembre. Entrée : 75 francs. Catalogue 800 p., 500 F. Accès Internet <http://www.franceantiquaire.fr>

A la Biennale des antiquaires, il y a un tableau, peint par Restout, et exposé au Salon de 1765. Diderot l'avait alors gentiment égratigné : « La courtisane est un peu mesquine ; on a vu dans sa vie de plus beaux bras, une plus belle tête, une plus belle gorge, un plus beau teint, de plus belles chairs, plus de grâce, de jeunesse, plus de volupté, plus d'honneur. Cependant, qu'on me la confie telle qu'elle est, et je ne crois pas que je m'amuse à lui reprocher ses cheveux trop bruns... » L'Anacréon de Restout pourrait symboliser cette dix-huitième édition d'une manifestation qui fête aujourd'hui son quarantième anniversaire. De la volupté, pimentée d'une certaine frustration.

Les 90 000 visiteurs attendus, dix-sept jours durant, auront dès l'entrée un avant-goût de ce qui

les attend à l'intérieur : des tapisseries somptueuses pendent sur le fond des murailles des fossés Charles V. L'immersion dans le luxe est immédiate. Et grande la tentation d'en voir plus : à la galerie Chevalier, trois tentures représentant les Chasses de Maximilien, qui reproduisent, inversées, celles conservées au Musée du Louvre voisin. Elles auraient appartenu à Colbert. Rien de moins.

Chez Blondeel-Deroyan, c'est encore plus fort. L'acheteur éventuel du Triomphe de la renommée accrochera chez lui une tapisserie caressée par Isabelle la Catholique. L'objet est en effet précisément décrit dans un inventaire royal de 1504. Réelles ou supposées, ces provenances font partie du rêve. Mais certains amateurs se satisfont, en fait de nom, de celui de leur marchand. Yves Mikaeloff est de ceux-ci. Encore faut-il avoir un certain confort en la fidélité de ses clients pour oser un décor comme le sien : quelques tonnes de toiles ondulées qui parviennent miraculeusement à être spectaculaires sans écraser les tapisseries.

Un véritable retournement : ce n'est plus l'objet qui décore son support, mais le support qui honore l'objet. Un pari risqué, et qui surprend dans une ambiance générale beaucoup plus feutrée.

Mais Mikaeloff est confiant : « Mes clients sont des collectionneurs, capables d'apprécier l'art contemporain autant que mes tapis, qu'ils soient safranés ou d'Aubusson. »

Parieurs, les 120 marchands présents le sont tous, à des degrés divers. La gageure porte, par exemple, sur l'évolution du goût. Selon un spécialiste : « La tendance générale est au baroque, et aux objets composites. » Ces choix ne sont pas sans danger. Les antiquaires ont énormément investi dans les décors, comme dans la location des stands, qui coûtent de 6 500 à 8 000 francs le mètre carré. Une brouille, comparé aux risques pris lors d'un achat. Lesquels peuvent cependant se révéler heureux.

UNIVERS IMPITOYABLE

Si Camille Burgi parvient à vendre son exceptionnelle deserte en toile laquée estampillée Weisweiler (1744-1820), son année est assurée. En toute confraternité, ses voisins s'insistent aux amateurs des prix défilants, pour ce meuble qui est sans doute un des



Jacques-Louis David : « L'Ombre de Septime Sévère apparaissant à Caracalla après le meurtre de Géta, son frère », 1783. Stand Nicolas Joly/Yves Mikaeloff.

plus remarquables du Salon. Univers impitoyable de grands marchands, lancés à la chasse de la demi-douzaine de grands collectionneurs français capables de déboursier entre 5 millions et 10 millions de francs pour un objet rare.

Rare comme cette table-bureau de 1745, estampillée BVRB (Bernard Vaurisamburgh), que présente Didier Aaron, ou comme ces tableaux de primitifs italiens dont la galerie Sarti s'est fait une spécialité. Rare enfin comme ce dessin exécuté en 1783 par David. L'Ombre de Septime Sévère apparaissant à Caracalla après le

meurtre de Géta, son frère, est resté à l'état d'esquisse, mais préfigure par bien des points le Serment des Horaces. Une petite merveille, que le Musée du Louvre aurait bien guignée s'il n'avait acquis récemment un dessin du même ordre. Son propriétaire, Nicolas Joly, en réclame 1,2 million de francs, de quoi faire reculer une commission d'achat. Pourvu d'un certificat de sortie, le dessin du régicide pourrait donc voguer vers d'autres cieux.

D'autres œuvres, en revanche, ont trop bourlingué, comme ce très beau petit dessin de Poli-

chinelle par Tiepolo, trop récemment passé en vente publique, ou certains tableaux, qui naviguent de foires en Salons. La périodicité de la Biennale avait été voulue en 1946, lors de sa création par le Syndicat national des antiquaires, pour laisser un temps suffisant aux marchands pour renouveler leur stock. Certains l'ont oublié. Ils sont moins nombreux qu'on veut bien le dire, mais font penser à cette courtisane un peu mesquine, dont Diderot eût pourtant volontiers fait son ordinaire.

Harry Bellet

Prolifération et disette

La prolifération des Salons d'antiquités commence à en inquiéter plus d'un, dans ce domaine où la marchandise est belle, mais souffre d'être trop montrée. A Paris, la Biennale alterne avec le Salon des beaux-arts, créé en 1995. Ses deux concurrents mondiaux sont l'International Fine Art Fair de New York et le Salon de Maastricht, aux Pays-Bas. Lequel a fondé en 1995 un second Salon, à Bâle, pour attirer la clientèle suisse et italienne. L'édition 1996 ouvrira le 25 octobre, moins d'un mois après la clôture de la Biennale des antiquaires. Avec la Foire aux antiquités de Zurich, celles de Milan et de Monte-Carlo (et on en oublie...), l'antiquaire ne sait plus où poser son bonheur-du-jour et se fait colporteur. Rares cependant sont ceux qui ont les moyens de participer à plus de deux foires, plus rares encore ceux qui pourront renouveler leur marchandise dans des délais aussi courts. Or les collectionneurs se déplacent, eux. Et risquent de se lasser de voir le même objet sous toutes les latitudes.

La première sélection pour le prix Femina

LA PREMIÈRE sélection pour le prix Femina, qui sera attribué le 4 novembre, a été rendue publique vendredi 13 septembre. Vingt romanciers français sont en lice : Jean-Marc Aubert, *Bambous* (Fayard) ; Geneviève Brisac, *Week-end de chasse à la mère* (L'Olivier) ; René de Ceccatty, *Almer* (Gallimard) ; Marie Darrieussecq, *Truismes* (POL) ; Régine Detambel, *La Verrière* (Gallimard) ; Michèle Gazier, *Un cercle de famille* (Seuil) ; Elisabeth Gille, *Un paysage de cendres* (Seuil) ; Jacqueline Harpman, *Orlanda* (Grasset) ; Nancy Huston, *Instruments des ténèbres* (Actes Sud) ; Vénus Khoury-Ghata, *La Maestra* (Actes Sud) ; Isabel Marie, *La Bonne* (Grasset) ; Violaine Massenet, *Le Sang des ruches* (Denoël) ; Janine Mattillon, *Les Deux Fins d'Orinta Karabegovic* (Maurice Nadeau) ; Cédrick Morgan, *L'Enfant perdu* (Phébus) ; Marie Ndiaye, *La Sorcière* (Minuit) ; Jean-Pierre Ostende, *La Province éternelle* (L'Arpenteur) ; Pascale Roze, *Le Chasseur zéro* (Albin Michel) ; Guy Scarpetta, *Une île* (Grasset) ; Joël Schmidt, *La Métamorphose du père* (Flammarion) ; Alain Veinstein, *L'Accordeur* (Calmann-Lévy).

Seize romanciers ont été retenus pour le prix Femina étranger : Kate Atkinson, *Dans les coulisses du musée* (Éditions de Fallois) ; Peter Ackroyd, *La Maison du docteur Dee* (Le Promeneur) ; Frank Conroy, *Corps et âme* (Gallimard) ; Carmen Covito, *Tout pour plaire* (Grasset) ; Andrea De Carlo, *Amore* (Grasset) ; Julian Gloag, *Le Passeur de la nuit* (Gallimard) ; Javier Marias, *Demain dans la bataille pense à moi* (Rivages) ; Ludmilla Oulitskaia, *Sonetchka* (Gallimard) ; Augusto Roa Bastos, *A contravie* (Seuil) ; Juan José Saz, *L'Enquête* (Seuil) ; Duong Thu Huong, *Au-delà des illusions* (Picquier) ; William Trevor, *Le Voyage de Felicia* (Phébus) ; Joanna Trollope, *De si bonnes amies* (Calmann-Lévy) ; Yasutaka Tsutsui, *Les Cours particuliers du Pr Tadano* (Stock) ; Birgit Vanderbeke, *Apocalypse non !* (Stock) ; John Edgar Wideman, *L'Incendie de Philadelphie* (Gallimard). Les prochaines sélections seront connues les 3 et 16 octobre.

Controverse autour d'une exposition de photos de Robert Mapplethorpe

UNE RÉTROSPECTIVE de l'œuvre du photographe américain Robert Mapplethorpe provoque une polémique à Londres avant même son inauguration, jeudi 19 septembre, à la Hayward Gallery. Les responsables de l'exposition ont décidé de retirer une des photos datant de 1976, intitulée *Rosie*, et représentant une petite fille de trois ans, nue sous sa robe, assise sur un banc. La police britannique a estimé, selon le quotidien *The Independent*, que, dans le contexte actuel des affaires de pédophilie, la perception de photographies d'enfants n'était plus la même qu'en 1976. L'exposition a déjà été présentée en Israël et en Nouvelle-Zélande. Les photos de Robert Mapplethorpe, décédé en 1989, notamment celles d'inspiration sado-masochistes, ont déjà provoqué de nombreuses polémiques.

**JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE, CHEZ CITROËN
VOTRE VIEILLE VOITURE
PEUT ENCORE VOUS RAPPORTER
BEAUCOUP.**

20 000 F
d'économie sur ZX



Avec 15 000 F d'économie Citroën et l'aide de l'État.
Série limitée Toric - Essence ou diesel - Coupé, Berline ou Break - Lève-vitres avant électriques et verrouillage centralisé avec commande à distance - Vitrines teintées - Boucliers peints - Peinture métallisée gratuite...

AX à partir de 39 400 F

Avec 10 000 F d'économie Citroën et l'aide de l'État.
Pour une AX 101 5 portes. Tarif conseillé du 10/7/96 à 97. 3 ou 5 portes - Essence ou diesel - Abs d'urgence - Rétroviseurs extérieurs réglables de l'intérieur - Boucliers peints - Protection latérale...



25 000 F
d'économie sur Xantia

Avec 18 000 F d'économie Citroën et l'aide de l'État.
Berline ou Break - Essence ou diesel - Suspension à barre torsion et essieux constants - 4 freins à disque - Structure renforcée - Direction assistée...



PORTES OUVERTES LE WEEK-END
DU 14 SEPTEMBRE

CITROËN petit TOTAL
3615 CITROËN (1,29 F/min)



**DU 1^{ER} AU 30 SEPTEMBRE CHEZ CITROËN
LES DERNIERS JOURS POUR GAGNER PLUS.**

Emergences marseillaises

Le théâtre et l'art
descendent neuf jours
dans la rue



Sous le titre un peu pompeux de Temps des émergences, le Centre national de création des arts de la rue présente le résultat d'un travail de deux années, qui mêle les arts plastiques et ceux de la scène. Il est devenu, entre-temps, l'un des vingt-neuf projets culturels de quartier. A cela près que le quartier, cette fois, s'étend à un ensemble de points choisis en ville et dans ses alentours. Des parcours d'artistes, de la danse, et surtout, du théâtre... « à la volée » ont l'ambition de « mettre en scène » la cité. Avec ceux qui la vivent. Ainsi, *Théâtre, inhumain, enfantin* associe les jeunes des quartiers centre-ville Belinois et Paillet-Joliet avec des professionnels de la danse. *Alors, Théâtre à la volée*, place les textes de Bernard-Marie Koltès, Albert Cohen et Bo-

tho Strauss sur les lèvres de jeunes de la Castellane et du Plan-d'Aou, tandis que l'Acte II fait passer à quelques grands auteurs le test de la tirade dans une baraque formée. Il y aura aussi des cloches en concert sur l'Estaque-plage avec Maudits s'ennuient au céleste, issu d'une résidence de fabrication à Marseille. Le Temps des émergences propose en outre des installations sur l'autoroute du littoral et à la gare Saint-Charles sous le titre *Coup vent, coup de vent*, et des rendez-vous quotidiens filmés avec le théâtre de rue, notamment Royal de Luxe et Gérard Vapeur.

★ Du samedi 14 au lundi 23 septembre. Centre national de création des arts de la rue, 16, rue Condorcet, 13000 Marseille. Tél. : 91-43-81-23.

UNE SOIRÉE À PARIS

Metallica
Face aux jeunes loups du grunge, ces icônes métalliques ont relevé le défi. Cheveux et morceaux raccourcis, Metallica a agité encore la puissance noire des guitares et la blancheur sinistre de la voix de James Hetfield.
Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris-12^e. *Palais de Bercy*, 19 h 30, le 16. Tél. : 44-68-44-68. Location FNAC, Virgin, 200 F.
Hommage à Marcel Dadi
Il était un as de la guitare, il avait conçu une méthode imbattable pour l'étudier, sa carrière s'est brisée dans un vol de la TWA en juillet dernier. Ses amis, stars et musiciens, lui rendent un hommage tout en surprises à l'Olympia.
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris-9^e. *M. Opéra*, *Madeleine*, 20 h 30, le 16. Tél. : 47-42-25-49. De 160 F à 250 F.
Jimmy Gourley Trio
La France a adopté Jimmy Gourley dès le début des années 50. Il participe à de nombreuses créa-

tions de clubs, cotoie la plupart des musiciens. Swing, grâce, générosité du phrasé, par un guitariste majeur du jazz.
Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1^{re}. *M. Châtelet*, 22 h 30, le 16 et 17. Tél. : 42-33-22-88. Location FNAC, Virgin, De 70 F à 100 F.
Antoine Tondé
Depuis des années, il mène tranquillement sa route, loin de la chanson prêt-à-porter. Jouant de la voix comme des percussions légères, il aime les petites salles intimistes, celles où le ton de la confidence s'impose de lui-même. Seul en scène avec un « tricarion », instrument à cordes imaginé par son père, il plante le décor d'un univers à la sensualité avouée, dans lequel l'humour vient glisser quelques clins d'œil.
Ailleurs, 13, rue Beauséjour, Paris-8^e. *M. Bastille*, 21 heures, les 17 et 24 septembre et le 1^{er} octobre, jusqu'au 29 octobre. Tél. : 44-59-82-82. 30 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

BIENVENUE DANS L'ÂGE INGRAT
Film américain de Todd Solondz
VO : UGC Ciné-Club les Halles, 1^{re} ; UGC Odéon, 6^e ; UGC Normandie, 9^e ; UGC Paris, 10^e ; UGC République, 11^e ; UGC Saint-Lambert, 15^e ; UGC Saint-Michel, 16^e ; UGC Saint-Pierre, 17^e ; UGC Saint-Sauveur, 18^e ; UGC Saint-Vincent, 19^e ; UGC Saint-Xavier, 20^e ; UGC Saint-Yves, 21^e ; UGC Saint-Zacharie, 22^e ; UGC Saint-Zénon, 23^e ; UGC Saint-Zéphirin, 24^e ; UGC Saint-Zénon, 25^e ; UGC Saint-Zénon, 26^e ; UGC Saint-Zénon, 27^e ; UGC Saint-Zénon, 28^e ; UGC Saint-Zénon, 29^e ; UGC Saint-Zénon, 30^e ; UGC Saint-Zénon, 31^e ; UGC Saint-Zénon, 32^e ; UGC Saint-Zénon, 33^e ; UGC Saint-Zénon, 34^e ; UGC Saint-Zénon, 35^e ; UGC Saint-Zénon, 36^e ; UGC Saint-Zénon, 37^e ; UGC Saint-Zénon, 38^e ; UGC Saint-Zénon, 39^e ; UGC Saint-Zénon, 40^e ; UGC Saint-Zénon, 41^e ; UGC Saint-Zénon, 42^e ; UGC Saint-Zénon, 43^e ; UGC Saint-Zénon, 44^e ; UGC Saint-Zénon, 45^e ; UGC Saint-Zénon, 46^e ; UGC Saint-Zénon, 47^e ; UGC Saint-Zénon, 48^e ; UGC Saint-Zénon, 49^e ; UGC Saint-Zénon, 50^e ; UGC Saint-Zénon, 51^e ; UGC Saint-Zénon, 52^e ; UGC Saint-Zénon, 53^e ; UGC Saint-Zénon, 54^e ; UGC Saint-Zénon, 55^e ; UGC Saint-Zénon, 56^e ; UGC Saint-Zénon, 57^e ; UGC Saint-Zénon, 58^e ; UGC Saint-Zénon, 59^e ; UGC Saint-Zénon, 60^e ; UGC Saint-Zénon, 61^e ; UGC Saint-Zénon, 62^e ; UGC Saint-Zénon, 63^e ; UGC Saint-Zénon, 64^e ; UGC Saint-Zénon, 65^e ; UGC Saint-Zénon, 66^e ; UGC Saint-Zénon, 67^e ; UGC Saint-Zénon, 68^e ; UGC Saint-Zénon, 69^e ; UGC Saint-Zénon, 70^e ; UGC Saint-Zénon, 71^e ; UGC Saint-Zénon, 72^e ; UGC Saint-Zénon, 73^e ; UGC Saint-Zénon, 74^e ; UGC Saint-Zénon, 75^e ; UGC Saint-Zénon, 76^e ; UGC Saint-Zénon, 77^e ; UGC Saint-Zénon, 78^e ; UGC Saint-Zénon, 79^e ; UGC Saint-Zénon, 80^e ; UGC Saint-Zénon, 81^e ; UGC Saint-Zénon, 82^e ; UGC Saint-Zénon, 83^e ; UGC Saint-Zénon, 84^e ; UGC Saint-Zénon, 85^e ; UGC Saint-Zénon, 86^e ; UGC Saint-Zénon, 87^e ; UGC Saint-Zénon, 88^e ; UGC Saint-Zénon, 89^e ; UGC Saint-Zénon, 90^e ; UGC Saint-Zénon, 91^e ; UGC Saint-Zénon, 92^e ; UGC Saint-Zénon, 93^e ; UGC Saint-Zénon, 94^e ; UGC Saint-Zénon, 95^e ; UGC Saint-Zénon, 96^e ; UGC Saint-Zénon, 97^e ; UGC Saint-Zénon, 98^e ; UGC Saint-Zénon, 99^e ; UGC Saint-Zénon, 100^e ; UGC Saint-Zénon, 101^e ; UGC Saint-Zénon, 102^e ; UGC Saint-Zénon, 103^e ; UGC Saint-Zénon, 104^e ; UGC Saint-Zénon, 105^e ; UGC Saint-Zénon, 106^e ; UGC Saint-Zénon, 107^e ; UGC Saint-Zénon, 108^e ; UGC Saint-Zénon, 109^e ; UGC Saint-Zénon, 110^e ; UGC Saint-Zénon, 111^e ; UGC Saint-Zénon, 112^e ; UGC Saint-Zénon, 113^e ; UGC Saint-Zénon, 114^e ; UGC Saint-Zénon, 115^e ; UGC Saint-Zénon, 116^e ; UGC Saint-Zénon, 117^e ; UGC Saint-Zénon, 118^e ; UGC Saint-Zénon, 119^e ; UGC Saint-Zénon, 120^e ; UGC Saint-Zénon, 121^e ; UGC Saint-Zénon, 122^e ; UGC Saint-Zénon, 123^e ; UGC Saint-Zénon, 124^e ; UGC Saint-Zénon, 125^e ; UGC Saint-Zénon, 126^e ; UGC Saint-Zénon, 127^e ; UGC Saint-Zénon, 128^e ; UGC Saint-Zénon, 129^e ; UGC Saint-Zénon, 130^e ; UGC Saint-Zénon, 131^e ; UGC Saint-Zénon, 132^e ; UGC Saint-Zénon, 133^e ; UGC Saint-Zénon, 134^e ; UGC Saint-Zénon, 135^e ; UGC Saint-Zénon, 136^e ; UGC Saint-Zénon, 137^e ; UGC Saint-Zénon, 138^e ; UGC Saint-Zénon, 139^e ; UGC Saint-Zénon, 140^e ; UGC Saint-Zénon, 141^e ; UGC Saint-Zénon, 142^e ; UGC Saint-Zénon, 143^e ; UGC Saint-Zénon, 144^e ; UGC Saint-Zénon, 145^e ; UGC Saint-Zénon, 146^e ; UGC Saint-Zénon, 147^e ; UGC Saint-Zénon, 148^e ; UGC Saint-Zénon, 149^e ; UGC Saint-Zénon, 150^e ; UGC Saint-Zénon, 151^e ; UGC Saint-Zénon, 152^e ; UGC Saint-Zénon, 153^e ; UGC Saint-Zénon, 154^e ; UGC Saint-Zénon, 155^e ; UGC Saint-Zénon, 156^e ; UGC Saint-Zénon, 157^e ; UGC Saint-Zénon, 158^e ; UGC Saint-Zénon, 159^e ; UGC Saint-Zénon, 160^e ; UGC Saint-Zénon, 161^e ; UGC Saint-Zénon, 162^e ; UGC Saint-Zénon, 163^e ; UGC Saint-Zénon, 164^e ; UGC Saint-Zénon, 165^e ; UGC Saint-Zénon, 166^e ; UGC Saint-Zénon, 167^e ; UGC Saint-Zénon, 168^e ; UGC Saint-Zénon, 169^e ; UGC Saint-Zénon, 170^e ; UGC Saint-Zénon, 171^e ; UGC Saint-Zénon, 172^e ; UGC Saint-Zénon, 173^e ; UGC Saint-Zénon, 174^e ; UGC Saint-Zénon, 175^e ; UGC Saint-Zénon, 176^e ; UGC Saint-Zénon, 177^e ; UGC Saint-Zénon, 178^e ; UGC Saint-Zénon, 179^e ; UGC Saint-Zénon, 180^e ; UGC Saint-Zénon, 181^e ; UGC Saint-Zénon, 182^e ; UGC Saint-Zénon, 183^e ; UGC Saint-Zénon, 184^e ; UGC Saint-Zénon, 185^e ; UGC Saint-Zénon, 186^e ; UGC Saint-Zénon, 187^e ; UGC Saint-Zénon, 188^e ; UGC Saint-Zénon, 189^e ; UGC Saint-Zénon, 190^e ; UGC Saint-Zénon, 191^e ; UGC Saint-Zénon, 192^e ; UGC Saint-Zénon, 193^e ; UGC Saint-Zénon, 194^e ; UGC Saint-Zénon, 195^e ; UGC Saint-Zénon, 196^e ; UGC Saint-Zénon, 197^e ; UGC Saint-Zénon, 198^e ; UGC Saint-Zénon, 199^e ; UGC Saint-Zénon, 200^e ; UGC Saint-Zénon, 201^e ; UGC Saint-Zénon, 202^e ; UGC Saint-Zénon, 203^e ; UGC Saint-Zénon, 204^e ; UGC Saint-Zénon, 205^e ; UGC Saint-Zénon, 206^e ; UGC Saint-Zénon, 207^e ; UGC Saint-Zénon, 208^e ; UGC Saint-Zénon, 209^e ; UGC Saint-Zénon, 210^e ; UGC Saint-Zénon, 211^e ; UGC Saint-Zénon, 212^e ; UGC Saint-Zénon, 213^e ; UGC Saint-Zénon, 214^e ; UGC Saint-Zénon, 215^e ; UGC Saint-Zénon, 216^e ; UGC Saint-Zénon, 217^e ; UGC Saint-Zénon, 218^e ; UGC Saint-Zénon, 219^e ; UGC Saint-Zénon, 220^e ; UGC Saint-Zénon, 221^e ; UGC Saint-Zénon, 222^e ; UGC Saint-Zénon, 223^e ; UGC Saint-Zénon, 224^e ; UGC Saint-Zénon, 225^e ; UGC Saint-Zénon, 226^e ; UGC Saint-Zénon, 227^e ; UGC Saint-Zénon, 228^e ; UGC Saint-Zénon, 229^e ; UGC Saint-Zénon, 230^e ; UGC Saint-Zénon, 231^e ; UGC Saint-Zénon, 232^e ; UGC Saint-Zénon, 233^e ; UGC Saint-Zénon, 234^e ; UGC Saint-Zénon, 235^e ; UGC Saint-Zénon, 236^e ; UGC Saint-Zénon, 237^e ; UGC Saint-Zénon, 238^e ; UGC Saint-Zénon, 239^e ; UGC Saint-Zénon, 240^e ; UGC Saint-Zénon, 241^e ; UGC Saint-Zénon, 242^e ; UGC Saint-Zénon, 243^e ; UGC Saint-Zénon, 244^e ; UGC Saint-Zénon, 245^e ; UGC Saint-Zénon, 246^e ; UGC Saint-Zénon, 247^e ; UGC Saint-Zénon, 248^e ; UGC Saint-Zénon, 249^e ; UGC Saint-Zénon, 250^e ; UGC Saint-Zénon, 251^e ; UGC Saint-Zénon, 252^e ; UGC Saint-Zénon, 253^e ; UGC Saint-Zénon, 254^e ; UGC Saint-Zénon, 255^e ; UGC Saint-Zénon, 256^e ; UGC Saint-Zénon, 257^e ; UGC Saint-Zénon, 258^e ; UGC Saint-Zénon, 259^e ; UGC Saint-Zénon, 260^e ; UGC Saint-Zénon, 261^e ; UGC Saint-Zénon, 262^e ; UGC Saint-Zénon, 263^e ; UGC Saint-Zénon, 264^e ; UGC Saint-Zénon, 265^e ; UGC Saint-Zénon, 266^e ; UGC Saint-Zénon, 267^e ; UGC Saint-Zénon, 268^e ; UGC Saint-Zénon, 269^e ; UGC Saint-Zénon, 270^e ; UGC Saint-Zénon, 271^e ; UGC Saint-Zénon, 272^e ; UGC Saint-Zénon, 273^e ; UGC Saint-Zénon, 274^e ; UGC Saint-Zénon, 275^e ; UGC Saint-Zénon, 276^e ; UGC Saint-Zénon, 277^e ; UGC Saint-Zénon, 278^e ; UGC Saint-Zénon, 279^e ; UGC Saint-Zénon, 280^e ; UGC Saint-Zénon, 281^e ; UGC Saint-Zénon, 282^e ; UGC Saint-Zénon, 283^e ; UGC Saint-Zénon, 284^e ; UGC Saint-Zénon, 285^e ; UGC Saint-Zénon, 286^e ; UGC Saint-Zénon, 287^e ; UGC Saint-Zénon, 288^e ; UGC Saint-Zénon, 289^e ; UGC Saint-Zénon, 290^e ; UGC Saint-Zénon, 291^e ; UGC Saint-Zénon, 292^e ; UGC Saint-Zénon, 293^e ; UGC Saint-Zénon, 294^e ; UGC Saint-Zénon, 295^e ; UGC Saint-Zénon, 296^e ; UGC Saint-Zénon, 297^e ; UGC Saint-Zénon, 298^e ; UGC Saint-Zénon, 299^e ; UGC Saint-Zénon, 300^e ; UGC Saint-Zénon, 301^e ; UGC Saint-Zénon, 302^e ; UGC Saint-Zénon, 303^e ; UGC Saint-Zénon, 304^e ; UGC Saint-Zénon, 305^e ; UGC Saint-Zénon, 306^e ; UGC Saint-Zénon, 307^e ; UGC Saint-Zénon, 308^e ; UGC Saint-Zénon, 309^e ; UGC Saint-Zénon, 310^e ; UGC Saint-Zénon, 311^e ; UGC Saint-Zénon, 312^e ; UGC Saint-Zénon, 313^e ; UGC Saint-Zénon, 314^e ; UGC Saint-Zénon, 315^e ; UGC Saint-Zénon, 316^e ; UGC Saint-Zénon, 317^e ; UGC Saint-Zénon, 318^e ; UGC Saint-Zénon, 319^e ; UGC Saint-Zénon, 320^e ; UGC Saint-Zénon, 321^e ; UGC Saint-Zénon, 322^e ; UGC Saint-Zénon, 323^e ; UGC Saint-Zénon, 324^e ; UGC Saint-Zénon, 325^e ; UGC Saint-Zénon, 326^e ; UGC Saint-Zénon, 327^e ; UGC Saint-Zénon, 328^e ; UGC Saint-Zénon, 329^e ; UGC Saint-Zénon, 330^e ; UGC Saint-Zénon, 331^e ; UGC Saint-Zénon, 332^e ; UGC Saint-Zénon, 333^e ; UGC Saint-Zénon, 334^e ; UGC Saint-Zénon, 335^e ; UGC Saint-Zénon, 336^e ; UGC Saint-Zénon, 337^e ; UGC Saint-Zénon, 338^e ; UGC Saint-Zénon, 339^e ; UGC Saint-Zénon, 340^e ; UGC Saint-Zénon, 341^e ; UGC Saint-Zénon, 342^e ; UGC Saint-Zénon, 343^e ; UGC Saint-Zénon, 344^e ; UGC Saint-Zénon, 345^e ; UGC Saint-Zénon, 346^e ; UGC Saint-Zénon, 347^e ; UGC Saint-Zénon, 348^e ; UGC Saint-Zénon, 349^e ; UGC Saint-Zénon, 350^e ; UGC Saint-Zénon, 351^e ; UGC Saint-Zénon, 352^e ; UGC Saint-Zénon, 353^e ; UGC Saint-Zénon, 354^e ; UGC Saint-Zénon, 355^e ; UGC Saint-Zénon, 356^e ; UGC Saint-Zénon, 357^e ; UGC Saint-Zénon, 358^e ; UGC Saint-Zénon, 359^e ; UGC Saint-Zénon, 360^e ; UGC Saint-Zénon, 361^e ; UGC Saint-Zénon, 362^e ; UGC Saint-Zénon, 363^e ; UGC Saint-Zénon, 364^e ; UGC Saint-Zénon, 365^e ; UGC Saint-Zénon, 366^e ; UGC Saint-Zénon, 367^e ; UGC Saint-Zénon, 368^e ; UGC Saint-Zénon, 369^e ; UGC Saint-Zénon, 370^e ; UGC Saint-Zénon, 371^e ; UGC Saint-Zénon, 372^e ; UGC Saint-Zénon, 373^e ; UGC Saint-Zénon, 374^e ; UGC Saint-Zénon, 375^e ; UGC Saint-Zénon, 376^e ; UGC Saint-Zénon, 377^e ; UGC Saint-Zénon, 378^e ; UGC Saint-Zénon, 379^e ; UGC Saint-Zénon, 380^e ; UGC Saint-Zénon, 381^e ; UGC Saint-Zénon, 382^e ; UGC Saint-Zénon, 383^e ; UGC Saint-Zénon, 384^e ; UGC Saint-Zénon, 385^e ; UGC Saint-Zénon, 386^e ; UGC Saint-Zénon, 387^e ; UGC Saint-Zénon, 388^e ; UGC Saint-Zénon, 389^e ; UGC Saint-Zénon, 390^e ; UGC Saint-Zénon, 391^e ; UGC Saint-Zénon, 392^e ; UGC Saint-Zénon, 393^e ; UGC Saint-Zénon, 394^e ; UGC Saint-Zénon, 395^e ; UGC Saint-Zénon, 396^e ; UGC Saint-Zénon, 397^e ; UGC Saint-Zénon, 398^e ; UGC Saint-Zénon, 399^e ; UGC Saint-Zénon, 400^e ; UGC Saint-Zénon, 401^e ; UGC Saint-Zénon, 402^e ; UGC Saint-Zénon, 403^e ; UGC Saint-Zénon, 404^e ; UGC Saint-Zénon, 405^e ; UGC Saint-Zénon, 406^e ; UGC Saint-Zénon, 407^e ; UGC Saint-Zénon, 408^e ; UGC Saint-Zénon, 409^e ; UGC Saint-Zénon, 410^e ; UGC Saint-Zénon, 411^e ; UGC Saint-Zénon, 412^e ; UGC Saint-Zénon, 413^e ; UGC Saint-Zénon, 414^e ; UGC Saint-Zénon, 415^e ; UGC Saint-Zénon, 416^e ; UGC Saint-Zénon, 417^e ; UGC Saint-Zénon, 418^e ; UGC Saint-Zénon, 419^e ; UGC Saint-Zénon, 420^e ; UGC Saint-Zénon, 421^e ; UGC Saint-Zénon, 422^e ; UGC Saint-Zénon, 423^e ; UGC Saint-Zénon, 424^e ; UGC Saint-Zénon, 425^e ; UGC Saint-Zénon, 426^e ; UGC Saint-Zénon, 427^e ; UGC Saint-Zénon, 428^e ; UGC Saint-Zénon, 429^e ; UGC Saint-Zénon, 430^e ; UGC Saint-Zénon, 431^e ; UGC Saint-Zénon, 432^e ; UGC Saint-Zénon, 433^e ; UGC Saint-Zénon, 434^e ; UGC Saint-Zénon, 435^e ; UGC Saint-Zénon, 436^e ; UGC Saint-Zénon, 437^e ; UGC Saint-Zénon, 438^e ; UGC Saint-Zénon, 439^e ; UGC Saint-Zénon, 440^e ; UGC Saint-Zénon, 441^e ; UGC Saint-Zénon, 442^e ; UGC Saint-Zénon, 443^e ; UGC Saint-Zénon, 444^e ; UGC Saint-Zénon, 445^e ; UGC Saint-Zénon, 446^e ; UGC Saint-Zénon, 447^e ; UGC Saint-Zénon, 448^e ; UGC Saint-Zénon, 449^e ; UGC Saint-Zénon, 450^e ; UGC Saint-Zénon, 451^e ; UGC Saint-Zénon, 452^e ; UGC Saint-Zénon, 453^e ; UGC Saint-Zénon, 454^e ; UGC Saint-Zénon, 455^e ; UGC Saint-Zénon, 456^e ; UGC Saint-Zénon, 457^e ; UGC Saint-Zénon, 458^e ; UGC Saint-Zénon, 459^e ; UGC Saint-Zénon, 460^e ; UGC Saint-Zénon, 461^e ; UGC Saint-Zénon, 462^e ; UGC Saint-Zénon, 463^e ; UGC Saint-Zénon, 464^e ; UGC Saint-Zénon, 465^e ; UGC Saint-Zénon, 466^e ; UGC Saint-Zénon, 467^e ; UGC Saint-Zénon, 468^e ; UGC Saint-Zénon, 469^e ; UGC Saint-Zénon, 470^e ; UGC Saint-Zénon, 471^e ; UGC Saint-Zénon, 472^e ; UGC Saint-Zénon, 473^e ; UGC Saint-Zénon, 474^e ; UGC Saint-Zénon, 475^e ; UGC Saint-Zénon, 476^e ; UGC Saint-Zénon, 477^e ; UGC Saint-Zénon, 478^e ; UGC Saint-Zénon, 479^e ; UGC Saint-Zénon, 480^e ; UGC Saint-Zénon, 481^e ; UGC Saint-Zénon, 482^e ; UGC Saint-Zénon, 483^e ; UGC Saint-Zénon, 484^e ; UGC Saint-Zénon, 485^e ; UGC Saint-Zénon, 486^e ; UGC Saint-Zénon, 487^e ; UGC Saint-Zénon, 488^e ; UGC Saint-Zénon, 489^e ; UGC Saint-Zénon, 490^e ; UGC Saint-Zénon, 491^e ; UGC Saint-Zénon, 492^e ; UGC Saint-Zénon, 493^e ; UGC Saint-Zénon, 494^e ; UGC Saint-Zénon, 495^e ; UGC Saint-Zénon, 496^e ; UGC Saint-Zénon, 497^e ; UGC Saint-Zénon, 498^e ; UGC Saint-Zénon, 499^e ; UGC Saint-Zénon, 500^e ; UGC Saint-Zénon, 501^e ; UGC Saint-Zénon, 502^e ; UGC Saint-Zénon, 503^e ; UGC Saint-Zénon, 504^e ; UGC Saint-Zénon, 505^e ; UGC Saint-Zénon, 506^e ; UGC Saint-Zénon, 507^e ; UGC Saint-Zénon, 508^e ; UGC Saint-Zénon, 509^e ; UGC Saint-Zénon, 510^e ; UGC Saint-Zénon, 511^e ; UGC Saint-Zénon, 512^e ; UGC Saint-Zénon, 513^e ; UGC Saint-Zénon, 514^e ; UGC Saint-Zénon, 515^e ; UGC Saint-Zénon, 516^e ; UGC Saint-Zénon, 517^e ; UGC Saint-Zénon, 518^e ; UGC Saint-Zénon, 519^e ; UGC Saint-Zénon, 520^e ; UGC Saint-Zénon, 521^e ; UGC Saint-Zénon, 522^e ; UGC Saint-Zénon, 523^e ; UGC Saint-Zénon, 524^e ; UGC Saint-Zénon, 525^e ; UGC Saint-Zénon, 526^e ; UGC Saint-Zénon, 527^e ; UGC Saint-Zénon, 528^e ; UGC Saint-Zénon, 529^e ; UGC Saint-Zénon, 530^e ; UGC Saint-Zénon, 531^e ; UGC Saint-Zénon, 532^e ; UGC Saint-Zénon, 533^e ; UGC Saint-Zénon, 534^e ; UGC Saint-Zénon, 535^e ; UGC Saint-Zénon, 536^e ; UGC Saint-Zénon, 537^e ; UGC Saint-Zénon, 538^e ; UGC Saint-Zénon, 539^e ; UGC Saint-Zénon, 540^e ; UGC Saint-Zénon, 541^e ; UGC Saint-Zénon, 542^e ; UGC Saint-Zénon, 543^e ; UGC Saint-Zénon, 544^e ; UGC Saint-Zénon, 545^e ; UGC Saint-Zénon, 546^e ; UGC Saint-Zénon, 547^e ; UGC Saint-Zénon, 548^e ; UGC Saint-Zénon, 549^e ; UGC Saint-Zénon, 550^e ; UGC Saint-Zénon, 551^e ; UGC Saint-Zénon, 552^e ; UGC Saint-Zénon, 553^e ; UGC Saint-Zénon, 554^e ; UGC Saint-Zénon, 555^e ; UGC Saint-Zénon, 556^e ; UGC Saint-Zénon, 557^e ; UGC Saint-Zénon, 558^e ; UGC Saint-Zénon, 559^e ; UGC Saint-Zénon, 560^e ; UGC Saint-Zénon, 561^e ; UGC Saint-Zénon, 562^e ; UGC Saint-Zénon, 563^e ; UGC Saint-Zénon, 564^e ; UGC Saint-Zénon, 565^e ; UGC Saint-Zénon, 566^e ; UGC Saint-Zénon, 567^e ; UGC Saint-Zénon, 568^e ; UGC Saint-Zénon, 569^e ; UGC Saint-Zénon, 570^e ; UGC Saint-Zénon, 571^e ; UGC Saint-Zénon, 572^e ; UGC Saint-Zénon, 573^e ; UGC Saint-Zénon, 574^e ; UGC Saint-Zénon, 575^e ; UGC Saint-Zénon, 576^e ; UGC Saint-Zénon, 577^e ; UGC Saint-Zénon, 578^e ; UGC Saint-Zénon, 579^e ; UGC Saint-Zénon, 580^e ; UGC Saint-Zénon, 581^e ; UGC Saint-Zénon, 582^e ; UGC Saint-Zénon, 583^e ; UGC Saint-Zénon, 584^e ; UGC Saint-Zénon, 585^e ; UGC Saint-Zénon, 586^e ; UGC Saint-Zénon, 587^e ; UGC Saint-Zénon, 588^e ; UGC Saint-Zénon, 589^e ; UGC Saint-Zénon, 590^e ; UGC Saint-Zénon, 591^e ; UGC Saint-Zénon, 592^e ; UGC Saint-Zénon, 593^e ; UGC Saint-Zénon, 594^e ; UGC Saint-Zénon, 595^e ; UGC Saint-Zénon, 596^e ; UGC Saint-Zénon, 597^e ; UGC Saint-Zénon, 598^e ; UGC Saint-Zénon, 599^e ; UGC Saint-Zénon, 600^e ; UGC Saint-Zénon, 601^e ; UGC Saint-Zénon, 602^e ; UGC Saint-Zénon,

TF 1

20.45 BARRAGE SUR L'ORÉNOQUE
Téléfilm (12) de Jean Béraud, avec Elizabeth Bourgoin (100 min).
Une jeune veuve part au Venezuela pour assurer le projet de construction d'un important barrage sur l'Orénoque.

22.25 HOLLYWOOD NIGHT
Téléfilm. Police parisienne de Steve Barnett, avec Jeff Wincott, Brigitte Nielsen (105 min).
A Los Angeles, un fils ingénu va s'engager dans l'organisation d'un docteur qui possède une police privée prétendant efficace pour lutter contre la délinquance.

0.10 Formule foot.
7^e Journée du Championnat de D1.

0.45 Journal, Météo.

0.55 Les Rapides-voies de l'Estropée
(rediff.). 1.20 et 2.20, 3.25, 4.55. Téléfilms d'actualité. 2.30 et 3.15 TF 1 suit.

4.30 5^e et 14. 4.30 Musique.

France 2

20.55 FORT BOYARD
Diversions présentées par Patrick Laffont et Catherine Dominguez. Avec Marie-Claire Bessières, Charlotte Valandry, Patrick Charpentier, David Gassot, Patrick Fiori, Alvaro D'Amato. Au profit de l'association Aldora (105 min).

22.50 TIMSIT AU PALAIS DES GLACES
Spectacle mis en scène par Jacques Deschamps (90 min).
0.20 Journal, Météo.
0.30 La 25^e Heure.
Magazine. Cambodge : la mort à chaque pas, d'Alina Nibbel (55 min).

1.30 Bouffon de culture. 2.50. Documentaire. 4.00 Opéra sauvage. 5.30 Les Bouffons.

France 3

20.50 CHERCHEURS D'OR
Téléfilm (14). La vente aux enchères de la collection de la reine Victoria. d'après Jack London (100 min).

22.30 LES DOSSIERS DE L'HISTOIRE
Magazine (13). Vercin, de Christophe Talcott. 1976 : Jean-Paul II (55 min).
07004
Le 16 octobre 1978, à la grande surprise du monde entier, un cardinal polonais inconnu du grand public, Karol Wojtyla, est élu pape. Il devient Jean-Paul II. Son premier discours séduit. Qu'en est-il dix-huit ans plus tard ?
23.25 Journal, Météo.
A Noël, chez Georges (50 min).

0.55 Hondo. Série. Une œuvre inachevée. 1.45 Musique. 2.30. 3.15. 4.00. 4.45. 5.30. 6.15. 7.00. 7.45. 8.30. 9.15. 10.00. 10.45. 11.30. 12.15. 13.00. 13.45. 14.30. 15.15. 16.00. 16.45. 17.30. 18.15. 19.00. 19.45. 20.30. 21.15. 22.00. 22.45. 23.30. 24.15. 25.00. 25.45. 26.30. 27.15. 28.00. 28.45. 29.30. 30.15. 31.00. 31.45. 32.30. 33.15. 34.00. 34.45. 35.30. 36.15. 37.00. 37.45. 38.30. 39.15. 40.00. 40.45. 41.30. 42.15. 43.00. 43.45. 44.30. 45.15. 46.00. 46.45. 47.30. 48.15. 49.00. 49.45. 50.30. 51.15. 52.00. 52.45. 53.30. 54.15. 55.00. 55.45. 56.30. 57.15. 58.00. 58.45. 59.30. 60.15. 61.00. 61.45. 62.30. 63.15. 64.00. 64.45. 65.30. 66.15. 67.00. 67.45. 68.30. 69.15. 70.00. 70.45. 71.30. 72.15. 73.00. 73.45. 74.30. 75.15. 76.00. 76.45. 77.30. 78.15. 79.00. 79.45. 80.30. 81.15. 82.00. 82.45. 83.30. 84.15. 85.00. 85.45. 86.30. 87.15. 88.00. 88.45. 89.30. 90.15. 91.00. 91.45. 92.30. 93.15. 94.00. 94.45. 95.30. 96.15. 97.00. 97.45. 98.30. 99.15. 100.00. 100.45. 101.30. 102.15. 103.00. 103.45. 104.30. 105.15. 106.00. 106.45. 107.30. 108.15. 109.00. 109.45. 110.30. 111.15. 112.00. 112.45. 113.30. 114.15. 115.00. 115.45. 116.30. 117.15. 118.00. 118.45. 119.30. 120.15. 121.00. 121.45. 122.30. 123.15. 124.00. 124.45. 125.30. 126.15. 127.00. 127.45. 128.30. 129.15. 130.00. 130.45. 131.30. 132.15. 133.00. 133.45. 134.30. 135.15. 136.00. 136.45. 137.30. 138.15. 139.00. 139.45. 140.30. 141.15. 142.00. 142.45. 143.30. 144.15. 145.00. 145.45. 146.30. 147.15. 148.00. 148.45. 149.30. 150.15. 151.00. 151.45. 152.30. 153.15. 154.00. 154.45. 155.30. 156.15. 157.00. 157.45. 158.30. 159.15. 160.00. 160.45. 161.30. 162.15. 163.00. 163.45. 164.30. 165.15. 166.00. 166.45. 167.30. 168.15. 169.00. 169.45. 170.30. 171.15. 172.00. 172.45. 173.30. 174.15. 175.00. 175.45. 176.30. 177.15. 178.00. 178.45. 179.30. 180.15. 181.00. 181.45. 182.30. 183.15. 184.00. 184.45. 185.30. 186.15. 187.00. 187.45. 188.30. 189.15. 190.00. 190.45. 191.30. 192.15. 193.00. 193.45. 194.30. 195.15. 196.00. 196.45. 197.30. 198.15. 199.00. 199.45. 200.30. 201.15. 202.00. 202.45. 203.30. 204.15. 205.00. 205.45. 206.30. 207.15. 208.00. 208.45. 209.30. 210.15. 211.00. 211.45. 212.30. 213.15. 214.00. 214.45. 215.30. 216.15. 217.00. 217.45. 218.30. 219.15. 220.00. 220.45. 221.30. 222.15. 223.00. 223.45. 224.30. 225.15. 226.00. 226.45. 227.30. 228.15. 229.00. 229.45. 230.30. 231.15. 232.00. 232.45. 233.30. 234.15. 235.00. 235.45. 236.30. 237.15. 238.00. 238.45. 239.30. 240.15. 241.00. 241.45. 242.30. 243.15. 244.00. 244.45. 245.30. 246.15. 247.00. 247.45. 248.30. 249.15. 250.00. 250.45. 251.30. 252.15. 253.00. 253.45. 254.30. 255.15. 256.00. 256.45. 257.30. 258.15. 259.00. 259.45. 260.30. 261.15. 262.00. 262.45. 263.30. 264.15. 265.00. 265.45. 266.30. 267.15. 268.00. 268.45. 269.30. 270.15. 271.00. 271.45. 272.30. 273.15. 274.00. 274.45. 275.30. 276.15. 277.00. 277.45. 278.30. 279.15. 280.00. 280.45. 281.30. 282.15. 283.00. 283.45. 284.30. 285.15. 286.00. 286.45. 287.30. 288.15. 289.00. 289.45. 290.30. 291.15. 292.00. 292.45. 293.30. 294.15. 295.00. 295.45. 296.30. 297.15. 298.00. 298.45. 299.30. 300.15. 301.00. 301.45. 302.30. 303.15. 304.00. 304.45. 305.30. 306.15. 307.00. 307.45. 308.30. 309.15. 310.00. 310.45. 311.30. 312.15. 313.00. 313.45. 314.30. 315.15. 316.00. 316.45. 317.30. 318.15. 319.00. 319.45. 320.30. 321.15. 322.00. 322.45. 323.30. 324.15. 325.00. 325.45. 326.30. 327.15. 328.00. 328.45. 329.30. 330.15. 331.00. 331.45. 332.30. 333.15. 334.00. 334.45. 335.30. 336.15. 337.00. 337.45. 338.30. 339.15. 340.00. 340.45. 341.30. 342.15. 343.00. 343.45. 344.30. 345.15. 346.00. 346.45. 347.30. 348.15. 349.00. 349.45. 350.30. 351.15. 352.00. 352.45. 353.30. 354.15. 355.00. 355.45. 356.30. 357.15. 358.00. 358.45. 359.30. 360.15. 361.00. 361.45. 362.30. 363.15. 364.00. 364.45. 365.30. 366.15. 367.00. 367.45. 368.30. 369.15. 370.00. 370.45. 371.30. 372.15. 373.00. 373.45. 374.30. 375.15. 376.00. 376.45. 377.30. 378.15. 379.00. 379.45. 380.30. 381.15. 382.00. 382.45. 383.30. 384.15. 385.00. 385.45. 386.30. 387.15. 388.00. 388.45. 389.30. 390.15. 391.00. 391.45. 392.30. 393.15. 394.00. 394.45. 395.30. 396.15. 397.00. 397.45. 398.30. 399.15. 400.00. 400.45. 401.30. 402.15. 403.00. 403.45. 404.30. 405.15. 406.00. 406.45. 407.30. 408.15. 409.00. 409.45. 410.30. 411.15. 412.00. 412.45. 413.30. 414.15. 415.00. 415.45. 416.30. 417.15. 418.00. 418.45. 419.30. 420.15. 421.00. 421.45. 422.30. 423.15. 424.00. 424.45. 425.30. 426.15. 427.00. 427.45. 428.30. 429.15. 430.00. 430.45. 431.30. 432.15. 433.00. 433.45. 434.30. 435.15. 436.00. 436.45. 437.30. 438.15. 439.00. 439.45. 440.30. 441.15. 442.00. 442.45. 443.30. 444.15. 445.00. 445.45. 446.30. 447.15. 448.00. 448.45. 449.30. 450.15. 451.00. 451.45. 452.30. 453.15. 454.00. 454.45. 455.30. 456.15. 457.00. 457.45. 458.30. 459.15. 460.00. 460.45. 461.30. 462.15. 463.00. 463.45. 464.30. 465.15. 466.00. 466.45. 467.30. 468.15. 469.00. 469.45. 470.30. 471.15. 472.00. 472.45. 473.30. 474.15. 475.00. 475.45. 476.30. 477.15. 478.00. 478.45. 479.30. 480.15. 481.00. 481.45. 482.30. 483.15. 484.00. 484.45. 485.30. 486.15. 487.00. 487.45. 488.30. 489.15. 490.00. 490.45. 491.30. 492.15. 493.00. 493.45. 494.30. 495.15. 496.00. 496.45. 497.30. 498.15. 499.00. 499.45. 500.30. 501.15. 502.00. 502.45. 503.30. 504.15. 505.00. 505.45. 506.30. 507.15. 508.00. 508.45. 509.30. 510.15. 511.00. 511.45. 512.30. 513.15. 514.00. 514.45. 515.30. 516.15. 517.00. 517.45. 518.30. 519.15. 520.00. 520.45. 521.30. 522.15. 523.00. 523.45. 524.30. 525.15. 526.00. 526.45. 527.30. 528.15. 529.00. 529.45. 530.30. 531.15. 532.00. 532.45. 533.30. 534.15. 535.00. 535.45. 536.30. 537.15. 538.00. 538.45. 539.30. 540.15. 541.00. 541.45. 542.30. 543.15. 544.00. 544.45. 545.30. 546.15. 547.00. 547.45. 548.30. 549.15. 550.00. 550.45. 551.30. 552.15. 553.00. 553.45. 554.30. 555.15. 556.00. 556.45. 557.30. 558.15. 559.00. 559.45. 560.30. 561.15. 562.00. 562.45. 563.30. 564.15. 565.00. 565.45. 566.30. 567.15. 568.00. 568.45. 569.30. 570.15. 571.00. 571.45. 572.30. 573.15. 574.00. 574.45. 575.30. 576.15. 577.00. 577.45. 578.30. 579.15. 580.00. 580.45. 581.30. 582.15. 583.00. 583.45. 584.30. 585.15. 586.00. 586.45. 587.30. 588.15. 589.00. 589.45. 590.30. 591.15. 592.00. 592.45. 593.30. 594.15. 595.00. 595.45. 596.30. 597.15. 598.00. 598.45. 599.30. 600.15. 601.00. 601.45. 602.30. 603.15. 604.00. 604.45. 605.30. 606.15. 607.00. 607.45. 608.30. 609.15. 610.00. 610.45. 611.30. 612.15. 613.00. 613.45. 614.30. 615.15. 616.00. 616.45. 617.30. 618.15. 619.00. 619.45. 620.30. 621.15. 622.00. 622.45. 623.30. 624.15. 625.00. 625.45. 626.30. 627.15. 628.00. 628.45. 629.30. 630.15. 631.00. 631.45. 632.30. 633.15. 634.00. 634.45. 635.30. 636.15. 637.00. 637.45. 638.30. 639.15. 640.00. 640.45. 641.30. 642.15. 643.00. 643.45. 644.30. 645.15. 646.00. 646.45. 647.30. 648.15. 649.00. 649.45. 650.30. 651.15. 652.00. 652.45. 653.30. 654.15. 655.00. 655.45. 656.30. 657.15. 658.00. 658.45. 659.30. 660.15. 661.00. 661.45. 662.30. 663.15. 664.00. 664.45. 665.30. 666.15. 667.00. 667.45. 668.30. 669.15. 670.00. 670.45. 671.30. 672.15. 673.00. 673.45. 674.30. 675.15. 676.00. 676.45. 677.30. 678.15. 679.00. 679.45. 680.30. 681.15. 682.00. 682.45. 683.30. 684.15. 685.00. 685.45. 686.30. 687.15. 688.00. 688.45. 689.30. 690.15. 691.00. 691.45. 692.30. 693.15. 694.00. 694.45. 695.30. 696.15. 697.00. 697.45. 698.30. 699.15. 700.00. 700.45. 701.30. 702.15. 703.00. 703.45. 704.30. 705.15. 706.00. 706.45. 707.30. 708.15. 709.00. 709.45. 710.30. 711.15. 712.00. 712.45. 713.30. 714.15. 715.00. 715.45. 716.30. 717.15. 718.00. 718.45. 719.30. 720.15. 721.00. 721.45. 722.30. 723.15. 724.00. 724.45. 725.30. 726.15. 727.00. 727.45. 728.30. 729.15. 730.00. 730.45. 731.30. 732.15. 733.00. 733.45. 734.30. 735.15. 736.00. 736.45. 737.30. 738.15. 739.00. 739.45. 740.30. 741.15. 742.00. 742.45. 743.30. 744.15. 745.00. 745.45. 746.30. 747.15. 748.00. 748.45. 749.30. 750.15. 751.00. 751.45. 752.30. 753.15. 754.00. 754.45. 755.30. 756.15. 757.00. 757.45. 758.30. 759.15. 760.00. 760.45. 761.30. 762.15. 763.00. 763.45. 764.30. 765.15. 766.00. 766.45. 767.30. 768.15. 769.00. 769.45. 770.30. 771.15. 772.00. 772.45. 773.30. 774.15. 775.00. 775.45. 776.30. 777.15. 778.00. 778.45. 779.30. 780.15. 781.00. 781.45. 782.30. 783.15. 784.00. 784.45. 785.30. 786.15. 787.00. 787.45. 788.30. 789.15. 790.00. 790.45. 791.30. 792.15. 793.00. 793.45. 794.30. 795.15. 796.00. 796.45. 797.30. 798.15. 799.00. 799.45. 800.30. 801.15. 802.00. 802.45. 803.30. 804.15. 805.00. 805.45. 806.30. 807.15. 808.00. 808.45. 809.30. 810.15. 811.00. 811.45. 812.30. 813.15. 814.00. 814.45. 815.30. 816.15. 817.00. 817.45. 818.30. 819.15. 820.00. 820.45. 821.30. 822.15. 823.00. 823.45. 824.30. 825.15. 826.00. 826.45. 827.30. 828.15. 829.00. 829.45. 830.30. 831.15. 832.00. 832.45. 833.30. 834.15. 835.00. 835.45. 836.30. 837.15. 838.00. 838.45. 839.30. 840.15. 841.00. 841.45. 842.30. 843.15. 844.00. 844.45. 845.30. 846.15. 847.00. 847.45. 848.30. 849.15. 850.00. 850.45. 851.30. 852.15. 853.00. 853.45. 854.30. 855.15. 856.00. 856.45. 857.30. 858.15. 859.00. 859.45. 860.30. 861.15. 862.00. 862.45. 863.30. 864.15. 865.00. 865.45. 866.30. 867.15. 868.00. 868.45. 869.30. 870.15. 871.00. 871.45. 872.30. 873.15. 874.00. 874.45. 875.30. 876.15. 877.00. 877.45. 878.30. 879.15. 880.00. 880.45. 881.30. 882.15. 883.00. 883.45. 884.30. 885.15. 886.00. 886.45. 887.30. 888.15. 889.00. 889.45. 890.30. 891.15. 892.00. 892.45. 893.30. 894.15. 895.00. 895.45. 896.30. 897.15. 898.00. 898.45. 899.30. 900.15. 901.00. 901.45. 902.30. 903.15. 904.00. 904.45. 905.30. 906.15. 907.00. 907.45. 908.30. 909.15. 910.00. 910.45. 911.30. 912.15. 913.00. 913.45. 914.30. 915.15. 916.00. 916.45. 917.30. 918.15. 919.00. 919.45. 920.30. 921.15. 922.00. 922.45. 923.30. 924.15. 925.00. 925.45. 926.30. 927.15. 928.00. 928.45. 929.30. 930.15. 931.00. 931.45. 932.30. 933.15. 934.00. 934.45. 935.30. 936.15. 937.00. 937.45. 938.30. 939.15. 940.00. 940.45. 941.30. 942.15. 943.00. 943.45. 944.30. 945.15. 946.00. 946.45. 947.30. 948.15. 949.00. 949.45. 950.30. 951.15. 952.00. 952.45. 953.30. 954.15. 955.00. 955.45. 956.30. 957.15. 958.00. 958.45. 959.30. 960.15. 961.00. 961.45. 962.30. 963.15. 964.00. 964.45. 965.30. 966.15. 967.00. 967.45. 968.30. 969.15. 970.00. 970.45. 971.30. 972.15. 973.00. 973.45. 974.30. 975.15. 976.00. 976.45. 977.30. 978.15. 979.00. 979.45. 980.30. 981.15. 982.00. 982.45. 983.30. 984.15. 985.00. 985.45. 986.30. 987.15. 988.00. 988.45. 989.30. 990.15. 991.00. 991.45. 992.30. 993.15. 994.00. 994.45. 995.30. 996.15. 997.00. 997.45. 998.30. 999.15. 1000.00.

0.55 Hondo. Série. Une œuvre inachevée. 1.45. 2.30. 3.15. 4.00. 4.45. 5.30. 6.15. 7.00. 7.45. 8.30. 9.15. 10.00. 10.45. 11.30. 12.15. 13.00. 13.45. 14.30. 15.15. 16.00. 16.45. 17.30. 18.15. 19.00. 19.45. 20.30. 21.15. 22.00. 22.45. 23.30. 24.15. 25.00. 25.45. 26.30. 27.15. 28.00. 28.45. 29.30. 30.15. 31.00. 31.45. 32.30. 33.15. 34.

Nouvelle loi

par Alain Rollat

ARTICLE PREMIER. - L'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des malheurs publics (*Préambule de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789*). Le peuple français reproclame solennellement son attachement aux droits de l'homme (*Actualisation du préambule de la Constitution de la V^e République*).

Art. 2. - Les droits de l'homme, comme ses devoirs envers les autres hommes, ne dépendent d'aucune appartenance à une race ou à une autre, d'aucune égalité ou supériorité réelle ou supposée. Ils sont fondés sur ce qui, dans le comportement de l'homme, le distingue de l'animal. Ce comportement ne dépend pas du faciès ou de la couleur de l'épiderme, car l'ordre humain est par essence ce qui s'oppose à l'ordre naturel pour le surmonter ou le transformer. Par conséquent, tout retour à l'ordre naturel est fatalement anti ou rétro-humain et ceux qui prétendent établir une hiérarchie des races humaines et des droits en arguant des prétendues inégalités proposent une thèse antihumaine, rétro-humaine, animalisante, absurde et criminelle (*Amendement extrait du Message aux éducateurs adressé par Versoris à un colloque d'enseignants réuni le 14 février 1960 à la Sorbonne*).

Art. 3. - La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances (Ar-

ticle 2 de la Constitution de la V^e République).

Art. 4. - La liberté de pensée et la liberté d'expression font partie des droits imprescriptibles de l'homme. Mais comme la liberté individuelle implique de ne pas nuire à autrui la manifestation de ces libertés doit s'inscrire dans la pratique de la tolérance qui garantit la coexistence de toutes les libertés en laissant chacun libre de penser et de vivre comme il l'entend, tant que cette manière de penser et de vivre ne nuit pas à autrui et ne prétend pas s'imposer à tous de manière autoritaire (*Actualisation des articles 2 et 4 de la Constitution de 1791*).

Art. 5. - C'est par rapport aux valeurs démocratiques et au regard du droit, dont le rôle est d'établir l'harmonie des libertés, qu'il faut discriminer le tolérable et l'intolérable. Lorsqu'une idéologie est totalitaire et prétend à l'hégémonie politique sur une société, il est clair qu'elle ne saurait réclamer pour elle le bénéfice de la tolérance dont l'exercice suppose, pour être effectif, la reconnaissance des valeurs supérieures de la démocratie que sont l'égalité, la liberté et l'émancipation des hommes (*Amendement inspiré de plusieurs cours de philosophie donnés en 1996 dans les universités françaises*).

Art. 6. - Il ne saurait donc y avoir de tolérance pour les intolérants (*Variante d'une citation extraite de l'ouvrage intitulé Les Français d'abord, publié en mai 1984 par le président du Front national: «Entre le Bien et le Mal le pouvoir ne peut rester neutre !»*).

Jacques Chirac appelle les Français à ne pas oublier la leçon d'Auschwitz

Au terme de son voyage en Pologne, le chef de l'Etat met en garde contre « les doctrines d'exclusion »

CRACOVIE

de notre envoyé spécial
« Il faut rejeter ceux qui répandent des doctrines d'exclusion »: le président de la République, Jacques Chirac, marqué par sa visite à Auschwitz, a saisi le moment de son départ de Pologne, vendredi 13 septembre, pour mettre en garde les Français contre l'oubli de l'histoire.

Cette allusion aux propos tenus par Jean-Marie Le Pen, le chef de l'Etat a voulu la faire en saluant, à l'aéroport de Cracovie, les jeunes auxquels il avait demandé de l'accompagner au camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau par « devoir de jeunesse ». Une centaine de jeunes, venus de lycées de Paris et de Drancy, avaient retrouvé à Cracovie un nombre identique de jeunes Polonais, invités à venir participer, eux aussi, aux cérémonies. Jacques Chirac, qui se rendait pour la première fois sur les lieux, avait à ses côtés son hôte polonais, le président Alexandre Kwasniewski.

Les deux hommes et les jeunes qui les accompagnaient ont remonté lentement, à pied, le chemin qui parcourait, il y a à peine plus de cinquante ans, ceux qui, tristes à la sortie des trains et jugés inaptes au travail, allaient achever leur voyage dans les quatre chambres à gaz d'Auschwitz. « Que ce lieu où les nazis ont assassiné un million et demi d'hommes, de femmes et d'enfants, en majorité des juifs de divers pays d'Europe, soit à jamais pour l'hu-

manité un cri de désespoir et un avertissement », est-il écrit dans toutes les langues d'Europe sur le mémorial du camp, près de ce qu'il reste des chambres à gaz que les SS avaient fait sauter avant de quitter le camp en 1945. « Les innombrables morts sont notre affaire à tous. Si nous cessons d'y penser nous achèverons de les exterminer », a écrit Jacques Chirac sur le

les propos de Jean-Marie Le Pen sur l'inégalité des races. S'abritant derrière la règle qui veut qu'on n'évoque pas la politique intérieure française à l'étranger, Jacques Chirac, selon son entourage, ne souhaitait pas que sa visite, le lendemain, à Auschwitz, puisse être troublée par le débat provoqué en France par le leader du Front national. Il s'était borné à

Paris qu'il a tenu à rapprocher le sens de sa visite en Pologne de la réponse à apporter aux apôtres de l'exclusion. Cette réponse vaut pour Jean-Marie Le Pen comme pour les responsables des massacres de Bosnie, pour tous les nationalistes européens qui seraient tentés d'oublier l'histoire.

« FAIRE L'EUROPE »

« Des pays comme la Pologne ont énormément souffert à cause des guerres, a déclaré le président aux jeunes de France; la folie des hommes peut devenir incroyablement meurtrière. Il ne faut jamais l'oublier, il ne faut pas non plus que cela se reproduise. Pour l'éviter, deux choses: premièrement, ne jamais accepter aucun système d'exclusion. Il faut se respecter mutuellement. Deuxièmement, faire ensemble l'Europe, même si c'est difficile. C'est la paix que nous assurerons. Et c'est le bien le plus précieux. Il faut rejeter ceux qui répandent des doctrines d'exclusion ».

Jeu, devant la Diète polonaise, Jacques Chirac avait lancé l'idée d'un vaste rassemblement des représentants de la jeunesse européenne, en 1997, à Strasbourg, « pour faire ici reculer l'exclusion, aider là-bas au développement des pays les plus pauvres, partout protéger l'environnement. Pour déclencher le centre et l'est de l'Europe et favoriser l'emploi et les échanges ». Nul doute que ce combat commence d'abord à domicile.

Henri de Bresson

Un nouveau texte soumis au Parlement en octobre

« Les éléments constitutifs des infractions contenues dans le code pénal et la loi sur la presse de 1881 ne sont pas réunis lorsqu'on examine les propos tenus par M. Le Pen sur l'inégalité des races. » Dans un entretien à Libération (daté 14 septembre), Jacques Toubon, ministre de la Justice, considère que « si des poursuites étaient engagées [contre M. Le Pen], elles seraient vouées à l'échec ». Tout en condamnant les déclarations du président du Front national, il estime que « l'interdiction d'un parti politique ne peut s'envisager que dans des circonstances exceptionnelles ».

Le garde des sceaux confirme son intention de proposer un nouveau texte qui pourrait être soumis en conseil des ministres fin septembre et au Parlement en octobre. M. Toubon souhaite « étendre le délit de provocation à la violence, la haine et la discrimination raciale, à la provocation indirecte ». En second lieu, il envisage un renforcement des sanctions actuellement prévues, avec le doublement des peines d'amendes ou d'emprisonnement en cas de récidive.

Livre d'or du camp, citant le philosophe Vladimir Jankelevitch; et le président a ajouté: « Puisse Auschwitz, lieu de souffrance et de mémoire, faire de nous des vigilants ».

M. Chirac avait esquissé, au cours de la conférence de presse tenue jeudi aux côtés du président polonais, une question sur la polémique provoquée en France par

rappeler qu'il se rendait à Auschwitz par respect, pour la mémoire. « Nous ne devons pas oublier », avait-il dit.

Jacques Chirac a respecté la règle du silence qu'il s'était fixée pendant toute sa visite dans les camps numéro un et numéro deux d'Auschwitz-Birkenau. C'est seulement avant de prendre l'avion de

A Marseille, un important dispositif policier a été mobilisé pour la manifestation du Front national

MARSEILLE

de nos envoyés spéciaux
Répondant à l'appel du Front national, près de deux mille personnes étaient rassemblées, samedi matin vers 11 heures, sur le Vieux Port de Marseille, s'apprêtant à manifester en direction de la préfecture. Visant à dénoncer « l'immigration et l'insécurité » après le meurtre du jeune Nicolas (*Le Monde* du 14 septembre), le cortège était placé sous la surveillance de plus de cinq cents policiers, de trois compagnies de CRS et d'une compagnie de gardes mobiles. En tête de la manifestation, un groupe de jeunes portait un drapeau français et un autre d'Élus parmi lesquels Jean-Marie Le Pen, Bruno Mégret, Daniel Simonpieri, le maire de Marignane et Jean-Marie Le Chevallier, le maire de Toulon. Assurant que le Front national n'avait pas cherché à mobiliser ses militants dans toute la France - seuls quatre cas, deux de Toulon, deux de Nice seraient des affrétés -, Bruno Mégret, délégué général du FN assurait samedi matin « ne pas vouloir se livrer à une récupération ».

« Quand un jeune garçon est assassiné en plein jour, c'est un drame personnel pour la famille, ajoutait-il. Mais c'est aussi un événement politique. Si la politique ne consiste pas à maintenir la sécurité dans la ville, alors à quoi sert-elle ? ». « Les immigrés ne sont pas tous des délinquants, déclarait M. Mégret, mais le meurtrier [de Nicolas] est un étranger [NDLR: il est en réalité de nationalité française]. Si les lois du FN étaient appliquées, il aurait déjà été exécuté et il n'aurait pas commis ce crime ».

Le meurtrier du jeune Nicolas a

été mis en examen, vendredi 13 septembre, à Marseille, pour meurtre, et placé en détention au quartier des mineurs de la prison de Luyens. Agé de quinze ans, Khatib a reconnu devant le doyen des juges d'instruction du tribunal, Chantal Gaudino, avoir porté, lundi 9 septembre, le coup de couteau au cœur fatal à l'adolescent. Bénéficiant de l'excuse de minorité, qui réduit de moitié la peine de prison encourue par un mineur, il risque quinze ans d'emprisonnement.

Le jeune garçon qui l'accompagnait lors du meurtre a été présenté au juge des enfants afin de bénéficier d'une mesure d'assistance éducative. Le parquet n'a en effet retenu aucune charge contre lui. Le juge des enfants a décidé de placer l'adolescent dans un foyer.

« EXPLOITATION INDIGÈNE »

A Marseille, les premiers détails de la personnalité du meurtrier provoquent de nombreuses interrogations. On sait aujourd'hui que la famille était suivie depuis plusieurs années par la protection de l'enfance. C'est dans ce cadre que l'adolescent aurait été, selon sa mère, placé dans un premier foyer. Il en aurait été assez rapidement exclu après de nombreux accrochages avec une éducatrice. De source judiciaire, on reconnaissait, vendredi, que ce placement s'était « mal passé ».

En février dernier, Khatib est ensuite interpellé par les policiers après un vol. Le juge pour enfants est saisi et prononce contre lui un nouveau placement. Ce second foyer, de la protection judiciaire de

la jeunesse, l'adolescent y reste vingt-quatre heures. Puis il fugue. La mère assure avoir réclamé au juge qu'il poursuive dans cette voie, son fils étant soit absent de la maison, soit insupportable. Mais le magistrat n'aurait pas donné suite. Vendredi, le parquet refusait de confirmer cette version. Cependant, ajoutait un magistrat, « une famille peut demander un placement sans que nous fusions obligés de le faire. Nous fussions obligés de le faire si la mère n'est pas toujours bon pour l'enfant ».

Au tribunal pour enfants, où débattent chaque année quelque cinq mille jeunes, on estimait en tout cas que ce dossier avait été traité « avec soin ». « Le drame montre que nous avons échoué, concluait-on. Mais rien ne pouvait nous laisser prévoir que ce gamin allait tuer ». Pour le Front national, une telle prévision était au contraire facile: l'adolescent, bien que français, n'était-il pas de parents marocains ? Pour avoir effectué un tel assassinat, en diffusant sur une ligne téléphonique

un message stigmatisant des immigrants « de plus en plus arrogants, de plus en plus haineux, de plus en plus racistes », le secrétaire départemental du FN, Maurice Gros, a été condamné, vendredi 13 septembre en référé, à la demande du MRAP et de la Ligue des droits de l'homme, à 1000 francs d'astreinte par nouvelle heure de diffusion. Le message appelait en outre à la manifestation contre l'insécurité et l'immigration organisée par le parti de Jean-Marie Le Pen, samedi matin 14 septembre,

le jour même des obsèques de Nicolas. Le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, a dénoncé « cette exploitation indigne ». Il a appelé en revanche les Marseillais à s'associer aux funérailles en respectant cinq minutes de silence. Elles commenceront à 14 h 30. Dans toute la ville, sirènes et cloches marqueront le début de ce recueillement.

Nathaniel Herzberg et Luc Leroux

Jean-Claude Izzo: « Le rêve de Le Pen est de faire exploser cette ville »

MARSEILLAIS, Jean-Claude Izzo a fait il y a quelques mois irruption dans la Série noire avec deux livres, dont les ventes tournent autour des cinquante mille exemplaires. Total *Khatib*, paru en janvier 1995, et *Chourmo*, sorti au mois de mai, ont fait de Jean-Claude Izzo, fils des quartiers nord, délégué et bien vite démissionnaire, raconte les soubresauts et les rêves de la ville dans l'ombre grandissante du Front national. D'un père italien - ces « rituels » appelés « les chiens des quais », dans l'entre-deux-guerres - et d'une mère espagnole, Jean-Claude Izzo, « pur produit de Marseille », s'attache à défendre, sans sombrer dans le roman à thèses, « la chance qu'est cette ville ».

« Le Pen rêve de faire exploser Marseille, dit-il. Ce qui veut faire le Front national, c'est recréer la Bosnie, alors que ceux qui viennent ici n'ont qu'un désir: n'être plus qu'un. Cette ville a une histoire commune, partagée, celle des migrations et d'une intégration réussie. Pour tous les étrangers, pour leurs enfants, il y a un pays qui est un chez eux, c'est ici. » Jean-Claude Izzo décrit aujourd'hui la nouvelle « stratégie d'encerclement » du parti d'extrême droite. Le centre-ville se vide de ses habitants, et le FN prospère dans les communes avoisinantes, Fos, Mar-

seille, Martigues, Vitrolles, Aubagne, où « la peur des immigrés et de Marseille » joue à plein. La manifestation du 14 septembre ne serait ainsi qu'une étape dans la préparation de la probable élection municipale, parallèle à Vitrolles et de la législative de Gardanne, circoscription où était élu Bernard Tapie.

« VIVRE ENSEMBLE »

« Le projet de l'étranger a ici toujours existé, rappelle Jean-Claude Izzo, mais il n'y avait pas - au temps de l'arrivée des Italiens et des Espagnols - un parti organisé, fort. Aujourd'hui, Le Pen a vraiment une base. C'est un vote d'affirmation, une partie de son électorat ne flotte plus, elle se retrouve dans ses propos. La symbolique du crime raciste anti-français a un écho terrible. » A cette banalisation continue du parti d'extrême droite, l'écrivain veut opposer ce qu'il reste de l'envie de « vivre ensemble ».

C'est dans les quartiers nord que continue à se construire l'histoire de la ville. « Les cités, même si c'est difficile, dit Jean-Claude Izzo, appartiennent encore à quelque chose. Les gamins chômeurs savent aussi où il faut s'arrêter pour que cela n'explode pas. Il y a le sentiment diffus que cette ville est à tous, qu'elle existe pour cela. Il y a quelque jours, un groupe de jeunes plasticiens de la cité de Bassens ont inauguré une sta-

tue de la Liberté posée sur un parking. Et ça s'est terminé par un colossal géant ».

Jean-Claude Izzo peut aussi parler du Chourmo, ce club créé dans les quartiers et qui diffuse maintenant dans toute la région. « En provençal, chourmo, c'est "galerie". Les galeries des cités ont repris l'expression: « puis-que l'on est dans la galerie, autant galérer ensemble », ils ont dit. D'abord, le club a rassemblé tous les fans du Mossila Club System, le groupe de rap; pour les accompagner dans les tournées, payer les déplacements et les places de concert. Maintenant, cela fonctionne aussi pour l'AMM, « Chourmo 1 », crie le groupe en démarquant ses concerts. La musique, le foot, un réseau associatif exceptionnel entretiennent ce « vivre ensemble » marseillais.

Comment se défait-il du Front national à Marseille ? « En respectant notre histoire, quand Le Pen arme les gens avec des mots, dit Jean-Claude Izzo. Plus il y aura de brassage, moins on se tapera dessus. Cette ville s'est construite comme cela. Il faut que le fils d'Algérien épouse la gamine de l'immigré italien. Quand ils auront un même, les familles seront comme toutes les familles, et le Front mis à la porte ».

Propos recueillis par François Bonnet

Tirage du Monde dans samedi 14 septembre 1996: 516 112 exemplaires

PRIX DU JURY
DEAUVILLE 96GRAND PRIX
SUNDANCE 96

Bienvenue

DANS l'âge INGRAT

UN FILM DE TODD SOLONDZ